



SCHWEIZER GEMEINDE
COMUNE SVIZZERO
VISCHNANCA SVIZRA
COMMUNE SUISSE

Zeitschrift für Gemeinden und Gemeindepersonal | Revue pour Communes et leur personnel
Rivista per Comuni e i loro impiegati | Revista per Vischnancas e ses personal



LEBENDIGE ORTSKERNE, UNSER FOKUS IM AUGUST
DES CENTRES VIVANTS, LE POINT FORT EN AOÛT
CENTRI VITALI, IL TEMA CENTRALE IN AGOSTO

Die IT-Lösung für Städte und Gemeinden



nest setzt neue Massstäbe - für Einwohnerdienste, Steuerverwaltungen und den Bereich Gebühren/Werke. Mehr als 370 Städte und Gemeinden vertrauen auf **nest**.

Die Software

- ◆ ermöglicht den elektronischen Austausch mit Bund, Kanton, Gemeinden
- ◆ hilft, Geschäftsfälle via Portal zu erledigen (etwa E-Umzug)
- ◆ macht Papier im Meldewesen überflüssig
- ◆ integriert Systeme anderer Hersteller
- ◆ enthält ein komfortables Dokumentenmanagement inkl. Vertragsmanagement

5 Editorial

Ortskerne stiften Identität.
Les centres créent de l'identité.
I nuclei storici creano identità.

9 ACS

Un adeguamento della Lex Koller non è necessario.

11 Comunitas e Previs

Previs tra le top ten dopo la fusione con Comunitas.

12 Uffici postali

Il presidente del Consiglio di amministrazione della Posta Urs Schwaller si augura una buona intesa con i comuni.

16 Vitalizzazione dei centri

In veste di direttrice della Rete Centri Storici, Heidi Haag conosce le preoccupazioni di tanti comuni.

21 ACS

Il n'y a pas lieu de modifier la Lex Koller.

23 Comunitas et Previs

Previs dans les dix premières après la fusion avec Comunitas.

24 Suisse Public

Pause-café et photos au stand des associations communales.

26 Offices postaux

Président du conseil d'administration de La Poste, Urs Schwaller est favorable à une bonne concertation avec les communes.

30 Point fort: Revitaliser les centres

En tant que responsable du Réseau vieille ville, Heidi Haag connaît les soucis de nombreuses communes.

45 SGV

Es braucht keine Anpassung der Lex Koller.

47 Comunitas und Previs

Previs nach Fusion mit der Comunitas unter den Top 10.

48 Suisse Public

Kaffee- und Fotopause am Stand der Kommunalverbände.

50

Poststellen: der Postpräsident im Interview

Post-Verwaltungsratspräsident Urs Schwaller wünscht sich ein gutes Einvernehmen mit den Gemeinden. Sie seien aber gefordert, aufzuzeigen, warum es gerade bei ihnen eine traditionelle Poststelle zu erhalten gelte.



54

Fokus Ortskerne

Die Belebung von Ortskernen und Altstädten ist ihr tägliches Brot. Als Geschäftsführerin des Netzwerks Altstadt kennt Heidi Haag die Sorgen vieler Gemeinden. Nicht zuletzt wegen ISOS laufen die Drähte derzeit heiss.



82

Hochwasserschutz

Der Klimawandel ist im vollen Gange. Es wird immer wärmer und nasser. Spezialisten wie David Volken vom Bafu versuchen, vorherzusagen, ob und wo die zunehmend starken Regenfälle zu Überschwemmungen führen. Eine komplexe Aufgabe.



Titelbild/Couverture

Cyndie Grisel und Raphaël Jacot, Batavia Biel (BE)
Cyndie Grisel et Raphaël Jacot, Batavia Bienne (BE)

Bild/photo: Céline Hoppler

Der offizielle, neutrale Versicherungsberatungsdienst des Schweizerischen Gemeindeverbandes

trees T +41 31 340 37 47
mail@trees.ch

Protection contre les dangers naturels : voici comment les communes peuvent en sortir gagnantes.

Le montant des dommages aux bâtiments dus à la grêle, aux tempêtes et aux inondations s'élève en moyenne à 275 millions de francs par année en Suisse. Mais si les communes et les autorités compétentes en matière de construction informent en amont sur les mesures de protection appropriées pour les rénovations et les nouvelles constructions, elles ainsi que les maîtres d'ouvrage peuvent s'éviter bien des désagréments et des frais.



Keystone/Walter Bieri

Des appartements en rez-de-chaussée inondés, des caves envahies par la boue, des rues recouvertes par les eaux : les images qui reviennent chaque été à la télévision et sur les portails Internet montrent combien les bâtiments peuvent être endommagés par de tels événements. Or, un grand nombre de ces dégâts pourrait être évité grâce à des mesures constructives appropriées. Les communes et les autorités de la construction se doivent d'agir elles aussi sur la question, car le fait d'anticiper la mise en place de mesures de protection lors d'une transformation ou d'une nouvelle construction permet souvent de réaliser ces mesures à moindre coût. Les investissements ne sont jamais vains : au vu de la durée de vie d'un bâtiment ou de ses éléments de construction, le bénéfice financier dépasse souvent de manière significative les coûts engagés. Et lorsque ce sont des infrastructures communales qui sont épargnées par les dommages, c'est aussi la commune qui en profite.

Comment échapper aux dommages et aux désagréments

Il n'est pas question uniquement de dommages matériels. En effet, lorsqu'un entrepôt ou une halle de produc-

tion pourvus d'une infrastructure technique ou une salle des serveurs en sous-sol se retrouvent sous l'eau, un dommage total peut être à déplorer et être suivi d'une longue interruption de l'exploitation. Après un orage de grêle, si tous les stores à lamelles d'un grand bâtiment doivent être remplacés, cela peut durer aussi plusieurs semaines. En attendant, les locaux sont pratiquement inutilisables car c'est justement en plein été que l'on a besoin d'ombre. La solution pour éviter ces deux types de dommage repose sur de simples mesures de conception et mesures techniques.

Les communes ont toutes les cartes en main

Il est vrai que les cartes des dangers montrent quels sont les risques liés aux crues et à d'autres dangers naturels locaux pour une parcelle donnée et quelle est leur intensité. Mais la grêle, les tempêtes et les pluies violentes peuvent survenir n'importe où en Suisse. Et ces intempéries sont la cause d'environ 80 % des dommages aux bâtiments. Pour éviter de tels dommages, les autorités communales peuvent aussi apporter leur contribution et distribuer des dépliants ou d'autres aide-mémoires de « protection contre les dangers naturels ». Elles peuvent par ailleurs éclaircir certaines questions soulevées lors de demandes de permis de construire, à savoir : Est-il prévu que les portes, soupiraux et fenêtres soient placés au-dessus de la hauteur maximale d'inondation ? Les garages ou garages souterrains disposeront-ils d'un seuil avant leur voie d'accès ? Est-il prévu d'utiliser des matériaux testés contre la grêle ?

Un check-up personnalisé sur les dangers naturels

La plate-forme www.protection-dangers-naturels.ch comprend un check-up sur les dangers naturels, ciblant les besoins spécifiques des propriétaires de bâtiments et des maîtres d'ouvrage, des ingénieurs et des spécialistes ainsi que des architectes et des projeteurs. L'outil en ligne prend en compte la situation individuelle (construction neuve ou rénovation), la partie de bâtiment (p.ex. façade) et les différents dangers natu-

rels. Il propose des mesures concrètes et offre un aide-mémoire ainsi que des check-lists.

Offres de formation pour les communes

Les collaborateurs des communes trouveront également d'intéressantes offres de formation de base et de formation continue sur le site www.protection-dangers-naturels.ch, notamment le workshop d'une journée traitant de la technique de communication dans le dialogue sur les risques ainsi que le workshop sur deux journées intitulé « Kit de démarrage Protection des bâtiments contre les dangers naturels ». Il s'agit là de formules idéales pour les communes. Pour les spécialistes qui interviennent en tant que consultants auprès des communes, il existe une formation tout indiquée : elle se déroule sur neuf jours et est sanctionnée par un examen permettant l'obtention d'un certificat de « Spécialiste en protection des bâtiments contre les dangers naturels ».

Une alliance unique d'acteurs de premier ordre

La plate-forme www.protection-dangers-naturels.ch a été créée par les établissements cantonaux d'assurance et est soutenue aujourd'hui par une alliance unique en Suisse d'acteurs importants du domaine de la protection des bâtiments : les établissements cantonaux d'assurance, l'Association Suisse d'Assurances ASA, l'Association suisse des propriétaires fonciers HEV, la Société suisse des ingénieurs et des architectes SIA ainsi que l'Union des Banques Cantonales Suisses UBCS.

PROTECTION CONTRE LES DANGERS NATURELS

Informations et demande de matériel d'information :

Protection contre les dangers naturels

c/o AEAI

Bundesgasse 20

3001 Berne

Téléphone 031-320 22 11

E-mail [kommunikation@](mailto:kommunikation@schutz-vor-naturgefahren.ch)

[schutz-vor-naturgefahren.ch](mailto:kommunikation@schutz-vor-naturgefahren.ch)

Ortskerne stiften Identität

Vor knapp vier Jahren hat der Schweizerische Gemeindeverband (SGV) zusammen mit dem Schweizerischen Gewerbeverband den Leitfaden «Revitalisierung von Stadt- und Ortskernen» herausgegeben. Das Thema ist nach wie vor aktuell. Mit dem revidierten Raumplanungsgesetz, das seit drei Jahren in Kraft ist, steht die Siedlungsentwicklung nach innen im Vordergrund. Dies kommt auch den Stadt- und Ortskernen zugute. Allerdings ist in wenig attraktiven Zentren eine gute Innenentwicklung nicht einfach umzusetzen.

Stadt- und Ortskerne sind von jeher steter Veränderung unterworfen. Die Entwicklungen lassen sich nicht einfach stoppen und rückgängig machen. Als Beispiel: Das Internet hat das Einkaufsverhalten grundlegend verändert, was sich auch auf die Läden in den Zentren ausgewirkt hat. Der Onlinehandel wird weiter an Bedeutung gewinnen und den Wandel damit verstärken.

Revitalisierung bedeutet somit nicht Wiederherstellung eines alten Idealzustands. Es gilt vielmehr, den Wandel aktiv anzugehen. Dazu braucht es einen übergreifenden Ansatz, der den Anforderungen der verschiedenen Anspruchsgruppen (Einwohner, Investoren, Grundeigentümer, Gemeinde, Gewerbe, Detailhandel, Gastronomie usw.) Rechnung trägt. Und vor allem ist ein langer Atem nötig, denn Revitalisierungen brauchen Zeit.

Das Ortszentrum stiftet Identität. Es verleiht einer Gemeinde einen eigenen Charakter. Dem SGV ist es ein grosses Anliegen, dass die Zentren lebendig und lebenswert bleiben – in wirtschaftlicher, sozialer und kultureller Hinsicht. Er setzt sich deshalb weiterhin für den Wissens- und Erfahrungsaustausch ein. In dieser Ausgabe erfahren Sie unter anderem, wie St-Saphorin wieder mehr Leben ins Dorf bringen will (S. 34), dass auch Zwischennutzungen einen Ortskern revitalisieren können (S. 58) und wie sich die Anstellung einer Zentrumsmanagerin in Kloten ausgewirkt hat (S. 64).



Les centres créent de l'identité

En collaboration avec l'Union suisse des arts et métiers, l'Association des Communes Suisses (ACS) a publié le guide «Revitalisation des centres de villes et de localités» voici près de quatre ans, et ce thème est toujours d'actualité. Avec la version révisée de la loi sur l'aménagement du territoire, le développement de l'urbanisation vers l'intérieur est devenu une priorité, ce qui ne peut que profiter aux centres des villes et des localités. Pour autant, il n'est pas simple de réaliser un bon développement intérieur dans des centres qui manquent d'attrait.

Depuis toujours, les centres des villes et des localités sont confrontés à des changements incessants. Les évolutions qui en sont à l'origine ne sont pas faciles à stopper, ni à effacer. Ainsi, Internet a radicalement modifié les comportements en matière d'achat, ce qui a aussi eu un impact majeur sur les magasins des centres-villes. L'essor du commerce en ligne va encore s'accroître.

Dans ce contexte, la revitalisation ne consiste pas à recréer un état antérieur qui serait idéal, mais bien davantage à gérer activement le changement. A cet effet, il convient d'appliquer une approche globale, tenant compte des exigences des différentes parties prenantes (habitants, investisseurs, propriétaires fonciers, commune, artisans, commerces de détail, restaurants, etc.), mais aussi de s'armer de persévérance. Le centre d'une commune est ce qui constitue son identité, en ce sens qu'il lui confère son caractère propre. Pour l'ACS, il est absolument essentiel que les centres des localités restent animés et viables, d'un point de vue à la fois économique, social et culturel. C'est pourquoi elle continue de se mobiliser pour promouvoir les échanges de connaissances et d'expériences. Ainsi, en lisant ce numéro, vous découvrirez notamment comment Saint-Saphorin entend redynamiser le village (p. 34), en quoi le recrutement d'une gestionnaire du centre a eu des effets positifs à Kloten (p. 41) et de quelle manière des affectations transitoires peuvent aussi contribuer à la revitalisation du centre d'une localité (p. 41).

I nuclei storici creano identità

Circa quattro anni fa, in collaborazione con l'Unione svizzera delle arti e mestieri, l'Associazione dei Comuni Svizzeri (ACS) ha pubblicato la guida «Rivitalizzare i nuclei storici e i centri urbani». Il tema è sempre di attualità. La riveduta Legge sulla pianificazione del territorio, in vigore da tre anni, ha posto in primo piano lo sviluppo centripeto degli abitati. A beneficiarne sono anche i centri urbani e i nuclei dei paesi. Tuttavia, un buon sviluppo centripeto dei centri poco attraenti non è di facile attuazione.

I centri urbani e i nuclei storici sono da sempre in evoluzione e non si può semplicemente arrestare e annullare ciò che si è sviluppato col tempo. Per fare un esempio: Internet ha modificato completamente il modo di fare acquisti, con chiare ripercussioni sui negozi situati nei centri degli abitati. Il commercio elettronico diventerà sempre più importante e continuerà a rafforzare questo cambiamento.

Rivitalizzare non significa pertanto ripristinare una situazione ideale precedente, ma piuttosto affrontare attivamente i cambiamenti. Ci vuole quindi un approccio trasversale che tenga conto delle esigenze dei diversi gruppi portatori di interesse (abitanti, investitori, proprietari fondiari, Comune, artigianato, commercio al dettaglio, ristorazione, ecc.). E soprattutto ci vuole perseveranza, perché i lavori di rivitalizzazione richiedono tempo.

I nuclei storici creano identità, conferiscono a ogni Comune il suo carattere. Per l'ACS è molto importante che i centri possano rimanere vitali e vivibili, dal punto di vista economico, sociale e culturale. Per questo motivo continua ad adoperarsi per uno scambio di conoscenze ed esperienze in materia. Nella presente edizione potete ad esempio scoprire cosa sta facendo St. Saphorin per riportare vita in paese (pag. 34), come si può rivitalizzare un nucleo storico anche ricorrendo a un utilizzo transitorio (pag. 58) e quali effetti ha avuto l'assunzione di una responsabile della gestione del centro di Kloten (pag. 64).

*Philippe Blatter
Kommunikationsverantwortlicher
responsable communication
responsabile comunicazione*

Bundesrätlicher Besuch, Referate zur Alters- und Gesundheitspolitik und die Verleihung des Preises «Gesunde Gemeinde/Gesunde Stadt 2017» an Kriens, Lancy sowie Schaffhausen: Die 64. Generalversammlung des Schweizerischen Gemeindeverbandes (SGV), die am 15. Juni 2017 im Rahmen der Fachmesse Suisse Public in Bern stattfand, bot ein abwechslungsreiches und spannendes Programm. Die Delegierten wählten Beat Bucheli neu in den SGV-Vorstand (siehe Seite 44) und hiessen die weiteren statutarischen Geschäfte – Jahresbericht 2016, Jahresrechnung 2016, Entlastung des Vorstands sowie die Festsetzung der Mitgliederbeiträge 2018 (unverändert) – ebenfalls gut.

Ausführlicher Bericht:

www.tinyurl.com/GV-SGV-17

Visite d'un conseiller fédéral, exposés sur la politique de la vieillesse et de la santé et attribution du prix «Commune en santé» resp. «Ville en santé» à Kriens, Lancy et Schaffhouse: la 64^e Assemblée générale de l'Association des Communes Suisses (ACS) qui a eu lieu le 15 juin 2017 dans le cadre de l'exposition professionnelle Suisse Public à Berne a proposé un programme aussi varié qu'attrayant. Les délégués ont élu Beat Bucheli nouveau membre du comité de l'ACS (voir page 20). Ils ont également approuvé les autres affaires statutaires – rapport annuel 2016, comptes annuels 2016, décharge au comité ainsi que fixation des cotisations des membres 2018 (inchangées).

Article détaillé:

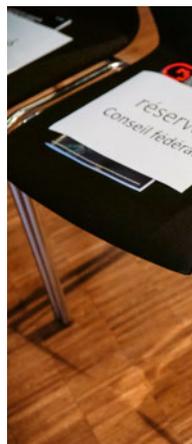
www.tinyurl.com/AG-ACS-17

Visita di un consigliere federale, relazioni sulla politica della vecchiaia e della salute e conferimento del premio «Comune sano/Città sana 2017» a Kriens, Lancy e Sciaffusa: la 64^a Assemblea generale dell'Associazione dei Comuni Svizzeri (ACS), svoltasi il 15 giugno 2017 a Berna nell'ambito dell'esposizione specialistica Suisse Public, ha offerto un programma interessante e variegato. I delegati hanno eletto Beat Bucheli quale nuovo membro del Comitato dell'ACS (v. pag. 8). I delegati hanno approvato anche gli altri punti statutari: rapporto annuale 2016, conto annuale 2016, scarico al comitato e determinazione delle quote sociali 2018 (invariate).

Articolo dettagliato:

www.tinyurl.com/AG-ACS-2017

Bilder:
Patrick Lüthy





Nuovo membro del comitato



I delegati hanno eletto Beat Bucheli (foto) all'Assemblea generale il 15 giugno a Berna quale nuovo membro del Comitato dell'ACS. Il Cantone di Lucerna è pertanto di nuovo rappresentato nel comitato composto da 15 membri. Beat Bucheli è sindaco di Werthenstein dal 2004 e vicepresidente dell'Associazione dei Comuni lucernesi dal 2015. *pb*

Nuova collaboratrice alla sede associativa



Magdalena Meyer-Wiesmann (foto), nuova responsabile di progetto presso l'ACS. Si occupa prevalentemente dei comparti pianificazione del territorio ed e-government. Diplomata in informatica di gestione, dal 2003 al 2012 è stata municipale di Kirchlindach (BE), di cui quattro anni in veste di sindaco. La squadra della sede associativa dell'ACS le dà il benvenuto. *pb*

Non ridurre la quota-parte dei Cantoni

Nell'ambito del Progetto fiscale 17, il Consiglio federale ha deciso di ridurre la quota-parte dell'imposta federale diretta destinata ai Cantoni. Per l'Associazione dei Comuni Svizzeri ciò è inaccettabile.

Nella sua seduta del 9 giugno il Consiglio federale ha approvato i parametri del Progetto fiscale 17. Per l'ACS la decisione di aumentare la quota-parte dell'imposta federale diretta destinata ai Cantoni solo al 20,5% invece che al 21,2% è sconcertante. La riduzione della quota-parte di spettanza dei Cantoni riduce il margine di manovra degli stessi. I Cantoni hanno meno soldi a disposizione per compensare le perdite fiscali e questo si ripercuote direttamente e

negativamente sulle città e i comuni. In questo modo il Progetto fiscale non è più equilibrato. L'ACS si è da sempre impegnata a favore dell'aumento della quota-parte del gettito dell'imposta federale diretta di spettanza dei Cantoni dal 17 al 21,2%, chiedendo allo stesso tempo che le città e i comuni beneficino delle maggiori entrate provenienti dalle imposte federali. L'ACS ribadisce sia questo impegno sia questa richiesta. *pb*

Tarmed: necessari ulteriori miglioramenti

L'ACS appoggia gli indirizzi delle rivedute strutture tariffali per prestazioni mediche. Tuttavia, ci vogliono urgenti miglioramenti: l'assistenza sanitaria di base va rafforzata.

I medici, le casse malati e gli ospedali lavorano da anni a una revisione del tariffario medico Tarmed. Per ora senza successo. L'ACS lo deplora e ritiene corretto che il Consiglio federale si avvalga della propria competenza sussidiaria e intervenga sulle strutture tariffali. Secondo l'ACS, con le riforme dei sistemi tariffali si deve soprattutto rafforzare l'assistenza sanitaria di base. È necessario creare condizioni quadro che favoriscano la nascita di nuovi modelli di cura. La modifica dell'ordinanza sulla definizione e l'adeguamento delle strutture tariffali nell'assicurazione malattie, proposta dal Consiglio federale, va incontro a questa esigenza. L'ACS approva pertanto in linea di massima gli indirizzi del progetto.

Migliorare la collaborazione

È tuttavia necessario affrontare presto altri miglioramenti e creare incentivi finanziari che contribuiscano a migliorare la collaborazione tra i fornitori di presta-

zioni di base (finanziamento di prestazioni di coordinamento). Il Tarmed è complicato e non ha contribuito a frenare l'aumento dei costi sanitari. L'ACS invita pertanto gli attori coinvolti a cercare insieme soluzioni alternative per sostituire il Tarmed con un sistema più semplice.

Incentivi per medici nelle zone rurali

Il Tarmed non stimola in alcun modo un medico a operare quale fornitore di prestazioni di base in una zona rurale. Al contrario: per la stessa prestazione un medico percepisce in città un'indennità superiore. Data la crescente precarietà dell'assistenza sanitaria nelle zone rurali, questa anomalia va urgentemente corretta. È inaccettabile che, come capita, i comuni debbano ricorrere a fondi pubblici per attirare medici nelle zone rurali. *red*

Presenza di posizione (in tedesco):
www.tinyurl.com/sn-tarmed

Un adeguamento della Lex Koller non è necessario

L'ACS respinge la modifica della Legge federale sull'acquisto di fondi da parte di persone all'estero (Lex Koller). La modifica non è necessaria e si tradurrebbe in un trasferimento delle competenze dai comuni alla Confederazione.

32 anni dopo la sua entrata in vigore, il Consiglio federale vuole modificare la Legge federale sull'acquisto di fondi da parte di persone all'estero, la cosiddetta Lex Koller. L'ACS respinge questo intento. La modifica di legge comporterebbe, da un lato, un immenso aumento del carico burocratico e, dall'altro, peggiorerebbe inutilmente la situazione delle regioni e dei comuni a forte vocazione turistica della Svizzera.

Il Parlamento ha già detto di no

Nel rapporto esplicativo viene menzionato che a dare vita al progetto di revisione è stato il postulato dell'ex consigliere nazionale Antonio Hodgers. Tuttavia, il postulato potrebbe anche essere attuato senza revisione della legge, attraverso una semplice modifica dell'ordinanza sulle autorizzazioni. L'inasprimento della Lex Koller posto in di-

battito dal Consiglio federale, sotto forma di eventuale ampliamento, poggia su due mozioni depositate dalla consigliera nazionale Jacqueline Badran. Queste mozioni sono state respinte dal Consiglio degli Stati nel giugno 2014. Di conseguenza, il Parlamento ha già detto di no e non è quindi comprensibile come mai il Consiglio federale voglia avviare un dibattito sull'inasprimento della Lex Koller.

Eccesso di offerta nel mercato immobiliare

Anche dal punto di vista materiale non c'è motivo di procedere a una revisione. Il mercato immobiliare per immobili (commerciali) tende attualmente a un eccesso di offerta e la crescente digitalizzazione della società e del mondo del lavoro non farà che accrescere questa tendenza. Nei prossimi anni si verificherà

un continuo calo dei classici posti di lavoro in ufficio. Se è necessaria una regolamentazione del mercato immobiliare, i comuni possono avvalersi dei relativi strumenti della pianificazione del territorio. Non hanno bisogno di altre prescrizioni attraverso la revisione di legge in esame, che peraltro disciplina unicamente la quota per persone all'estero.

Strisciante trasferimento delle competenze

L'ACS respinge il progetto di modifica anche per motivi federalistici. Oltre ad aumentare l'onere burocratico, l'inasprimento della Lex Koller comporta anche un ulteriore strisciante trasferimento delle competenze dai comuni alla Confederazione. *red*

Presa di posizione (in tedesco):
www.tinyurl.com/sn-lex-koller

Edilizia abitativa di utilità pubblica anche nelle zone rurali

Il Consiglio federale propone di aumentare di 250 milioni la dotazione del fondo di rotazione a favore dell'edilizia abitativa di utilità pubblica. L'ACS approva il decreto federale su questo credito quadro. Tuttavia chiede anche che nella futura promozione dell'edilizia abitativa di utilità pubblica si dedichi maggiore attenzione alle zone rurali e di montagna. Attualmente ci si concentra infatti soprattutto sulle esigenze della popolazione urbana. L'ACS è pronta ad impegnarsi in merito, con la propria rete di contatti, in collaborazione con le organizzazioni mantello dei committenti di utilità pubblica. *pb*

Presa di posizione (in tedesco):
www.tinyurl.com/sn-wohnungsbau

No alla delega dell'eID all'economia privata

Il Consiglio federale intende creare condizioni quadro giuridiche e organizzative per il riconoscimento dei mezzi d'identificazione elettronica e dei loro fornitori. L'ACS appoggia in generale l'ottimizzazione delle procedure nonché processi privi di discontinuità di sistema che consentono la creazione di un'eID. Tuttavia, continua a privilegiare un'eID statale rispetto al modello ora proposto. Il mezzo di identificazione elettronica non va delegato all'economia privata. La procedura dell'eID è tecnicamente complessa, per cui la popolazione dev'essere informata in modo trasparente sui propri diritti e deve poter avere la certezza che lo Stato provveda in modo adeguato alla sua sicurezza. *pb*

Presa di posizione (in tedesco):
www.tinyurl.com/sn-e-id

Deduzioni fiscali per la cura dei figli da parte di terzi: sì, ma ...

Per contrastare la penuria di personale nazionale specializzato e migliorare la conciliazione tra famiglia e lavoro si propone di concedere deduzioni fiscali più elevate per le spese sostenute per la cura dei figli da parte di terzi. Dal punto di vista della società e dell'economia il progetto è da accogliere. Tuttavia – come fa la Conferenza dei direttori cantionali delle finanze – l'ACS chiede di rinunciare all'adeguamento della legge sull'armonizzazione delle imposte. Il punto centrale è che le città e i comuni vengano sgravati almeno a medio termine. *pb*

Presa di posizione (in tedesco):
www.tinyurl.com/sn-drittbetreuung

Comunitas festeggia l'anniversario dei 50 anni

Comunitas ha compiuto 50 anni. L'Assemblea dei delegati dell'anniversario, che si è svolta il 21 giugno a Berna, è stata l'ultima di questo genere: Comunitas si fonde con Previs Vorsorge. Continuerà ad esistere come cassa di previdenza autonoma sotto il marchio mantello Previs.

L'Assemblea dei delegati allo Stade de Suisse era incentrata, oltre che a ripercorrere la storia della fondazione di previdenza, sulla fusione con Previs (vedi articolo a destra), sulla relazione d'esercizio e sul conto annuale 2016 nonché sull'elezione di quattro membri della Commissione previdenziale. All'assemblea dell'anniversario hanno partecipato 90 delegati di 60 datori di lavoro. L'evento è stato incorniciato musicalmente da Martin O., artista vocale di San Gallo.

Erwin Freiburghaus come padre fondatore

Lo scorso dicembre Comunitas ha festeggiato il suo 50° anniversario: il 9 dicembre 1966 si svolse a Olten l'assemblea costitutiva della «Cassa pensione dell'Associazione dei Comuni Svizzeri». Come ha riferito il presidente del Consiglio di fondazione Stefan Christen, come reparto con patrimonio speciale e propri organi la cassa pensioni fino al 1988 faceva parte della Fondazione comune intercantonale per la previdenza del personale. Il 13 gennaio 1988 l'Associazione dei Comuni Svizzeri (ACS) ha dato vita quale fondatrice alla Comunitas come fondazione di previdenza indipendente. Il primo presidente e promotore della cassa nel 1966 era stato il presidente dell'ACS, il consigliere nazionale bernese Erwin Freiburghaus. Egli è stato anche il precursore di Previs nel 1958, che all'epoca si chiamava ancora Cassa pensione per il personale dei comuni bernesi e che nel 1988 è stata anch'essa costituita come fondazione autonoma dall'Associazione dei comuni bernesi.

Due partner che si somigliano

Il presidente dell'ACS, consigliere degli Stati Hannes Germann, ha citato nel suo discorso di saluto allo Stade de Suisse passaggi da un articolo dell'ottobre 1967 del quotidiano «Berner Oberländer Volkszeitung» sulla fondazione della cassa pensioni. Nell'articolo si affermava che una previdenza per la vecchiaia e l'invalidità ampliata avrebbe migliorato notevolmente le condizioni di assunzione anche nei comuni medi e

piccoli, consentendo così di reclutare nuove leve qualificate come personale comunale.

Germann ha accennato alla sfida nei comuni rappresentata dalla struttura anagrafica della loro popolazione. La piramide anagrafica dell'inizio del XX secolo si è trasformata in una campana e intorno all'anno 2000 è poi diventata un abete. «La struttura anagrafica della popolazione è caratterizzata dalla generazione del baby boom, ciò che porta a una parte centrale molto larga. Oggi a finanziare un beneficiario di rendita sono circa 3,5 lavoratori attivi, mentre secondo uno scenario dell'Ufficio federale di statistica nel 2030 saranno ancora 2,5», ha ammonito Germann.

Il presidente dell'ACS è convinto che tra gli istituti di previdenza Comunitas e Previs vi sono notevoli punti in comune. I clienti di entrambe le fondazioni sono comuni e istituzioni paracomunali nonché affiliazioni del settore del servizio pubblico. «La fusione di due partner simili significherà in ogni caso un rafforzamento complessivo del nuovo istituto di previdenza. La soluzione scelta offre alle affiliazioni di Comunitas da un lato continuità, poiché rimangono clienti della cassa di previdenza Comunitas, e dall'altro possono contare sul fatto che le sfide future nella previdenza del personale potranno essere superate sotto il tetto comune di Previs partendo da una posizione di forza.» Di questo traggono vantaggio anche i comuni, perché un istituto di previdenza per comuni e istituti paracomunali forte e vincente costituisce anche oggi una premessa importante per l'assunzione di personale qualificato e motivato.

Ottima performance nel 2016

Comunitas può essere soddisfatta del risultato operativo 2016. Stefan Demetz, responsabile Finanze e direttore a.i., ha parlato di una performance ottima anche nel confronto svizzero. Secondo Demetz la performance di +5,75% è stata rafforzata da due eventi speciali: da un lato gli investimenti nei mercati emergenti e nelle materie prime che hanno fornito

performance negative nel 2015 hanno recuperato nel 2016, dall'altro una valutazione esterna degli immobili ha portato a un apprezzamento del portafoglio immobiliare. Complessivamente il settore immobiliare ha registrato una performance di +12,1%. Demetz ha definito la struttura degli assicurati di Comunitas come sana: a 79,5% di assicurati attivi si contrappongono 20,5% di beneficiari di rendite. Per quanto concerne il capitale, il rapporto è di 61,4% a 38,6%. Con ciò Comunitas risulta ben attrezzata per il futuro.

Elezione nella Commissione previdenziale

L'assemblea ha eletto in vista della fusione quattro membri nella futura Commissione previdenziale per la Cassa di previdenza Comunitas. L'elezione si è svolta con la riserva dell'efficacia giuridica della fusione. I membri della Commissione previdenziale della Cassa di previdenza Comunitas saranno eletti anche dopo la fusione all'Assemblea dei delegati di Previs esclusivamente dalla cerchia dei delegati della Cassa di previdenza Comunitas. L'assemblea ha eletto come rappresentante dei lavoratori e rappresentante dei comuni René Küng, responsabile Finanze e Controlling della città di Zofingen, e Martin Kuratli, segretario comunale di Flims. Come rappresentanti dei datori di lavoro e rappresentanti delle istituzioni sono stati eletti Reto Lindegger, direttore dell'ACS, e Hansjakob Schmid, direttore del centro anziani Allmend a Alpnach-Dorf.

Steff Schneider

Previs tra le top ten dopo la fusione con Comunitas

Alla prima Assemblea dei delegati comune di Comunitas e Previs, il bernese dell'Oberland Peter Flück è stato eletto come presidente. L'efficacia giuridica della prevista fusione dei due istituti di previdenza si avrà dopo l'iscrizione nel registro di commercio nell'autunno 2017.

Con questa fusione Previs Vorsorge farà parte con oltre 37000 assicurati e una somma di bilancio di circa cinque miliardi di franchi delle dieci maggiori casse pensioni autonome e parzialmente autonome della Svizzera. I delegati hanno eletto il 21 giugno allo Stade de Suisse – con riserva della realizzazione della fusione – all'unanimità dieci membri nel nuovo Consiglio di fondazione a composizione paritetica: Peter Flück (Brienz Rothorn Bahn, presidente), Pierre Spielmann (Città di Murten, vicepresidente designato), Alfred Amrein (Atupri Assicurazione della salute), Matthias Bütikofer (UCBC San Gallo), Martin Gafner (Siloah AG), René Küng (Città di Zofingen), Reto Lindegger (Associazione dei Comuni Svizzeri), Urs Obrecht (Case di cura dahlia), Stephan Spycher (Comune di Vinelz) e Jürg Thöni (Spital STS AG).



Il nuovo Consiglio di fondazione di Previs Vorsorge (da sinistra): Reto Lindegger, Jürg Thöni, Pierre Spielmann, Matthias Bütikofer, Peter Flück, Stephan Spycher, Martin Gafner, Urs Obrecht, Alfred Amrein e René Küng

Foto: mad

«Sempre alla pari»

Nel suo discorso di saluto Peter Flück ha potuto constatare «con piacere che abbiamo portato avanti il processo di fusione collaborando sempre con rispetto reciproco, sempre alla pari e sempre con l'obiettivo davanti agli occhi di essere una cassa pensioni in grado di far fronte con rispetto alle sfide attuali e future nella previdenza professionale. E questo con una dimensione notevole, una strategia che guarda al futuro e con collaboratori competenti e motivati. Ma anche con assicurati e beneficiari di rendite che possono continuare a contare anche in futuro su un servizio professionale al passo con i tempi nella gestione quotidiana, così come su prestazioni corrispondenti dopo il pensionamento.»

Clienti da tutta la Svizzera

Il vicepresidente designato Pierre Spielmann dal canto suo si è dichiarato soddisfatto del processo di fusione svolto finora, indicando un ulteriore valore aggiunto di questa fusione: «Comunitas porta un gran numero di clienti da tutta la Svizzera. Questo era anche un obiettivo di Previs: non limitarsi più al solo mercato bernese, ma operare in tutta la Svizzera.» Egli ha affermato di «essere

rimasto stupito di come un'idea possa trasformarsi così rapidamente in un'importante decisione di principio, seguita poi subito dall'attuazione». Spielmann ha ringraziato in tre lingue per la fiducia dei delegati.

Nella primavera 2018 la segreteria dei due istituti di previdenza si trasferirà in una nuova sede nelle vicinanze della stazione di Berna. Spielmann ha espresso la convinzione che la sede comune contribuirà ad aumentare l'efficienza.

«Collaborazione esemplare»

Hansjörg Gurtner, direttore dell'Autorità di vigilanza bernese sulla LPP e le fondazioni (BBSA), ha affermato di fronte ai delegati che non è scontato «che le autorità di vigilanza vengano invitate a manifestazioni interne di istituti di previdenza» e ha confermato che il processo di concentrazione nel settore del 2° pilastro è in corso già da diversi anni e che per rimanere presenti sul mercato con successo la dimensione di un istituto di previdenza acquista sempre più importanza. Gurtner ha spiegato in maniera chiara il ruolo della vigilanza in un processo di fusione: «Dobbiamo chiarire a fondo le circostanze e assicurarci in particolare che vengano tutelati i diritti dei

destinatari. Nei confronti di questi ultimi esistono diversi obblighi d'informazione che gli istituti di previdenza in questione devono soddisfare e che ci devono essere anche dimostrate.» Gurtner ha spiegato cronologicamente il processo svolto finora e ha rilasciato un'ottima pagella ai partner della fusione.

Incontro con il re

In chiusura dell'assemblea i delegati hanno potuto apprezzare un incontro con il re di lotta svizzera Matthias Glarner che con il titolo «preparazione alla giornata X» – appropriato all'assemblea e alla fusione di Comunitas e Previs – ha riferito del suo cammino verso la Festa federale di lotta svizzera di Estavayer 2016 e la conquista della corona di re. Glarner si è presentato come interlocutore intelligente, simpatico e dalla battuta pronta e non ha evitato alcuna domanda. La successiva lotta con il neoeletto presidente Peter Flück si è conclusa in parità dopo due round e ha rappresentato il punto finale definitivo di una giornata emozionante di Comunitas e Previs allo Stade de Suisse a Berna.

Andreas Schefer

«Mi irrita il fatto che ora ci si scagli contro la Posta»

Il presidente del Consiglio di amministrazione della Posta Urs Schwaller si augura una buona intesa con i comuni. Che dovrebbero tuttavia dimostrare perché proprio da loro bisognerebbe mantenere un ufficio postale tradizionale.



Il presidente del Consiglio di amministrazione della Posta Urs Schwaller nel suo ufficio della Wankdorfallee con «Comune svizzero».

Foto: Céline Hoppler

Signor Schwaller, mentre la Posta chiude un ufficio postale dopo l'altro, sempre più privati si affollano attorno al mercato di pacchi. L'affare non può essere tanto poco redditizio.

Urs Schwaller: Quello dei pacchi è un mercato libero, aperto a tutti gli offerenti. Grazie al monopolio che ancora detiene per le lettere fino a 50 grammi, la Posta ha modo di procurarsi parte dei mezzi necessari per erogare capillarmente con le proprie forze il servizio universale. Tuttavia, la realtà è che oggi, per gli uffici postali, registriamo un deficit di 180 milioni di franchi. Le operazioni allo sportello calano annualmente dal 4 al 5%.

La Posta dice di sé di non essere un'azienda come tutte le altre. E quindi, di non poter decidere in base a criteri meramente economici.

Schwaller: E nessuno lo sostiene. Il Consiglio di amministrazione della Posta non pretende di trasformare un deficit da 180 milioni in uno zero in nero. L'obiettivo è di far sì che questo deficit non cresca. Attualmente siamo confrontati al fatto che la quantità dei pacchi e delle lettere consegnati e dei pagamenti eseguiti allo sportello è in calo. Anche in un comune a nessuno verrebbe in mente di mettersi a conseguire delle perdite. Anche un comune deve essere gestito in modo tale da pareggiare i conti e consentire il costante aggiornamento

dell'infrastruttura. E poi devono essere possibili investimenti futuri.

Come definisce nell'ambito della discussione sulla chiusura degli uffici postali un caso di rigore, quando la Posta non decide effettivamente solo in base a criteri economici?

Schwaller: La Posta gestisce delle agenzie da 12 anni. Oggi, in Svizzera, sono più di 900. Lo scorso anno abbiamo annunciato che puntiamo a 1300 agenzie. Per il Consiglio di amministrazione è quindi chiaro che in Svizzera si dovranno mantenere da 800 a 900 uffici postali. Non si è mai parlato di convertire, come in Germania, tutti gli uffici postali in agenzie. Per il Consiglio di amministra-

zione non è un argomento. Siamo convinti che, con la prevista miscela di uffici postali, agenzie, servizi a domicilio e con nuovi formati, saremo in grado di erogare capillarmente, se non addirittura in eccesso, il nostro servizio universale.

E i criteri inerenti al caso di rigore?

Schwaller: Noi orientiamo l'evoluzione della nostra rete secondo determinati criteri. Tra questi figurano i capiluogo distrettuali e cantonali, i centri di insediamento e sviluppo, come pure i flussi di pendolari. In relazione agli uffici postali abbiamo spazio di manovra: ora già discutiamo con i cantoni, e in una seconda fase con i comuni, per individuare quelli che lei chiama casi di rigore. Dall'inizio del 2017, inoltre, a ogni conversione informiamo anche la popolazione nell'ambito di serate informative. Il caso di rigore deve poter essere discusso, ma il mantenimento di un ufficio postale va motivato. Non basta dire che la si pensa diversamente dalla Posta.

Qual è dunque la definizione di caso di rigore? Secondo quali criteri la Posta affronta queste discussioni?

Schwaller: L'aspetto decisivo è la domanda. Non ha senso mantenere un ufficio postale dove non va più nessuno e che rimane aperto solo cinque ore al giorno. Ma non solo. In una valle, ad esempio, posso benissimo immaginare che, per motivi di ordine geografico un ufficio postale sia necessario. Oppure la rete stradale attraversa una regione nella quale in determinati punti bisogna lasciare un ufficio postale affinché sia raggiungibile in tempi ragionevoli. Cosa intende esattamente con caso di rigore?

La domanda era cosa intenda la Posta per caso di rigore.

Schwaller: Posta così, la domanda presuppone che alla fine ci sarà un caso di rigore per il quale non è stata trovata alcuna soluzione.

Un caso di rigore nel senso di un ufficio postale che, dal punto di vista della

«Il caso di rigore deve poter essere discusso, ma il mantenimento di un ufficio postale va motivato. Non basta dire che la si pensa diversamente dalla Posta.»

Posta, sia effettivamente candidato alla chiusura.

Schwaller: Attenzione: non prevediamo alcuna chiusura senza sostituzione. Convertiamo degli uffici postali convenzionali in agenzie che, di regola, hanno orari di apertura più lunghi. Ora chiediamo ai comuni di mostrare perché proprio da loro bisogna mantenere un ufficio postale tradizionale. E con questo intendo un ufficio postale aperto tutto il giorno, non per sole cinque ore. Per me, una buona intesa con i comuni è molto importante, poiché entrambi siamo fornitori di servizi di base. E sono interessato a trovare una soluzione assieme.

I riscontri dei comuni sono talvolta furanti e delusi. Per molti, la sensazione è quella di essere stati messi di fronte al fatto compiuto.

Schwaller: La cosa mi stupisce alquanto: sono 12 anni che convertiamo uffici postali in agenzie. Sinora, le discussioni sono state pochissime. Poi, lo scorso anno abbiamo informato in maniera trasparente sui nostri obiettivi quadriennali per il 2020, abbiamo tenuto due tornate di discussioni con i Cantoni, discutiamo in modo approfondito con i comuni. Durante i prossimi tre anni e mezzo vogliamo trovare delle soluzioni assieme a loro. Cerchiamo con maggiore intensità anche il contatto con le popolazioni interessate e, dall'autunno, intendiamo informare meglio sulle offerte delle agenzie postali. Noto in particolare che molte persone non conoscono questa offerta. E una volta ancora: c'è spazio di manovra per 900 uffici postali, questa è la volontà del Consiglio di amministrazione. Quando il sistema sarà infine at-

tuato, lo valuteremo e faremo tesoro delle nostre esperienze. Se tra quattro anni riprenderemo le discussioni, ora non lo so dire.

Tra un paio d'anni, quindi, potrebbero esserci anche meno di 900 uffici postali?

Schwaller: Attualmente non sono in previsione altre conversioni. Ma le esigenze della clientela si modificano – talvolta molto rapidamente. Tuttavia, la Posta partecipa anche in futuro per una rete di filiali postali gestite in proprio.

Le parla di informazione e comunicazione. Al tempo stesso, sino a poco tempo fa le autorità comunali dovevano sottoscrivere la convenzione sulla segretezza.

Schwaller: Queste non esistono più.

Intende dire che, con l'occhio di oggi, quell'approccio fosse infelice?

Schwaller: Non intendo giudicare il passato. Piuttosto, sono interessato al futuro.

La Posta ha revocato la convenzione.

Schwaller: Lo ha fatto, e ritengo che con questo si sia detto abbastanza. Mi irrita il fatto che proprio ora ci si scagli contro la Posta, quando informiamo in maniera aperta e trasparente e mettiamo sul tavolo le nostre cifre.

D'accordo. Ma quando si trattava di informare la popolazione, la Posta ha lasciato le autorità comunali sole.

Schwaller: Non sta a me giudicare il passato. Quello che conta è che abbiamo preso dei provvedimenti. Il responsabile della nostra rete di uffici postali, Thomas



«Non ho mai sentito di quattro uffici comunali mantenuti dopo la fusione di quattro comuni. Perché? Perché sono cambiate anche le esigenze della popolazione comunale.»

Foto: Céline Hoppler

Baur, ha tra l'altro girato per i comuni quasi tutte le sere per settimane con la sua squadra per tenere dei colloqui con la popolazione.

Bene. Quindi, ora la Posta fa le cose in modo diverso.

Schwaller: Sì, agisce diversamente. E qui devo aggiungere qualcosa. Grazie alla mia attività conosco i comuni piuttosto bene. Sono stato prefetto, consigliere di Stato e consigliere agli Stati. Anche nei comuni, cinquant'anni fa le cose erano del tutto diverse, con sportelli e vetri opalini, timbri e cassaforti e formulari. Oggi, dal comune ricevo e-mail invece di lettere, mi vien chiesto di eseguire elettronicamente i miei pagamenti. E poi, le numerose fusioni che hanno avuto e hanno luogo proprio an-

che nel mio cantone di Friburgo: non ho mai sentito di quattro uffici comunali mantenuti dopo la fusione di quattro comuni. Perché? Perché sono cambiate anche le esigenze della popolazione comunale. Quindi non si può impedire alla Posta di adeguarsi anch'essa alle mutate esigenze della clientela.

Ad ogni modo, un terzo delle attività degli uffici postali concerne i pagamenti per contanti. In tale ambito, l'agenzia non offre alcuna sostituzione.

Schwaller: Presso le agenzie è possibile fare prelievi fino a 500 franchi, mentre i versamenti possono essere eseguiti, oltre che con la Postcard, con tutte le altre carte correnti – e tra l'altro anche con il libretto giallo. E a chi intendesse continuare a pagare in contanti,

da settembre la Posta offre la possibilità di farlo a casa. Non è una novità: già oggi la Posta serve in questo modo 300 000 case o, rispettivamente, circa un milione di clienti. Il pagamento per contanti a domicilio verrà prossimamente proposto in tutte le località che dispongono unicamente di agenzie postali.

Significa che bisogna aspettare il postino in casa.

Schwaller: Chi non si trova in casa può fare i suoi pagamenti fuori casa, se lo desidera. La Posta intende offrire miglioramenti, il pagamento per contanti a casa propria ne è uno. Chi lo vorrà, potrà usufruire di questo servizio. E questo dimostra che, con i comuni, non ci limitiamo a discussioni pro forma, ma che prendiamo sul serio le richieste che ci vengono fatte. Da settembre, laddove lo spazio lo permetterà, presso le agenzie saranno pure possibili gli invii di massa per comuni, associazioni e PMI. Nei prossimi anni, il numero dei box per clienti commerciali verrà ulteriormente aumentato. Altra novità per le località con agenzie sono le macchine di incasso contante, affinché macellai, fornai, ristoratori o parrucchiere non debbano custodire denaro contante in casa. Invi di massa, servizi per PMI: la Posta dimostra nella pratica di prendere sul serio le richieste dei comuni.

E nel caso in un comune non si trovasse nessuno disposto a gestire l'agenzia postale? La cosa spetterebbe all'amministrazione comunale?

Le richieste dell'Associazione dei Comuni

In occasione di due audizioni sull'evoluzione della rete degli uffici postali, l'ACS si è impegnata presso le commissioni competenti del Nazionale e degli Stati affinché i comuni vengano coinvolti alla pari. L'Associazione chiede inoltre un maggiore margine di manovra in relazione alla regola della raggiungibilità. I criteri inerenti alla raggiungibilità devono essere verificati e le particolarità regionali maggiormente considerate. Inoltre, l'ACS chiede che le soluzioni che prevedono un'agenzia presentino un'offerta di servizi completa e si finanzino al 100%, in particolare nei casi in cui le agenzie sono integrate nell'amministrazione comunale. In primavera, l'ACS ha inoltre avuto modo di presentare i suoi punti di vista al dipartimento competente (DATEC) e due volte nei confronti della direzione strategica e operativa della Posta. Nel corso delle ultime settimane si sono pure attivate diverse organizzazioni comunali dei cantoni. L'ACS intende intensificare ulteriormente il coordinamento del suo impegno in tale ambito nella tarda estate.

Schwaller: C'è anche il servizio di consegna a domicilio che, come detto, funziona benissimo da anni presso 300 000 case. Se qua o là si inserisse poi l'amministrazione comunale, lo apprezzerei senz'altro. Ma spesso, neppure le amministrazioni comunali sono aperte tutto il giorno. Ed è chiaro che l'impegno non deve quello, per fare un esempio, di un negozio di alimentari. Le cose vanno analizzate per bene. In linea generale, tuttavia, quello dell'agenzia sembra essere un modello interessante, poiché il numero delle offerte concernenti l'apertura di un'agenzia postale supera di gran lunga la domanda della Posta.

Un'amministrazione comunale ci informa che le prestazioni della Posta non coprono in alcun modo l'impegno: percepiscono 2000 franchi mentre l'attività postale li occupa per il 50-60%.

Schwaller: Lei parla del comune di Leubringen, che ho visitato assieme a Thomas Baur, il responsabile della rete postale. Ne ho preso nota, e a fine anno esamineremo a fondo le cifre della frequenza della clientela, delle lettere e dei pacchi e, se sarà necessario, apportiamo delle correzioni.

Al tempo stesso, il cliente deve essere soddisfatto. Con quali criteri qualitativi la Posta garantisce che presso un'agenzia avrà lo stesso servizio?

Schwaller: Il segreto postale si applica anche alle agenzie. Io non capisco perché si debba ritenere che i responsabili di un'agenzia non siano qualificati. Vengono formati dalla Posta. Anche in occasione di visite da me compiute, ho visto e sentito che il personale è competente e disponibile, e che quando qualcuno arriva in agenzia per la prima volta, si prende il tempo necessario.

Siamo a conoscenza di un caso in cui una cliente piuttosto scocciata si è ripresa il suo pacco in agenzia dopo due giorni perché la proprietaria del negozietto lo aveva trascurato.

Schwaller: Non mi posso esprimere su un caso che non conosco e del quale non ho mai neppure sentito parlare. Questa signora ha annunciato la faccenda alla Posta? In tal caso, saremmo potuti intervenire. Come cliente, io avrei senz'altro reagito.

La Posta riceve più reclami, da quando ci sono le agenzie?

Schwaller: La soddisfazione dei clienti presso le agenzie, rilevata ogni due anni su mandato della Posta, risulta regolarmente molto elevata. Anche in occasione dell'ultimo sondaggio, nel 2015,

servizio, qualità, affidabilità e discrezione delle agenzie hanno ottenuto punteggi compresi tra 79 e 83 su 100.

Con questo, la Posta supera i criteri fissati dal Consiglio federale. In relazione alle agenzie, molto apprezzati sono gli orari di apertura prolungati.

La Posta consegue una fetta importante della sua cifra d'affari con la vendita di articoli da cartoleria e amplia le proprie attività nel settore elettronico. Quanto la Posta è ancora la Posta?

Schwaller: È la migliore posta del mondo. E non siamo noi ad affermarlo, bensì l'associazione mondiale delle poste con i suoi oltre 170 membri. Abbiamo la più fitta rete di uffici postali del mondo, consegniamo lettere cinque giorni alla settimana e sei i giornali, la nostra puntualità si situa al 98%, abbiamo più di 4000 punti d'accesso in Svizzera e 15000 bucalettere gialle. Ma: il mondo è cambiato. Anch'io acquisto il mio biglietto ferroviario con l'iPad e i miei francobolli grazie all'app. E quando scrivo una lettera all'amministrazione delle contribuzioni, mi viene richiesto via mail di ese-

guire i miei pagamenti con l'e-banking, ma – per favore – non con le polizze di versamento. Questa evoluzione è inarrestabile.

La Posta ha tuttavia un mandato concernente il servizio di base.

Schwaller: Sì, e lo soddisfa di gran lunga in eccesso. Ciò nonostante, se alla Posta non sarà concesso di cambiare, si metteranno in gioco migliaia di posti di lavoro. Taluni negozi di paese riescono ancora a sopravvivere proprio grazie alle agenzie. Un'amministrazione comunale di cui non intendo fare il nome ci ha addirittura chiesto se l'ufficio postale non potesse assumere compiti del comune. Personalmente preferirei di no: la Posta non deve rappresentare una concorrenza, bensì un complemento. Siamo legittimati anche in relazione all'e-voting, poiché rimaniamo nell'attività primaria della posta: il trasporto di informazioni, siano esse fisiche o digitali.

*Intervista: Denise Lachat
Traduzione: Waldo Morandi*

Anzeige



Lavoriamo per il vostro futuro
Sulla nostra esperienza potete contarci

Comunitas
Fondazione di previdenza
Bernastrasse 8 · 3000 Bern 6
Telefono 031 350 59 59
www.comunitas.ch


COMUNITAS

«Il nucleo storico crea identità»

La vitalizzazione dei nuclei e centri storici è il suo pane quotidiano. In veste di direttrice della Rete Centri Storici, Heidi Haag conosce le preoccupazioni di tanti comuni. Attualmente e per via dell'ISOS, giungono richieste da tutte le parti.



La Rete Centri Storici fornisce un sostegno ai comuni, come per esempio alla cittadina di Sempach (LU), vincitrice del Premio Wakker 2017 dell'Heimatschutz Svizzera.

Foto: F. Karrer/Heimatschutz Svizzera

Signora Haag, negli ultimi anni molti Comuni hanno dovuto occuparsi della tematica della vitalità dei centri urbani e dei nuclei storici. Qual è la situazione attuale?

Heidi Haag: Penso che ci sia stata una vera presa di coscienza da parte delle autorità e dei pianificatori. Lo dimostra già la quantità di richieste che ci è pervenuta negli ultimi tempi: c'è stato un vero processo di sensibilizzazione. Le città e i comuni hanno realizzato che non possono affrontare da soli il problema della vitalizzazione dei centri urbani e dei nuclei storici. Con la nostra offerta di consulenza «Siti in dialogo», di cui fa parte anche la Rete Centri Storici, forniamo un sostegno ai Comuni. Con la Rete Centri Storici li aiutiamo a condurre analisi e sviluppare strategie quando il commercio al dettaglio si ritira e i centri

si spopolano. Un tempo ci chiedevano soprattutto analisi del tessuto urbano e degli abitati; oggi cresce anche il bisogno di una strategia di utilizzo. In questo caso i proprietari e i commercianti vengono direttamente coinvolti nella ricerca di soluzioni.

Perché è così importante che i nuclei rimangano vitali?

Haag: La gente ha bisogno di un luogo di aggregazione nella località in cui vive. Anche in quelle che non hanno un vero e proprio nucleo. Il centro di un comune è strettamente legato alla fisionomia dell'abitato, all'identità di un comune e al senso di comunanza tra le persone che vi abitano. Il centro dell'abitato crea pertanto identità e riflette il carattere di un comune. È ormai noto che in tanti nuclei storici i negozi stanno

scomparendo perché non rendono più. E in tanti centri, la fisionomia dell'abitato è ormai caratterizzata da edifici vuoti e trascurati.

La vitalizzazione dei centri è soprattutto un problema delle città o concerne anche i villaggi?

Haag: I centri storici hanno il vantaggio di disporre di un vero centro, di un nucleo ricco di sostanza edilizia estremamente pregiata dal punto di vista storico. In questi casi si deve intervenire per vitalizzare il nucleo, o fare in modo che rimanga vitale. I villaggi e i comuni degli agglomerati fanno spesso fatica a definire un centro capace di creare identità, che abbia una densità appropriata. Soprattutto nei comuni degli agglomerati che si sono sviluppati da villaggi situati lungo una strada manca la densità di



Heidi Haag, direttrice della Rete Centri Storici: «La gente ha bisogno di un luogo di aggregazione.» Foto: mad

sfruttamento necessaria perché un centro possa essere definito tale.

Che influenza ha il mercato immobiliare sui nuclei storici?

Haag: Sia nei centri storici che nei nuclei dei villaggi ci sono spesso immobili che richiederebbero urgentemente degli investimenti o uno sfruttamento più intensivo. Ma i proprietari non sono sempre in grado di affrontare da soli questa tematica. Attualmente riceviamo molte richieste da città, regioni o Cantoni che vorrebbero aiutare i proprietari a far fronte ai problemi legati a questi tipi di immobili. La Rete Centri Storici ha sviluppato uno strumento analitico per la valutazione degli edifici. L'analisi mostra che tipo di futuro potrebbe avere l'edificio e quali investimenti sarebbero necessari allo scopo.

I comuni che figurano tra gli insediamenti protetti – vedi l'inventario ISOS – percepiscono i vincoli posti dalla protezione degli insediamenti e dei monumenti storici come una gabbia. Questa protezione consente ancora interventi per vitalizzare e compattare i centri degli abitati?

Haag: Il tema sta attualmente dando un bel daffare alla VLP-ASPAN. Per far fronte a questi casi stiamo elaborando uno strumento di lavoro volto a indicare ai comuni quali sono le soluzioni a loro disposizione per gestire i potenziali conflitti con la condizione di insediamento protetto. L'ISOS non impedisce di trovare buone soluzioni, ma richiede una maggiore creatività. I proprietari immobiliari si rivolgono spesso alle autorità con progetti impossibili da realizzare nel modo desiderato. Noi sollecitiamo i pro-

prietari a elaborare i progetti con esperti collaudati e a discuterne in tempo utile con il comune e l'Ufficio dei beni culturali. Bisogna sensibilizzare maggiormente alla tematica i proprietari immobiliari e i progettisti.

Esistono esempi di una proficua collaborazione con la Rete Centri Storici?

Haag: Ci sono tanti esempi. Lichtensteig, nel Toggenburgo (SG), ha utilizzato tutti gli strumenti della Rete Centri Storici, stimolando così uno sviluppo valido e proficuo. Dalla cittadina di Sempach (LU), vincitrice del Premio Wakker, cui abbiamo potuto fornire la nostra consulenza, abbiamo recentemente appreso che gli sforzi di vitalizzazione del nucleo hanno dato avvio a tutta una serie di iniziative. Naturalmente è spesso difficile trovare qualcuno che voglia riprendere uno spazio commerciale rimasto vuoto. Ci vuole tutto un ventaglio di misure, ma anche autorità e commercianti dotati di tenacia e perseveranza.

Quali sono le soluzioni possibili per vitalizzare i centri degli abitati?

Haag: Il traffico è un tema importante: deve essere interamente bandito dal centro? Quanti posteggi ci vogliono? In molte località, i negozi in centro non possono sopravvivere senza un certo numero di posteggi. Il traffico motorizzato non deve pregiudicare la vivibilità del centro di una città o di un abitato. D'altro canto, non deve nemmeno essere bandito interamente dai centri, altrimenti questi diventerebbero presto dei luoghi abbandonati. Non è sempre sensato lottare per la sopravvivenza o il ritorno dei negozi: qualche volta bisogna accettare che è in corso un cambiamento strutturale nel commercio al dettaglio che non possiamo arrestare. A Kaiserstuhl (AG), ad esempio, dove non ci sono più negozi da tempo, ci si concentra sul ramo residenziale e sulla qualità degli spazi pubblici. È importante creare una buona situazione abitativa: le autorità possono fare la loro parte, consentendo ad esempio, laddove appropriato, la creazione di abitazioni al pianterreno di edifici storici e l'uso dello spazio stradale quale terrazza. L'impostazione dello spazio pubblico determina il carattere di un abitato. Qui le autorità possono dare un importante contributo alla vitalizzazione dello stesso.

Come devono procedere i comuni quando una strada cantonale taglia in due il paese?

Haag: Questa è una vera sfida. Una lunga strada principale con veicoli che circolano a 50 km/h può comportare una

svalutazione degli edifici che si affacciano sulla stessa. D'altro canto, le strade sono naturalmente vie di comunicazione di vitale importanza. In queste zone è indispensabile moderare il traffico e rivalutare gli spazi stradali e le piazze per aumentare l'abitabilità della zona. Spesso richieste di questo genere incontrano ancora resistenza presso gli uffici cantonali del genio civile. Senza le risorse finanziarie necessarie è indubbiamente più difficile vitalizzare il centro di un abitato. Con la sola opera di consulenza non si ottiene ancora molto, ma è il primo passo nella giusta direzione. Per questo motivo un comune non può esimersi dal preventivare i fondi necessari per la pianificazione. Ma sorprendentemente ci sono stati anche casi in cui è stato possibile ottenere validi risultati con poca spesa.

Ci può svelare uno di questi casi?

Haag: Dietro raccomandazione della Rete Centri Storici, la cittadina di Kaiserstuhl ha organizzato una «Giornata dell'abitazione», in cui la popolazione ha potuto ispezionare case in vendita, edifici rinnovati di recente e appartamenti in locazione. La Giornata dell'abitazione è stata opportunamente prevista in concomitanza con la Giornata dei trasporti gratuiti della comunità tariffale dei trasporti pubblici di Zurigo ed ha riscontrato un grande successo. Eventi di questo genere contribuiscono a sensibilizzare sul valore di una località. Ma anche con modifiche nello spazio pubblico si può dare un forte segnale.

Misure di questo genere richiedono il sostegno della popolazione.

Haag: Sì, assolutamente. Ma in genere la vitalizzazione del centro di un comune rientra anche negli interessi della sua popolazione.

Intervista: Fabrice Müller
Traduzione: CoText

Rete Centri Storici

La Rete Centri Storici fa parte dell'offerta di consulenza «Siti in dialogo» dell'Associazione svizzera per la pianificazione nazionale VLP-ASPAN. È un centro di competenza in materia di centri storici. Con i suoi strumenti analisi delle città, strategia di utilizzo e formazione di club di quartiere aiuta i comuni a vitalizzare i loro centri urbani e nuclei storici. www.netzwerk-altstadt.ch

Iniziative per il tradizionale negozio di paese nelle valli

Luoghi d'incontro, di socializzazione e di servizio, soprattutto se in montagna: sono i piccoli commerci che lasciano la spesa grossa ai centri commerciali per rifarsi con la propria quotidianità, offrendo appunto prodotti locali.



Grazie a una rinnovata organizzazione della mobilità regionale e a nuove politiche di promozione del patrimonio, si è riusciti ad attenuare l'abbandono della montagna e delle valli. Una vista della Valle Verzasca.

Foto: Ticino Turismo / Remy Steinegger

Mezanin, Piazzeta, Butega, eccetera. Hanno insegne dialettali o comunque familiari, che richiamano la prossimità e il luogo d'incontro, propongono di tutto, accettano la concorrenza delle grandi catene di distribuzione ma, soprattutto, evidenziano la loro differenza acquisendo nuove nicchie di clienti. Sono i minuti commerci di paese, che lasciano la spesa grossa ai grandi centri commerciali per rifarsi con la propria quotidianità, offrendo appunto prodotti locali: formaggi, burro, marmellate, vino, miele, biscotti e quant'altro. Tante forze, iniziative imprenditoriali e capacità, queste, che si sono prontamente attivate

affinché ogni nucleo abitativo non sia privato della propria linfa sociale. Lasciato l'iniziale piglio turistico, oggi questi spazi hanno assunto una valenza ecosostenibile, a km zero, in sintonia con le attuali esigenze.

Nelle terre alte qualcosa si muove

Luoghi d'incontro, di socializzazione e di servizio, soprattutto se in montagna. Se non fosse che in Ticino i potenziali avventori vivono sul fondovalle e che la maggior parte di loro fa la spesa nei grandi centri commerciali, possibilmente di ampie dimensioni e a portata di parcheggi. Tuttavia nei quartieri e nei

comuni più discosti un'altra fetta di popolazione rivendica il tradizionale «negozio di paese», dove trovare, oltre ai generi alimentari, un luogo di aggregazione sociale, sia un bar, una bottega o una vetrina. Ma, sebbene la grande distribuzione abbia messo in ginocchio consolidati commerci, nelle terre alte qualcosa ancora si muove. Ne sa qualcosa la quarantina di negozietti trovatisi a mal partito quando, un paio d'anni fa, la ditta di riferimento aveva deciso di ritirarsi dagli affari licenziando e smantellando i propri punti vendita. Desperatione a parte, si è subito corsi ai ripari, cercando alternative e soluzioni, chi rile-

vando lo spazio dismesso chi apre una nuova attività. Parola d'ordine comune: mantenere un servizio importante per la comunità.

Il divario tra città e montagna

Quando manca un servizio scatta la rassegnazione e quindi l'esclusione: un effetto, quest'ultimo, aggravato dal timore che il rafforzamento dei principali poli urbani possa acuire il divario tra città e montagna, tra attività imprenditoriali di fondovalle e in aree discoste. Persino le città di Varese e Como hanno dovuto far i conti con l'attrattività della capitale scagliera, divenendo quasi quartieri di Milano: come successo con i Cantoni alpini limitrofi al Ticino, hanno dovuto prender coscienza che gradualmente il loro benessere era intaccato dalla concentrazione delle opportunità nelle maggiori città dell'Altipiano svizzero e della Pianura padana. Fortunatamente, come ipotizzato un decennio fa dal Dipartimento del territorio nel un studio*, in Ticino la spinta dei progetti d'aggregazione comunale ha permesso di limitare la concentrazione di popolazione, possibilità di lavoro e risorse economiche nei principali poli economici, soprattutto Lugano. Il divario tra Ticino urbano e Ticino montano oggi giorno è ancora im-

portante. Tuttavia, grazie a una rinnovata organizzazione della mobilità regionale e a nuove politiche di promozione del patrimonio, si è riusciti ad attenuare l'abbandono della montagna. Non mancano nemmeno gli squilibri territoriali, contenuti o «asestati» di volta in volta con specifiche misure pianificatorie quali, ad esempio, il contingentamento delle aree edificabili, la tutela del territorio e altri interventi prioritari. A ogni comparto la propria specificità, affinché la rete urbana sia equilibrata e la montagna sia in grado di assumere gran parte del suo destino con le proprie forze.

Volontà supportata dai municipi

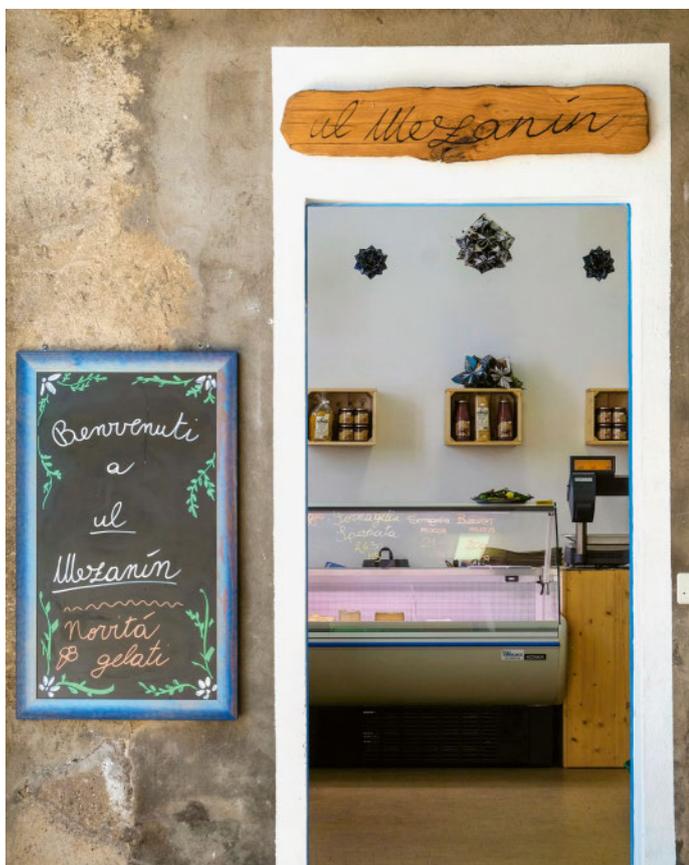
Abbandonando l'autostrada e avventurandosi nelle valli ticinesi si possono così incrociare attività commerciali diversificate e, per la maggior parte, a chilometro zero. Si va dal minisupermercato altoleventinese ricco di prodotti regionali, alla bottega bleniese abbinata alla posta o all'ente turistico, al commercio al dettaglio valmaggese, sino ai bar-edicola, ristoranti-gallerie d'arte e altro ancora. Questa volontà di attivarsi spesso è supportata dai municipi, sempre sensibili, ma comunque legati al proprio margine d'azione finanziario. Si è infatti visto sostenere l'apertura di un

ristorante, di una bottega o di un chiosco semplicemente mettendo a disposizione uno spazio a prezzo di favore, agevolando attività e iniziative private o sostenendo nel limite del possibile l'attività locale tramite ad esempio gli acquisti per le mense scolastiche. Iniziative simili tuttavia si registrano anche nei comuni delle cinture urbane: piccoli commerci che a volte grazie anche alla sensibilità dell'ente pubblico, conservano il loro ruolo di servizio, non solo alla popolazione anziana, meno mobile, e la funzione aggregante di punto d'incontro e scambio tra le persone.

Dalla Leventina alla Valle di Blenio, alla Valle Maggia, Verzasca, Valle Morobbia, Ambri, Porza, Valle di Muggio, Mendrisiotto, impossibile elencarli tutti, ma è opportuno ricordare ancora la forza trainante dell'artigianato locale, che impreziosisce le loro vetrine. Inoltre anche la scuola ci ha messo del suo: ul Mezanin del Centro professionale del verde è pure una bella realtà! Tutte vetrine socio-culturali, specchio fedele e suggestivo delle potenzialità del Ticino.

Maura Käppeli, Reto Malandrini

* Valutazione e indirizzi per l'elaborazione del Modello di organizzazione territoriale



Ul Mezanin del Centro professionale del verde, un progetto comune con la Fondazione Macundo, offre prodotti locali.

Foto: Fondazione Macundo

Bienvenu au comité



Lors de l'Assemblée générale à Berne, les délégués ont élu Beat Bucheli nouveau membre du comité de l'ACS. Grâce à cette élection, le canton de Lucerne est de nouveau représenté au sein du comité comportant 15 membres. Beat Bucheli occupe depuis 2004 la fonction de maire de Werthenstein et depuis 2015 celle de vice-président de l'Association des communes lucernoises. *pb*

Bienvenue au bureau



Avec Magdalena Meyer-Wiesmann (photo), l'ACS se dote d'une nouvelle responsable de projet, qui aura pour principaux domaines d'activité l'aménagement du territoire et la cyberadministration. Cette informaticienne formée à la gestion a siégé de 2003 à 2012 au conseil municipal de Kirchlin-dach (BE), dont elle a été maire pendant quatre ans. L'équipe du bureau de l'ACS est ravie d'accueillir cette nouvelle collaboratrice! *pb*

Maintenir la part cantonale de 21,2%

Du point de vue de l'Association des Communes Suisses (ACS), la décision du Conseil fédéral de réduire la part cantonale à l'impôt fédéral direct dans le projet fiscal 17 est inacceptable.

Lors de sa séance du 9 juin, le Conseil fédéral a approuvé les points essentiels du projet fiscal 17. Pour l'ACS, la décision d'augmenter la part cantonale à l'impôt fédéral direct à 20,5 au lieu de 21,2% est plutôt étrange. Avec la réduction de la part cantonale, la marge de manœuvre des cantons est restreinte. Ils ont moins d'argent à disposition pour compenser les pertes fiscales. Ceci se répercute directement et négativement sur les villes

et les communes. Sous cette forme-là, le projet fiscal n'est plus équilibré. L'ACS s'est toujours engagée en faveur de l'augmentation de la part cantonale à l'impôt fédéral direct de 17 à 21,2% – ceci conjugué avec l'exigence que les villes et les communes profitent des revenus supplémentaires provenant des impôts fédéraux. L'ACS reste fidèle à cet engagement et à cette exigence. *pb*

Tarmed: encore bien des améliorations à apporter

L'ACS approuve l'orientation générale des structures tarifaires révisées pour les prestations médicales. Néanmoins, il est urgent de procéder à d'autres améliorations.

Depuis des années, le corps médical, les caisses-maladie et les hôpitaux travaillent à une révision du tarif médical Tarmed, mais sans résultats probants à ce jour. L'ACS le déplore et considère que le Conseil fédéral fait usage de sa compétence subsidiaire pour intervenir au niveau des structures tarifaires à juste titre. Du point de vue de l'ACS, les réformes engagées en matière de systèmes tarifaires doivent surtout permettre de renforcer les soins médicaux de base. En outre, il y a lieu de créer des conditions-cadres propices à la mise en place de nouveaux modèles de soins. D'une manière générale, la proposition du Conseil fédéral concernant la modification de l'ordonnance sur la fixation et l'adaptation de structures tarifaires dans l'assurance-maladie va dans ce sens. C'est pourquoi l'ACS est d'accord avec l'orientation du projet.

Il n'en demeure pas moins qu'il est urgent de réfléchir à de plus amples améliorations et d'instaurer des incitations financières permettant de promouvoir une meilleure collaboration entre les

prestataires de services de soins de base (financement des prestations de coordination). Le Tarmed est compliqué et il n'a pas permis d'endiguer les augmentations des coûts de la santé. Pour cette raison, l'ACS estime que les acteurs concernés devraient rechercher ensemble d'autres solutions pour remplacer le Tarmed par un système plus simple. Par ailleurs, le Tarmed ne fournit aujourd'hui aucune incitation à un médecin pour qu'il s'installe en tant que généraliste en milieu rural. Bien au contraire: à prestations égales, un médecin exerçant en ville perçoit une compensation d'un montant supérieur. C'est là un dysfonctionnement qu'il faut corriger au plus vite compte tenu de la situation de plus en plus précaire qui prévaut dans les campagnes en matière de soins. Il n'est pas normal que, parfois, des communes aillent même jusqu'à recourir aux fonds publics pour attirer des médecins sur leur territoire. *réd*

Avis politique (en allemand):
www.tinyurl.com/sn-tarmed

Il n'y a pas lieu de modifier la Lex Koller

L'ACS est contre la modification de la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (Lex Koller). Elle considère qu'elle n'est pas nécessaire et qu'elle entraînerait un transfert des compétences des communes à la Confédération.

La loi sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger est entrée en vigueur il y a 32 ans et le Conseil fédéral estime qu'elle doit être modernisée. L'ACS rejette la présente adaptation de la Lex Koller. D'une part, elle engendrerait une charge bureaucratique sensiblement accrue et, d'autre part, parce qu'elle aggraverait en particulier inutilement la situation des régions et communes tournées vers le tourisme.

Le Parlement a refusé un renforcement

Dans le rapport explicatif, il est dit que le projet de révision vise à réaliser le postulat Hodgers. Il convient de noter ici que le postulat pourrait être réalisé sans révision de la loi, mais par une simple modification de l'Ordonnance sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger (OAIE). Le renforcement de la Lex Koller soumise au

débat par le Conseil fédéral en tant que «développement possible» s'appuie sur deux motions déposées par Jacqueline Badran, conseillère nationale. Ces motions ont toutefois été rejetées par le Conseil des Etats en juin 2014. Le Parlement a donc ainsi déjà refusé un renforcement. Il est donc incompréhensible que, malgré cette volonté, le Conseil fédéral soumette encore un renforcement au débat.

Sur le plan matériel, il n'y a également aucune raison de modifier la loi. Actuellement, il existe déjà une offre excédentaire d'immeubles (commerciaux) sur le marché immobilier. En raison de la numérisation accrue de la société et du monde du travail, cette tendance va se poursuivre à l'avenir. Ces prochaines années, les places de travail conventionnelles vont disparaître toujours plus. Pour réguler le marché immobilier, les

communes disposent déjà d'instruments correspondants tirés de l'aménagement du territoire. Elles n'ont donc pas besoin de nouvelles directives par la présente révision de loi qui, de toute façon, ne traite que de la part d'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger.

Report de compétences

Enfin, l'ACS rejette l'affaire pour des raisons de fédéralisme. Hormis l'augmentation de la charge bureaucratique, le renforcement de la Lex Koller soumise ici au débat représente un report insidieux des compétences des communes et des cantons à la Confédération. Ce report de compétences est aussi clairement rejeté par l'ACS. *réd*

Avis politique:

www.tinyurl.com/lex-koller

Accorder une attention à l'espace rural

Le Conseil fédéral propose avec l'arrêté fédéral d'augmenter la dotation du Fonds de roulement existant de 250 millions de francs. L'ACS peut approuver cet arrêté. Par contre, elle propose d'accorder une attention particulière encore plus grande à l'espace rural et aux régions de montagne quant à l'encouragement futur de la construction de logements d'utilité publique. Cet encouragement est un instrument, qui vise actuellement surtout les besoins de la population urbaine. L'ACS est prête, en collaboration avec les deux organisations faitières des maîtres d'ouvrage d'utilité publique, à recourir pour cela à son réseau de manière profitable. *pb*

Avis politique:

www.tinyurl.com/logements

Pas de délégation de l'e-ID à l'économie privée

Le Conseil fédéral souhaite créer le cadre juridique et organisationnel en vue de la reconnaissance par l'Etat de moyens d'identification électronique et de leurs fournisseurs. D'une part, l'ACS soutient les optimisations de processus et les processus sans ruptures de médias, qui pourraient être absolument possibles grâce à un moyen d'identification électronique reconnu e-ID. D'autre part, l'ACS préfère néanmoins un e-ID étatique au modèle désormais prévu. Etant donné que le procédé e-ID est techniquement complexe, la population doit être informée sur ses droits de manière transparente et pouvoir compter sur le fait que l'Etat s'inquiète suffisamment de la sécurité. *pb*

Avis politique:

www.tinyurl.com/avis-politique-e-id

Déduction pour frais de garde des enfants par des tiers

Pour lutter contre la pénurie de personnel qualifié et pour permettre de mieux concilier travail et famille, il est prévu de permettre des déductions fiscales plus importantes au niveau des frais de garde des enfants par des tiers. D'un point de vue sociétal et économique, ce projet est louable. Néanmoins, l'ACS (tout comme la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances) plaide pour un renoncement à l'adaptation de la loi sur l'harmonisation des impôts. Il est absolument essentiel que les communes et les villes soient délestées, au moins à moyen terme. *pb*

Avis politique (en allemand):

www.tinyurl.com/sn-drittbetreuung

Comunitas fête ses 50 ans au Stade de Suisse

Comunitas a 50 ans. L'assemblée des délégués du jubilé, qui a eu lieu le 21 juin à Berne, était la dernière du genre: Comunitas va en effet fusionner avec Previs Prévoyance. L'institution de prévoyance continuera à opérer de manière autonome sous la marque faîtière Previs.

Outre un retour sur l'histoire de la fondation de prévoyance, l'assemblée des délégués au Stade de Suisse a été consacrée à la fusion avec Previs (cf. article à droite), au rapport et aux comptes annuels ainsi qu'à l'élection de quatre membres de la commission de prévoyance. Pas moins de 90 délégués de 60 employeurs ont pris part à cette assemblée du jubilé, dont la partie festive a été marquée par la prestation vocale de Martin O. de St-Gall.

Erwin Freiburghaus, père fondateur

Comunitas a célébré ses 50 ans en décembre dernier: le 9 décembre 1966 se tenait en effet à Olten l'assemblée fondatrice de la «caisse de pension de l'Association des Communes Suisses». Stefan Christen, président du Conseil de fondation, a rappelé que la caisse de pension était rattachée à la Fondation communautaire intercantonale pour la prévoyance du personnel, avec une fortune spéciale et ses propres organes jusqu'en 1988. Le 13 janvier 1988, l'Association des Communes Suisses (ACS) a fondé Comunitas en tant que fondation de prévoyance autonome. Le conseiller national bernois Erwin Freiburghaus, président de l'ACS, fut le premier président de la caisse qu'il avait promue en 1966. Il avait aussi œuvré à la naissance de Previs en 1958, à l'époque caisse de pension pour le personnel des communes bernoises qui est devenue une fondation indépendante fondée par l'Association des communes bernoises en 1988.

Deux partenaires très semblables

Dans son allocution de bienvenue au Stade de Suisse, Hannes Germann, président de l'ACS et conseiller aux Etats, a cité un article du «Berner Oberländer Volkszeitung» (10/1967) sur la fondation de la caisse de pension. Il y était précisé qu'une prévoyance vieillesse et invalidité aboutie permettrait d'améliorer significativement les conditions d'embauche par les petites et moyennes communes également, de sorte qu'une relève qualifiée du personnel communal puisse être formée.

Hannes Germann a rappelé que les communes ont un défi particulier à relever, à savoir la structure d'âge de leur population. La pyramide des âges, qui était en forme de cloche au début du XX^e siècle, ressemble à un sapin depuis les années 2000. «La structure d'âge de la population est marquée par la génération du baby-boom, ce qui entraîne une surreprésentation des tranches d'âge médianes. Actuellement, 3,5 actifs financent un rentier. En 2030, il n'y en aura plus que 2,5, selon un scénario élaboré par l'Office fédéral de la statistique», a averti Hannes Germann.

Le président de l'ACS est persuadé que Comunitas et Previs ont de nombreux points communs. Leur clientèle est composée de communes, d'institutions proches des communes et d'instances du service public. «La fusion de deux partenaires très semblables va en tous les cas renforcer la position de la nouvelle institution de prévoyance. La solution mise au point est synonyme, d'une part, de continuité pour les clients de Comunitas qui restent clients de Comunitas et d'autre part, de structure renforcée sous la marque commune Previs pour relever les futurs défis en matière de prévoyance professionnelle.» Les communes en profiteront aussi, car une institution de prévoyance forte et fructueuse pour les communes et institutions assimilées constitue aujourd'hui aussi une condition essentielle pour engager du personnel qualifié et motivé.

Excellente performance en 2016

Comunitas termine l'exercice 2016 sur un bon résultat opérationnel. Stefan Demetz, responsable Finances et directeur a. i., a parlé d'une excellente performance en comparaison suisse également. Selon les informations fournies, la performance de +5,75% a été renforcée par deux effets particuliers: d'une part, les placements sur les marchés émergents et dans les matières premières avaient sous-performé en 2015 et ont enregistré une embellie en 2016, d'autre part, une analyse externe des biens immobiliers a permis de réévaluer

le parc immobilier. Dans l'ensemble, le secteur immobilier affiche une performance de +12,1%. Stefan Demetz a indiqué que la structure d'assurés de Comunitas est saine, avec 79,5% d'assurés actifs et 20,5% de rentiers. Le ratio est de 61,4% à 38,6% en matière de capital. Comunitas est donc parée pour l'avenir.

Election à la commission de prévoyance

Dans l'optique de la fusion, l'assemblée a élu quatre membres de la commission de prévoyance pour l'institution de prévoyance Comunitas, sous réserve de la réalisation de la fusion. Les membres de la commission de prévoyance de Comunitas continueront à être élus parmi les délégués de Comunitas également après la fusion. L'assemblée a élu René Küng, responsable des finances et du controlling de la Ville de Zofingue, et Martin Kuratli, secrétaire communal à Flims, comme représentants des employés et des communes. Reto Lindegger, directeur de l'ACS, et Hansjakob Schmid, directeur de l'EMS Allmend à Alpnach-Dorf, ont été élus comme représentants des employeurs et représentants des institutions.

Steff Schneider

Previs dans les dix premières après la fusion avec Comunitas

Peter Flück (Oberland bernois) a été élu président lors de la première assemblée des délégués commune de Comunitas et Previs. La fusion prévue des deux institutions de prévoyance sera effective sur le plan juridique à l'automne 2017 après l'inscription au Registre du commerce.

Suite à cette fusion, Previs Prévoyance comptera plus de 37000 assurés et une somme au bilan de près de 5 milliards de francs, ce qui en fera l'une des dix plus grandes caisses de pension autonomes ou partiellement autonomes de Suisse.

Le 21 juin 2017 au Stade de Suisse, les délégués ont élu à l'unanimité (sous réserve de réalisation de la fusion) dix membres du nouveau Conseil de fondation composé de manière paritaire comme suit: Peter Flück (Brienz Rothorn Bahn, président), Pierre Spielmann (Ville de Morat, vice-président désigné), Alfred Amrein (Atupri Assurance de la santé), Matthias Bütikofer (UCBA St-Gall), Martin Gafner (Siloah AG), René Küng (Ville de Zofingue), Reto Lindegger (Association des Communes Suisses), Urs Obrecht (foyers dahlia), Stephan Spycher (Commune de Vinelz) et Jürg Thöni (Spital STS AG).

«Toujours sur un pied d'égalité»

Au cours de son allocution, Peter Flück a relevé «avec joie que le processus de fusion a toujours été emprunt d'un esprit de collaboration respectueuse, sur un pied d'égalité et en se focalisant sur l'objectif. Celui-ci est clair: être une caisse de pension en mesure de relever dignement les défis actuels et futurs en matière de prévoyance professionnelle. Et ce, avec une taille remarquable, une stratégie porteuse d'avenir et des collaborateurs compétents et motivés. Mais aussi avec des assurés et des rentiers pouvant compter chaque jour, comme précédemment, sur des prestations modernes et adéquates ainsi que sur de bonnes prestations après le départ à la retraite.»

Des clients dans toute la Suisse

Le vice-président désigné, Pierre Spielmann, a quant à lui exprimé sa joie au sujet du processus de fusion suivi, relevant une autre plus-value de cette fusion: «Comunitas compte un grand nombre de clients dans toute la Suisse, ce qui était aussi un objectif de Previs, à savoir ne plus être actif sur le seul mar-



Le nouveau Conseil de fondation de Previs Prévoyance (de g. à d.): Reto Lindegger, Jürg Thöni, Pierre Spielmann, Matthias Bütikofer, Peter Flück, Stephan Spycher, Martin Gafner, Urs Obrecht, Alfred Amrein et René Küng.

Photo: mäd

ché bernois, mais étendre son activité à l'échelon national.» Il a lui-même «été étonné de la vitesse à laquelle une telle idée a pu devenir une décision de principe (qui a été mise en œuvre de suite)». Pierre Spielmann a remercié les délégués pour leur confiance en trois langues.

Au printemps 2018, le secrétariat des deux institutions de prévoyance intégrera ses nouveaux locaux à proximité de la gare de Berne. Pierre Spielmann s'est dit convaincu que ce site commun contribuera à une plus grande efficacité.

«Collaboration exemplaire»

Il n'est pas fréquent que «les autorités de surveillance soient invitées aux manifestations internes d'institutions de prévoyance», a précisé Hansjörg Gurtner, directeur de l'Autorité bernoise de surveillance des institutions de prévoyance et des fondations (ABSPF), aux délégués avant de confirmer que les rapprochements dans le 2^e pilier étaient une réalité depuis plusieurs années déjà et que la taille d'une institution de prévoyance est un facteur de plus en plus important pour subsister sur le marché. Hansjörg Gurtner a expliqué de manière limpide le rôle de l'autorité de surveil-

lance au cours d'une fusion: «Nous devons analyser en détail l'état de fait et nous assurer que les droits des bénéficiaires sont garantis. Certains devoirs d'information à leur égard doivent être respectés. Les institutions de prévoyance doivent s'en acquitter et nous le prouver.» Hansjörg Gurtner a rappelé les étapes du processus suivi et a souligné la qualité du travail fourni par les partenaires de cette fusion.

Rencontre avec le roi

Au terme de l'assemblée, les délégués ont écouté le roi des lutteurs Matthias Glarner leur parler de la «préparation au jour J», récit circonstancié de sa préparation à la Fête fédérale de lutte d'Estavayer 2016 et de son couronnement, ce qui convenait parfaitement à la réunion du jour et à la fusion de Comunitas et Previs. Intelligent, combatif et plein d'humour, Matthias Glarner s'est révélé être un orateur qui n'élude aucune question. Le combat qui a suivi avec le président fraîchement élu, Peter Flück, a pris fin sur une égalité après deux passes, point final d'une assemblée réussie pour Comunitas et Previs au Stade de Suisse.

Andreas Schefer



On parle métier à la Suisse Public : selon la direction du salon, l'édition de cette année a de nouveau attiré près de 20 000 visiteurs sur le site de Bernexpo. Les nouveautés comme le parc de démonstration ont été bien accueillies par le public, par contre, le Forum est resté vide.

Photo: Suisse Public

Pause-café et photos au stand des associations communales

Les représentantes et représentants des communes ont à nouveau trouvé leur bonheur à la Suisse Public de cette année. Mais l'élargissement de l'offre souhaité par la direction du salon n'a rencontré que peu d'écho.

La balayeuse d'Ursy (FR) a pris de l'âge, et elle ne peut pas absorber plus d'un mètre cube de matière. L'idéal serait qu'elle puisse en avaler quatre fois plus, car il ne faut pas seulement balayer de la poussière dans la petite commune rurale fribourgeoise, mais aussi pas mal de foin et de terre. L'exposition professionnelle Suisse Public arrive à point nommé avec ses douzaines de véhicules et de machines. «L'exposition est une référence pour nous», raconte Bernard Oberson, le vice-président d'Ursy, en buvant un café au stand tenu par l'Association des Communes Suisses (ACS) avec les autres partenaires de patronage de l'exposition, l'Union des villes suisses (UVS) et l'Organisation Infrastructures Communales (OIC). Oberson s'est rendu à Berne avec le chef de la voirie Charly Deschenaux et les conseillers communaux Louis Perisset (environnement) et

Régis Magnin (sécurité) pour récolter le plus d'informations possibles sur de nouveaux modèles et prix. Ils ont planifié une journée pour la visite de l'exposition. Les comparaisons, arguments et le cahier des charges doivent être prêts pour la séance du budget de l'automne, car une telle balayeuse coûte tout de même environ 200 000 francs. Un prix plutôt élevé pour une commune de 3200 habitants, d'autant plus qu'un véhicule de sapeurs-pompiers figure aussi sur la liste de souhaits. Un modèle d'une capacité de 2000 litres coûterait 350 000 francs, le secteur d'engagement couvre la partie sud du district de la Glâne avec cinq autres communes. L'assurance immobilière cantonale assumerait 40% des coûts, selon les Fribourgeois, mais de telles acquisitions sont toujours chères. Les visiteurs veulent donc bien profiter de leur passage à la Suisse Public et, après un café et une pho-

to-souvenir, quittent rapidement le stand des associations.

Vue d'ensemble sur un petit espace

Dans la commune vaudoise de Charbonne, il faut aussi remplacer deux véhicules. Une évaluation détaillée prend du temps, et ainsi, la délégation composée d'Elise Neyroud, Guy-François Genton et Osman Halimi n'ont regardé que quatre modèles en détail dans la matinée. Les visiteurs apprécient d'autant plus la très bonne vue d'ensemble qu'offre la Suisse Public. Nulle part ailleurs il n'y a autant de machines en un seul lieu, disent les Vaudois enthousiasmés. Ils viennent donc régulièrement à l'exposition, même s'il n'y a pas de balayeuse ni de chasse-neige à acheter. Car il est important que les représentants des communes soient toujours à la pointe du progrès technique.

Une journée pour le personnel de la voirie

La Suisse Public est également une date importante dans l'agenda de la commune d'agglomération bernoise de Köniz. Pascal Müller et Susanne Menet (environnement et paysage) sont curieux de voir tout ce qu'ils découvriront à l'exposition. «Le personnel de la voirie a reçu congé mercredi», explique Susanne Menet. C'est lui qui sait le mieux de quelles machines l'on a besoin. Selon elle, la visite du site de Bernexpo offre par ailleurs la possibilité de quitter pendant une journée l'environnement de travail habituel et de collecter de nouvelles idées. Elle dit que la manifestation donne aux représentants de Köniz la possibilité de s'informer sur de nouvelles machines et de nouveaux produits et de les voir et de les toucher dans la réalité. Et puis, la Suisse Public est idéale pour élargir le réseau de contacts.

Voir les tendances, soigner les contacts

Voir les tendances, collecter de nouvelles idées et soigner les contacts: c'est avec cette intention que Peter Scholl, le chef de l'administration de la commune bernoise de Mosseedorf, passe une demi-journée à la Suisse Public. Nous le rencontrons dans la salle informatique au stand de Talus Informatik AG, dont cette commune de 4000 habitants est cliente. Markus Hänzi, membre de la direction et copropriétaire de Talus, est ravi, car Mosseedorf est la première commune bernoise à avoir numérisé toute son administration selon le standard eCH. Ainsi, à Mosseedorf, l'on peut notamment commander et payer en ligne non seulement l'abonnement pour la plage, mais aussi l'attestation d'origine et le certificat de vie.

Forum sans public

On parle aussi des applications digitales au Forum de la grande halle d'entrée, où se trouve «l'événement phare du salon», Suisse Résilience. Mais l'on n'y trouve pas de représentants des communes. Trois ou quatre auditeurs sont éparpillés dans les rangs de chaises, tandis que Thomas Koblet, de l'entreprise ESRI Schweiz AG, tient vaillamment son exposé sur des projets passionnants et novateurs. Le peu d'écho ne tient certes pas à Koblet: pendant toute la durée de l'exposition, le Forum s'est déroulé quasiment sans auditeurs. Les exposants du domaine Suisse Résilience, qui avait été spécialement mis au programme par la direction de la foire, sont donc déçus: ils n'ont noué des contacts significatifs avec les communes ni au Forum ni sur leurs stands. Koblet explique en haus-

Peter Scholl, chef de l'administration de la commune bernoise de Mosseedorf, entretient des contacts au stand de Talus Informatik AG.

Photo: Fabrice Wullschleger



sant les épaules que personne ne vient spécialement à la Suisse Public pour les quatre stands dédiés à Suisse Résilience. «Pour notre domaine, ce ne sont pas les bonnes personnes qui sont ici.»

La direction veut revoir le concept

Malgré cela, le directeur de la foire Alain Caboussat tient à ce thème et donc à l'élargissement de l'offre de la foire. Peut-être avec une focalisation sur la «Smart City», plus accessible que la Résilience. «Les développements de ce

domaine sont passionnants. Peut-être faudra-t-il deux ou trois passages avant que l'offre ne se soit établie et que les conseillers communaux viennent à l'exposition pour cette raison.» Faisant preuve d'autocritique, Caboussat concède qu'il faudrait faire des améliorations du point de vue communication. «Nous allons revoir le concept et regarder comment l'améliorer pour le futur.»

Fabrice Wullschleger, Denise Lachat Traduction: Claudine Schelling



Des visages souriants au stand des associations communales (depuis gauche en haut dans le sens des aiguilles de la montre): des représentantes et représentants d'Ursy (FR), ESRI, Chardonne (VD) et Köniz (BE).

Photos: Selfiebox

«Que l'on attaque La Poste maintenant m'irrite»

Président du conseil d'administration de La Poste, Urs Schwaller est favorable à une bonne concertation avec les communes. Mais c'est à elles de démontrer pourquoi un office postal traditionnel doit être maintenu.



Le président du conseil d'administration de La Poste Urs Schwaller dans son bureau de la Wankdorfallee, lors de l'interview avec «Commune Suisse». Photo: Céline Hoppler

Urs Schwaller, alors que La Poste ferme des offices les uns après les autres, de plus en plus de privés s'implantent sur le marché des paquets. Le secteur ne peut donc pas être si peu rentable.

Urs Schwaller: Le marché des paquets est un marché libre. Il est par conséquent ouvert à tous les prestataires. Grâce au monopole qu'elle détient encore sur les lettres jusqu'à 50 grammes, La Poste peut générer une partie des fonds nécessaires pour remplir son mandat de ser-

vice universel sur l'ensemble du territoire. Dans les faits, nous accusons aujourd'hui un déficit de 180 millions dans les offices de poste. Les opérations au guichet reculent de 4 à 5% chaque année.

La Poste dit elle-même qu'elle n'est pas une entreprise comme les autres. Elle ne peut donc pas décider selon des critères purement économiques.

Schwaller: Personne n'affirme cela. Le conseil d'administration de La Poste



«Les cas de rigueur doivent être discutés. Le maintien d'un office postal doit toutefois être justifié. Il ne suffit pas de dire que l'on a un autre avis que La Poste.»

Dans tout ce débat sur la fermeture des offices postaux, comment définiriez-vous un cas de rigueur, si La Poste ne décide effectivement pas seulement selon des critères économiques?

Schwaller: La Poste propose depuis douze ans des agences postales. Il y en a aujourd'hui plus de 900 en Suisse. L'année passée, nous avons annoncé que nous en visions 1300. Pour le conseil d'administration, il est clair que 800 à 900 offices de poste doivent être maintenus en Suisse. Il n'a jamais été question de transformer, comme en Allemagne, tous les offices en agences. Pour le conseil d'administration, cela n'entre pas en ligne de compte. Nous sommes convaincus qu'avec notre offre mêlant offices de poste, agences, services à domicile et nouveaux formats, notre mandat de service universel sur tout le territoire est rempli, voire plus que rempli.

Et les critères pour un cas de rigueur?

Schwaller: Nous organisons notre réseau en fonction de critères déterminés, comme les chefs-lieux de district et de canton, les pôles d'urbanisation et de développements ainsi que les flux de pendulaires. Nous avons une marge de manœuvre avec les offices de poste. C'est pourquoi nous menons des discussions avec les cantons et dans une deuxième étape avec les communes pour déterminer ce que vous appelez un cas de rigueur. Depuis le début de l'année, nous organisons aussi, à chaque fois qu'il y a une transformation, des soirées d'information pour la population. Les cas de rigueur doivent être discutés. Le maintien d'un office postal doit toutefois être justifié. Il ne suffit pas de dire que l'on a un autre avis que La Poste.

Comment définissez-vous alors un cas de rigueur? Quels sont les critères de La Poste pour ce type de discussions?

Schwaller: L'élément décisif est la demande. Il ne sert à rien de conserver un office si plus personne n'y va et qu'il est uniquement ouvert cinq heures par jour. Mais ce critère n'est pas le seul. Dans une vallée, je peux m'imaginer qu'un office soit encore nécessaire pour des raisons géographiques. La configuration du tracé routier dans une région peut aussi nécessiter le maintien d'un office accessible dans un délai raisonnable. Qu'entendez-vous par cas de rigueur?

La question est de savoir comment La Poste définit un tel cas de rigueur.

Schwaller: Posée ainsi la question pré-suppose qu'il y aura à la fin des cas de rigueur pour lesquels on n'aura pas trouvé de solution.

Un cas de rigueur dans le sens où un office serait en fait, du point de vue de La Poste, candidat à une fermeture.

Schwaller: Attention, nous ne proposons pas de fermeture sans solution de remplacement. Nous transformons les offices traditionnels par des agences qui ont en général de plus longues heures d'ouverture. C'est aux communes de démontrer pourquoi un office de poste traditionnel doit être maintenu chez elles. J'entends par là un bureau de poste qui soit ouvert toute la journée et pas seulement pendant cinq heures. Une bonne concertation avec les communes est essentielle car nous proposons tous les deux des prestations du service universel. Et je suis intéressé à ce que nous trouvions ensemble des solutions.

n'exige pas de transformer le déficit de 180 millions en chiffres noirs. Le but est de l'empêcher de croître encore. C'est un fait. Le nombre des paquets et des lettres déposés au guichet ainsi que des paiements effectués ne cesse de reculer. Dans une commune, personne n'aurait l'idée d'encourager les déficits. Une commune doit également être gérée de manière à ce que les comptes soient équilibrés, que les infrastructures restent au goût du jour et que des investissements futurs puissent être effectués.



«Je n'ai encore jamais vu quatre administrations communales être maintenues lorsque quatre communes fusionnaient. Pourquoi? Parce que les besoins des populations locales changent aussi. Dans ces conditions, on ne peut pas empêcher La Poste de s'adapter.»

Photos: Céline Hoppler

Il arrive pourtant que l'on enregistre de la colère et de la déception dans les communes. Dans de nombreux endroits, on a l'impression d'être placé devant un fait accompli.

Schwaller: Je suis très surpris. Nous transformons des offices de poste en agences depuis douze ans. Jusqu'ici, cela n'a guère suscité de débat. L'année passée, nous avons informé de façon transparente sur nos objectifs d'ici 2020. Nous avons mené deux rondes de discussions avec les cantons et débattons aussi largement avec les communes. Nous voulons, au cours des trois ans et demi qui viennent, trouver avec elles des solutions. Nous cherchons également davantage le contact avec la population concernée et prévoyons dès l'automne prochain de mieux informer sur les offres des agences postales. Je constate en effet que de nombreuses personnes ne connaissent pas ces offres. Je le répète encore une fois: il y a une marge de manœuvre pour 900 offices de poste. C'est ce que veut le conseil d'administration. Une fois que le système sera mis en place, nous l'évaluerons et rassemblerons nos expériences. Je ne peux pas dire aujourd'hui si nous reprendrons la discussion dans quatre ans.

Il est donc possible que, dans quelques années, il y ait moins de 900 offices?

Schwaller: Il n'y a aujourd'hui pas de plans pour d'autres transformations. Les besoins des clients changent, parfois très rapidement. Mais La Poste continuera à l'avenir à exploiter un réseau de filiales qu'elle gèrera elle-même.

Vous parlez d'information et de communication. Jusqu'à récemment, les communes étaient tenues de signer un accord de confidentialité.

Schwaller: Cette obligation n'existe plus.

Vous dites aujourd'hui que cette manière de faire n'était pas correcte?

Schwaller: Je ne veux pas juger le passé. C'est le futur qui m'intéresse.

La Poste a supprimé cet accord.

Schwaller: Effectivement et je pense qu'ainsi tout est dit. Cela m'irrite que l'on attaque La Poste maintenant, au moment justement où nous informons de façon ouverte et transparente et que nous mettons nos chiffres sur la table.

D'accord. Mais lorsqu'il s'est agi d'informer la population, La Poste a laissé les autorités communales bien seules.

Schwaller: Il ne m'appartient pas de juger le passé. Ce qu'il faut retenir, c'est que nous avons procédé à des adaptations. Avec son équipe, le directeur du Réseau postal Thomas Baur a pendant des semaines et presque chaque soir mené des discussions avec la population dans les communes.

Bien. La Poste procède donc différemment maintenant.

Schwaller: Oui, elle agit autrement. Et j'aimerais encore dire un mot à ce propos. Je connais bien les communes du fait de mes anciennes fonctions de préfet, de conseiller d'Etat et de conseiller aux Etats. Il y 50 ans, les choses étaient

bien différentes dans les communes, avec des halls de guichets et du verre givré, des tampons, des coffres-forts et des formulaires. Aujourd'hui, je reçois des e-mails de la commune à la place de lettres et je suis prié d'effectuer mes versements pas voie électronique. A cela s'ajoutent les nombreuses fusions, une évolution qui a également touché et touche toujours mon canton, Fribourg. Je n'ai encore jamais vu quatre administrations communales être maintenues lorsque quatre communes fusionnaient. Pourquoi? Parce que les besoins des populations locales changent aussi. Dans ces conditions, on ne peut pas empêcher La Poste de s'adapter aux nouveaux besoins des clients.

Reste qu'un tiers des prestations de La Poste concerne les versements en espèces. Dans ce domaine, une agence n'offre pas une solution de remplacement.

Schwaller: Dans les agences, des retraits en espèces jusqu'à 500 francs sont possibles et les versements peuvent être effectués avec la Postcard ainsi qu'avec tous les autres modèles courants de carte – et aussi d'ailleurs avec le livret jaune. Celui qui veut continuer à régler ses factures en liquide pourra, dès le mois de septembre, le faire à domicile. Ce n'est pas une nouveauté. Aujourd'hui déjà, 300 000 ménages ou environ 1 million de clients bénéficient de cette prestation. Les paiements en espèces à domicile seront à l'avenir offerts dans toutes les localités qui disposent uniquement d'agences postales.

Cela signifie que l'on doit attendre le postier chez soi.

Schwaller: Celui qui n'est pas chez lui peut aussi effectuer le versement à l'extérieur de son domicile s'il le souhaite. La Poste entend proposer des améliorations, et les paiements en liquide à la maison en sont une. Celui qui le veut doit pouvoir avoir accès à ce service. Cela montre que nous ne discutons pas seulement pour la forme avec les communes mais que nous prenons leurs préoccupations au sérieux. L'expédition d'envois en nombre pour les communes, les associations et les PME sera possible dans les agences à partir de septembre, si l'espace disponible le permet. Le nombre des box clients commerciaux continuera à être augmenté ces prochaines années. Dans les localités qui n'ont que des agences, nous offrons aussi dorénavant des automates pour les versements afin que bouchers, boulangers, propriétaires de restaurant ou coiffeurs ne soient pas obligés de conserver de l'argent liquide dans leur commerce. Envois en nombre, prestations pour les PME, La Poste prouve qu'elle prend les exigences des communes au sérieux.

Que se passe-t-il dans une commune si personne ne veut gérer une agence? C'est à l'administration communale de le faire?

Schwaller: Il y a aussi le service à domicile qui fonctionne très bien depuis des années pour quelque 300 000 ménages. Si la commune prend le relais, cela me réjouit évidemment. Mais les administrations communales ne sont souvent pas ouvertes toute la journée. Et il est clair que l'investissement ne doit pas être plus grand que dans un magasin Volg par exemple. Cela doit être bien analysé. De manière générale, l'agence semble toutefois être un modèle intéressant. Le nombre d'offres pour l'ouverture d'une agence postale dépasse en effet celui des demandes du côté de La Poste.

Une commune nous a fait savoir que les prestations de La Poste ne couvraient de loin pas les dépenses. Elle reçoit 2000 francs, alors que les opérations postales effectuées représentent un poste à 50-60%.

Schwaller: Vous faites allusion à la commune d'Evilard où je me suis rendu avec le chef du Réseau postal Thomas Baur. J'ai pris note de la situation. Nous allons à la fin de l'année examiner avec soin les chiffres sur les clients accueillis, les lettres et les paquets et, si nécessaire, effectuer des correctifs.

Le client doit aussi être satisfait. Avec quels critères de qualité La Poste garantit-elle qu'il bénéficiera du même service dans une agence postale?

Schwaller: Le secret postal est aussi valable dans les agences. Je ne comprends pas pourquoi on devrait mettre en doute les qualifications des responsables d'une agence. Ils sont formés par La Poste. Lors de mes visites, j'ai pu constater que le personnel est compétent et serviable, qu'il prend le temps nécessaire lorsque quelqu'un vient pour la première fois à l'agence.

Nous connaissons un cas où une cliente passablement énervée est venue rechercher son paquet après deux jours parce que la propriétaire du magasin avait oublié de l'expédier.

Schwaller: Je ne peux pas me prononcer sur un cas que je ne connais pas et dont je n'ai jamais entendu parler. Cette femme s'est-elle adressée à La Poste? Nous aurions alors pu intervenir. En tant que client, j'aurais certainement réagi ainsi dans un tel cas.

La Poste enregistre-t-elle plus de réclamations depuis que les agences existent?

Schwaller: L'enquête menée tous les deux ans sur mandat de La Poste auprès des clients des agences révèle un taux de satisfaction très élevé. En 2015, le service, la qualité, la fiabilité et la discrétion dans les agences ont, sur 100 points possibles, reçu une évaluation allant de 79 à 83 points. La Poste dépasse ainsi les exigences du Conseil fédéral. Les longues heures d'ouverture sont particulièrement appréciées dans les agences.

La Poste réalise une grande partie de son chiffre d'affaires grâce à la vente d'articles de papeterie et étend ses ac-

tivités dans le secteur de l'électronique. Dans quelle mesure La Poste est-elle encore La Poste?

Schwaller: Il s'agit de la meilleure poste du monde. Ce n'est pas nous qui le disons mais l'Union postale universelle avec ses plus de 170 membres. Nous avons le réseau postal le plus dense du monde, nous distribuons les lettres cinq jours et les quotidiens six jours par semaine, notre ponctualité atteint plus de 98%, nous avons plus de 4000 points d'accès en Suisse et quelque 15000 boîtes aux lettres jaunes. Le monde a toutefois changé. Moi aussi j'achète mon billet de train sur mon iPad et mes timbres via une app. Et quand j'écris une lettre au fisc, je suis prié par e-mail d'utiliser l'e-banking pour mes versements et non des bulletins. Cette évolution ne peut pas être stoppée.

La Poste a toutefois l'obligation d'assurer un service universel.

Schwaller: Oui, et elle le remplit plus que largement. Mais si La Poste n'est pas autorisée à changer, elle met en péril des milliers d'emplois. Grâce aux agences, de nombreux magasins de village peuvent encore survivre. Une commune dont je ne citerai pas le nom nous a même demandé si l'office de poste ne pourrait pas assumer les tâches de l'administration communale. Je n'y suis pas favorable. La Poste ne doit pas être une concurrente mais un complément. Nous avons aussi la légitimation nécessaire pour l'e-voting. Nous restons en effet dans le cœur de nos activités: le transport d'informations, physiquement ou virtuellement.

*Interview: Denise Lachat
Traduction: Marie-Jeanne Krill*

Les revendications de l'ACS

Lors de deux auditions sur la réorganisation du réseau postal devant les commissions compétentes du Conseil national et du Conseil des Etats, l'ACS s'est engagée pour une prise en compte d'égal à égal des communes. L'ACS exige aussi davantage de marge de manœuvre en ce qui concerne la réglementation sur l'accessibilité. Selon elle, les critères d'accessibilité doivent être vérifiés et il faut accorder plus de poids aux spécificités régionales. L'ACS demande également que les agences postales assurent une palette complète de prestations et soient financées à 100% par La Poste, notamment là où elles sont intégrées dans l'administration communale. L'ACS a par ailleurs pu défendre son point de vue ce printemps auprès du département compétent (DETEC) ainsi que deux fois devant la direction stratégique et opérationnelle de La Poste. Diverses associations de communes au niveau cantonal sont également montées au créneau ces dernières semaines. L'ACS entend coordonner encore plus intensément leurs efforts dans ce domaine à la fin de l'été.

«Les centres des communes sont créateurs d'identité»

Redonner vie aux centres des localités et aux vieilles villes constitue son pain quotidien. En tant que responsable du Réseau vieille ville, Heidi Haag connaît les soucis de nombreuses communes.



La petite ville lucernoise de Sempach a aussi bénéficié des conseils du Réseau vieille ville. Sempach s'est vu décerner le Prix Wakker 2017 pour le développement contemporain de ses centres historiques.

Photo: Patrimoine suisse

Heidi Haag, la revitalisation des centres-villes et des cœurs des localités a été un sujet de préoccupation pour de nombreuses communes ces dernières années. Quelle est la situation aujourd'hui?

Heidi Haag: Je pense que beaucoup de choses ont bougé dans la tête des autorités et des planificateurs. Le nombre élevé de questions qui nous parviennent depuis quelque temps en sont

la preuve. Une nette sensibilisation a eu lieu. Les villes et les communes ont réalisé qu'elles ne pouvaient pas relever toutes seules les défis posés par la revitalisation des centres-villes et des cœurs des localités. Grâce à notre centre de conseil «Sites en dialogue» dont fait aussi partie le Réseau vieille ville, nous apportons un soutien aux communes. Le Réseau vieille ville propose une aide pour des analyses et des



Les questions posées au Réseau vieille ville sont de plus en plus nombreuses. Sa responsable Heidi Haag constate une «évidente sensibilisation» du côté des autorités et des planificateurs.

Photo: mäd

stratégies lorsque les commerçants s'en vont et que les centres se dépeuplent. Auparavant, ce sont surtout les analyses de ville et de localité qui étaient demandées. Aujourd'hui, les requêtes pour des stratégies de valorisation sont toujours plus nombreuses. A ce stade, les propriétaires d'immeubles et de magasins sont associés à la recherche de solutions.

Pourquoi toutes ces discussions autour de la revitalisation des centres?

Haag: Il existe beaucoup de centres dans lesquels des commerces doivent fermer parce qu'ils ne sont plus rentables ou dans lesquels on trouve des immeubles vides et négligés qui ont un impact sur le site. En certains endroits, on assiste à la fameuse mort des petits magasins. Il s'agit alors de faire en sorte que les centres restent malgré tout vivants.

Pourquoi des centres vivants sont-ils si importants?

Haag: Cela répond au besoin des gens de se rencontrer là où ils vivent. C'est aussi le cas dans les localités qui ne disposent pas d'un centre très étendu. Le centre d'une commune est en étroite relation avec le site, avec son identité et le sentiment d'appartenance des gens qui y vivent. Le centre d'une localité est ainsi créateur d'identité et donne son caractère à la commune.

La revitalisation des centres est-elle surtout un défi pour les vieilles villes ou les villages sont-ils eux aussi confrontés à cette problématique?

Haag: Les vieilles villes ont l'avantage de disposer d'un cœur avec des bâti-

ments ayant une haute valeur historique. Il s'agit ici de maintenir le centre-ville en vie ou de lui redonner vie. Les villages et les communes d'agglomération ont en revanche souvent de la peine à définir un centre qui soit créateur d'identité et qui possède une certaine densité. Cette dernière fait notamment défaut dans les agglomérations qui se sont développées à partir d'un village-rue.

Quels sont les grands défis à relever pour redynamiser des centres endormis?

Haag: Le commerce de détail dans les centres pâtit de la forte concurrence du commerce en ligne et des grands centres commerciaux à la périphérie des villes et des communes. Cette évolution est irréversible. Il ne sera en conséquence pas possible de faire revenir tous les commerces et les clients à l'intérieur des villes. Il est donc d'autant plus important de créer des conditions permettant aux magasins existants de dégager un revenu. Des magasins qui n'ont pas besoin de dégager un bénéfice – nous les appelons paramagasins – contribuent aussi à la revitalisation du centre des localités.

Le départ d'un grand distributeur en périphérie sonne souvent le glas des commerces au centre-ville ...

Haag: Oui, c'est vrai. Mais il y a heureusement des exemples où on a réussi à faire revenir un grand distributeur en ville. Cela a été le cas à Aarberg (BE). Grâce à des conseils dispensés par le Réseau vieille ville et au soutien de VLP-ASPAN, la cité a pu convaincre Migros d'acheter l'ancien bâtiment vide de la poste et d'y

aménager un nouveau magasin. La municipalité s'est battue pour que l'entrée du supermarché soit placée à un endroit avantageux pour la vieille ville.

Quelle est l'influence du marché immobilier sur les centres?

Haag: Dans les vieilles villes et les centres des villages, on trouve souvent des immeubles qui ont un besoin urgent d'investissements ou pour lesquels une utilisation plus intensive s'impose. Il n'est pas rare que les propriétaires soient dépassés par cette problématique. Nous recevons actuellement beaucoup de demandes de villes, de régions ou de cantons qui souhaiteraient soutenir les propriétaires dans la gestion de tels immeubles. Le Réseau vieille ville a développé un outil pour analyser les immeubles. L'analyse montre quel avenir le bâtiment pourrait avoir et quels investissements seraient nécessaires.

Les communes qui font partie de l'Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (ISOS) considèrent souvent les prescriptions de la protection des sites et des monuments comme un corset. Un redynamisation et une densification des centres sont-elles possibles dans ces conditions?

Haag: L'association VLP-ASPAN est actuellement très sollicitée à propos de cette problématique. Nous sommes en train de mettre sur pied un outil de travail pour de tels cas dans le but de montrer aux communes les possibilités permettant d'appréhender la protection des sites. L'ISOS n'empêche pas de trouver de bonnes solutions, mais cela exige plus de créati-

«Se battre pour des commerces ou tenter d'en ouvrir de nouveaux ne fait pas sens partout. Mieux vaut parfois se concentrer sur l'habitat et la qualité de l'espace public.»

tivité. Les propriétaires d'immeubles se présentent souvent devant les autorités avec des projets qui ne sont pas réalisables en l'état. Nous leur proposons d'élaborer des projets avec des experts qualifiés et d'en discuter avec la commune et les responsables de la conservation des monuments. Une plus grande sensibilisation des propriétaires et des planificateurs est encore nécessaire.

Y a-t-il des exemples de collaboration réussie avec le réseau?

Haag: Il en existe de nombreux. Lichtensteig dans le Toggenburg (SG) a par exemple largement utilisé les outils du Réseau vieille ville et a ainsi pu provoquer des évolutions réjouissantes. Lauréate du Prix Wakker, la petite cité de Sempach (LU) a aussi bénéficié de nos conseils, et les efforts pour redynamiser le centre-ville ont été fructueux. En règle générale, il est bien sûr difficile de trouver des repreneurs pour des magasins vides. Tout un éventail de mesures est nécessaire, de même que des autorités et des commerçants actifs qui s'attèlent à la tâche avec beaucoup d'endurance et de ténacité.

Réseau vieille ville

Le réseau vieille ville fait partie de l'offre du centre de conseil Sites en dialogue de l'Association suisse pour l'aménagement national VLP-ASPAN. C'est un centre de compétence sur le thème de la vieille ville. A l'aide d'outils comme l'analyse de la ville, la stratégie de valorisation, l'analyse d'immeuble et le club de rue, il aide les communes à redonner vie à leurs centres.
www.netzwerk-altstadt.ch

Comment redonner vie aux centres des localités?

Haag: La circulation est un thème important. Doit-elle être totalement bannie des centres-villes? Combien de places de parking sont-elles nécessaires? Pour que des magasins puissent exister en ville, il en faut souvent un certain nombre. Le trafic motorisé ne doit pas être un obstacle à la vie dans les centres. D'un autre côté, il ne peut pas être totalement prohibé, s'il l'on ne veut pas que ces derniers soient rapidement abandonnés. Se battre pour des commerces ou tenter d'en ouvrir de nouveaux ne fait pas sens partout. Il est en effet difficile de lutter contre les changements structurels dans le commerce de détail. A Kaiserstuhl (AG) par exemple, où il n'y a plus de magasins depuis longtemps, on se concentre sur l'habitat et la qualité de l'espace public. Il est important de créer une bonne situation au niveau de l'habitat. Les autorités peuvent apporter une aide en autorisant par exemple, dans des rues appropriées, des logements au rez-de-chaussée d'anciennes maisons ou l'utilisation de l'espace routier pour des terrasses. L'aménagement du domaine public détermine le caractère d'un site. Les autorités peuvent fixer ici des priorités importantes pour la revitalisation.

Comment les communes doivent-elles procéder lorsqu'une longue route cantonale traverse le milieu du village?

Haag: C'est un grand défi. Une longue route principale avec une limitation de vitesse à 50 km/h dévalorise les immeubles qui la jouxtent. Dans le même temps, de telles routes sont des artères vitales. Des mesures de modération du trafic s'imposent dans ces secteurs. Les espaces routiers et les places doivent aussi être revalorisés afin d'augmenter la qualité de vie. Les offices cantonaux

des ponts et chaussées se montrent toutefois en partie encore réticents à l'égard de telles demandes.

Quelles conditions-cadres faut-il respecter pour réussir une revitalisation?

Haag: Il faut de la volonté et une certaine dose de ténacité. Une personnalité forte et persévérante est souvent à l'origine de projets d'aménagements communaux réussis. De telles personnes sont importantes pour des projets de ce type – indépendamment de l'aspect financier. La population et, le cas échéant, d'autres partenaires doivent appuyer le projet.

A quels partenaires pensez-vous?

Haag: Les commerçants jouent un rôle important parce que les magasins et les restaurants sont souvent directement concernés par la situation au centre des localités. Les propriétaires immobiliers sont également des partenaires sur lesquels compter. Ce sont eux qui doivent investir dans les bâtiments et ainsi redonner vie au cœur des localités. Les services communaux, cantonaux et régionaux de promotion économique sont aussi des interlocuteurs importants. Grâce au Réseau vieille ville, nous pouvons apporter conseil et aide.

Vous avez évoqué les finances. Le proverbe «l'argent est le nerf de la guerre» s'applique-t-il aussi ici?

Haag: Sans ressources financières, il est certainement plus difficile de redynamiser le centre d'une localité. A eux seuls, des conseils ne permettent pas de changer grand-chose. C'est pourquoi une commune est tenue d'inscrire une somme d'argent au budget pour la planification. Il y a néanmoins des cas où il a déjà été possible d'obtenir quelque chose avec peu d'argent.

Pouvez-vous nous en dire plus?

Haag: Sur recommandation du Réseau vieille ville, la petite cité de Kaiserstuhl a organisé une «journée du logement», au cours de laquelle des maisons mises en vente, des immeubles venant d'être rénovés et des appartements locatifs vides ont été ouverts aux visiteurs. Cette journée a été, de manière habile, mise sur pied à la même date que la journée gratuite du réseau des transports publics zurichois et a remporté un grand succès. De tels événements contribuent à éveiller l'intérêt pour un site. Des changements dans l'espace public donnent toutefois aussi des signaux importants.

Le soutien de la population est-il nécessaire pour de tels projets?

Haag: Oui, c'est impératif. Mais en règle générale, la revitalisation d'un centre est aussi dans l'intérêt de la population.

Quand vaut-il la peine d'investir dans la revitalisation du centre d'une localité et quand non?

Haag: A mon avis, cela vaut toujours la peine. Renoncer signifierait ne plus croire à la commune. Il vaut aussi la peine d'amorcer des changements dans un centre au moment où l'assainissement de la route cantonale est par exemple programmé. La commune peut alors s'impliquer à un stade précoce et faire entendre ses préoccupations.

A quels développements vous attendez-vous à l'avenir dans ce domaine?

Haag: En approuvant la loi sur l'aménagement du territoire, le peuple suisse s'est clairement prononcé en faveur d'une urbanisation à l'intérieur des localités. Ce développement à l'interne devrait aussi bénéficier aux centres des villes et des localités car ils sont les endroits appropriés pour concentrer diverses fonctions. Les commerces peuvent aussi en profiter.



*Interview: Fabrice Müller
Traduction: Marie-Jeanne Krill*

«Une rénovation exemplaire» au centre de la vieille ville. L'ancien hôtel de ville de Sempach est aujourd'hui un musée et un bâtiment multifonctionnel. Photo: F. Karrer/Patrimoine suisse

Anzeige

Nous rendons l'e-government possible.

Avec des solutions de paiement électroniques simples.
postfinance.ch/e-government ou téléphone +41 848 848 848 (tarif normal).

PostFinance

Le paradoxe du sublime

La commune de Saint-Saphorin (VD) en Lavaux est forte d'un patrimoine exceptionnel et protégé de toutes parts. Elle veut désormais compter sur les artistes fascinés par Lavaux pour dynamiser son village.



C'est le fameux panorama de Saint-Saphorin en Lavaux que les touristes ont l'habitude de «mitrailler» de photos. Par contre, il est rare qu'ils s'arrêtent sur place pour consommer quelque chose.

Photo: Commune de Saint-Saphorin

Si la vue sur le Léman et les Alpes est à couper le souffle, elle n'est pas l'apanage de Saint-Saphorin. En revanche, le charme du village, avec ses ruelles étroites, ses passages mystérieux, l'église de style gothique flamboyant, par laquelle on accède au musée archéologique qui se trouve dessous, mérite une bonne halte. Malheureusement, aucun petit commerce ne retient les touristes, pas de kiosque ni de point d'information pour les accueillir, rien hormis les deux pintes lorsqu'elles sont ouvertes. Le château de Glérolles, surnommé «le Chillon de Lavaux», ouvre

ses caveaux pour des dégustations événementielles, mais faute de réservation, celles-ci se font à l'œnothèque du Petit Versailles à Cully.

«Les gens consomment du paysage mais ne rapportent rien au site», constate Gérald Vallélian, le syndic de Saint-Saphorin. Il dessine d'un trait ferme la situation actuelle de la fameuse commune viticole face à l'afflux des touristes. «Il y a d'abord le tourisme de masse. Ce sont des tour-opérateurs qui proposent la Suisse en deux jours de Genève à Interlaken en bus. Le bus fait une halte à Chexbres, les touristes se



rendent à pied à Saint-Saphorin, mitraillent de photos mais ne consomment rien sur place. Ensuite, il y a un tourisme européen, plus individuel. Ceux qui prennent le train ou passent en voiture sur l'autoroute ne s'arrêtent pas du tout. Puis, il y a les gens qui font le tour des sites inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO.»

«Un village sous cloche»

Saint-Saphorin fait partie des dix communes qui sont totalement ou en partie dans la zone Lavaux-Vignobles en terrasses, inscrite au patrimoine mondial de

UNESCO

La notion de Bien est le terme générique utilisé par l'UNESCO pour définir un site, un bâtiment, un paysage inscrit au patrimoine mondial. Le Bien est composé d'une zone centrale, véritable cœur regroupant toutes les qualités estimées comme représentatives d'une valeur universelle. Cette zone centrale est complétée d'une zone tampon, territoire de taille variable, en transition avec le territoire extérieur au Bien.

Le village de Saint-Saphorin est dans le Bien de l'UNESCO.

L'association Lavaux Patrimoine mondial (LPM) a pour but d'appliquer et de développer le plan de gestion issu de l'inscription de la région à l'UNESCO en juin 2007, soit de mettre en place:

- les éléments de sauvegarde de la valeur universelle exceptionnelle reconnue au patrimoine mondial,
- les éléments de partage de la valeur universelle exceptionnelle reconnue au patrimoine mondial.

www.lavaux-unesco.ch

l'UNESCO depuis 2007. Cette reconnaissance universelle est le résultat d'une politique active de préservation du site depuis près d'un demi-siècle. Néanmoins, l'ensemble législatif et réglementaire de protection du patrimoine a créé une fracture dans le développement des communes du site. Aujourd'hui, à Saint-Saphorin, selon l'expression de son syndic «On a l'impression d'être un village sous cloche».

La topologie du lieu

Le bourg historique de Saint-Saphorin est contenu par le vignoble tel qu'il a été façonné au Moyen Âge, par les moines au XII^e siècle. Tout le village est compris dans le Bien de l'UNESCO (cf. encadré). Plus haut sur la pente, en zone tampon UNESCO, le hameau de Lignières s'étend en bordure d'autoroute. Il constitue la seule zone à bâtir de la commune. La construction d'un bloc de cinq maisons mitoyennes avec parking enterré y est prévue. Mais l'extension du lieu est fortement limitée par sa situation en grande partie en zone d'impact autoroute. Entre les deux, surplombant le village de Saint-Saphorin, le domaine des Faverges fait partie des vignobles de l'Etat de Fribourg. Ainsi, cette pastille d'une superficie de 15,4 ha au cœur du territoire communal, dont la superficie totale est de 89 hectares, est gérée par les services du canton de Fribourg.

Le patrimoine exceptionnel du village médiéval de Saint-Saphorin est également inscrit à l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse (ISOS). Dans le bourg, la majorité du bâti répond aux obligations liées à cette protection. Des transformations sont possibles mais pas de nouvelles constructions. Enfin, depuis 2016, Saint-Saphorin est entré dans le cercle très fermé des plus beaux villages de Suisse.

Les handicaps de Saint-Saphorin

En 2013, Gérald Vallélian a lu aux conseillers communaux, lors de la séance du 12 décembre, son plaidoyer en faveur de la fusion de Saint-Saphorin avec les communes de Rivaz et de Chexbres. Il y rappelle quelques moments-clés qui ont marqué l'histoire de sa commune dont l'année 1810 lorsque Saint-Saphorin fut divisé en quatre villages: Puidoux, Chexbres, Rivaz et Saint-Saphorin qui devint alors un petit village d'un peu plus de 350 habitants. Deux siècles plus tard, ils sont 398 «Assassins», sobriquet des Saint-Saphoriens, lesquels ont rejeté, à la majorité, le 26 octobre 2014, la fusion entre les trois communes qui aurait redonné un souffle au village, ne serait-ce qu'au niveau économique.

En effet, la commune décline inexorablement depuis la fin des années 80. Gérald Vallélian avait résumé la situation en quelques lignes en 2013. «La proximité?

Ecrivains, poètes et chansonniers ont fréquenté Saint-Saphorin au cœur des fameuses terrasses du Lavaux.

Photo: Commune de Saint-Saphorin



Ruelles étroites, passages mystérieux: Saint-Saphorin fait aussi partie des dix plus beaux villages de Suisse.

Photo: Commune de Saint-Saphorin

Cela fait belle lurette que nous en avons fait le deuil, travaillant pour une grande majorité assez loin, nous faisons depuis longtemps nos achats à l'extérieur aussi. Ce déplacement de l'activité professionnelle et commerciale a provoqué la fermeture de l'épicerie, de la poste et même amené à faire disparaître le camion de pain, faute de combattants...» En 2017, il se désole de maintenir ce constat.

La vitalité économique a toujours été étroitement liée à la viticulture. Saint-Saphorin/Lavaux est une appellation d'origine contrôlée. Cependant, la plupart des grands domaines sont sortis du patrimoine des familles villageoises et ont été remis au fur et à mesure à des familles des communes voisines ou même des groupes d'investisseurs comme le domaine du château de Glérolles, en 2010. Les pressoirs ont été transformés en caves, voire en logements. Aujourd'hui, il reste le café-restaurant du Raisin et la très connue Auberge de l'Onde. Le caveau-bar des vigneronniers de Saint-Saphorin est ouvert au public seulement une partie de l'année pendant quelques heures en fin de semaine ou sur demande toute l'année. Quelques sociétés locales dont le Chœur Mixte, La société de Sauvetage «La Vedette», L'Association des concerts de Saint-Saphorin et Tir sportif maintiennent la vie du village.

Le projet culturel

Pour sortir Saint-Saphorin de sa cloche, la municipalité doit imaginer un projet qui s'enracine dans le village et se développe conformément à l'esprit qui anime Lavaux. En effet, «il s'agit de Saint-Saphorin pour Lavaux», précise le syndic. Gé-

rald Vallélian, également membre du comité de l'association Lavaux Patrimoine mondial (LPm), est convaincu qu'il y a une carte à jouer pour retenir les touristes dans son village et au cœur de Lavaux. La vie culturelle y a été d'une richesse opulente et selon lui, «il manque peu de chose pour mettre en valeur le tout et amener de l'activité culturelle et patrimoniale».

Lors de la journée du Patrimoine de l'UNESCO, en juin 2016, les Saint-Saphorins ont joué le jeu en ouvrant leur maison aux visiteurs. Fort du constat de la passion du public pour le patrimoine architectural et culturel, Gérald Vallélian met en avant Lavaux, non seulement pour ses crus, son paysage unique quasiment addictif, mais également pour les peintres et les poètes qui ont sillonné les chemins du vignoble et pour lesquels l'Auberge de l'Onde a été un lieu de rendez-vous animé.

Ecrivains, poètes, chansonniers, saltimbanques dont Paul Budry, Charles-Albert Cingria, Charles-François Landry, Charlie Chaplin fréquentèrent l'auberge. Jean Villars-Gilles, pour sa part, a marqué le village de son esprit et de son talent. Les peintres ne sont pas en reste, comme la grande artiste Léo Fiaux qui s'installa à Saint-Saphorin en 1957, Géa Augsburg, Jean Eicher dit «Jeannot Loiseau», Olivier Charles et François Boccion. Au-delà de Saint-Saphorin, Lavaux

inspira Ferdinand Hodler, Félix Vallotton, René Auberjonois et d'autres encore.

La disposition des lieux, propice à la randonnée pédestre ou cycliste, permet de circuler d'un village à l'autre, de terrasse en terrasse, de gravir les premières pentes du Mont Pèlerin ou de les dévaler jusqu'à la plus petite plage du canton de Vaud, le «Caillou», de Saint-Saphorin.

La fondation Jean Villars-Gilles créée en 2011 à l'initiative de sa veuve, dans la maison même du chansonnier, est un avant-goût de l'offre culturelle que Saint-Saphorin pourrait proposer aux touristes internationaux et suisses mais également aux Vaudois amoureux de Lavaux qui viennent s'y promener régulièrement. La commune possède une maison susceptible d'être transformée en un lieu d'exposition et Saint-Saphorin aurait ainsi vocation à retrouver son statut de porte d'entrée de Lavaux, dans une vision contemporaine, celle des arts et des Lettres.

Un jour, peut-être, les bateaux de la CGN s'arrêteront à nouveau à Saint-Saphorin. En attendant, le projet de ce village dépend aussi de paramètres intercommunaux tels que les solutions qui seront mises en place pour résoudre les problèmes de parking, entre autres.

Anne Devaux



Gérald Vallélian, syndic de la commune de Saint-Saphorin, est convaincu que son village a une carte à jouer pour retenir les touristes: par le biais de la culture.

Photo: Commune de Saint-Saphorin

Appareil législatif et réglementaire – jusqu'aux couleurs des façades

En 2016, la Commission intercommunale de Lavaux (CIUL) a publié un guide paysage «Vers une identité paysagère et architecture concertée» à la disposition des élus et des particuliers concernés par les obligations légales liées à la protection du patrimoine dans tous ses aspects. Il ne s'agit pas de mesures réglementaires qui s'ajouteraient au mille-feuilles légal et contraignant, présenté dans le guide, qui protège Lavaux. La CIUL précise que le guide doit être compris comme un instrument de «management» régional. Il est la traduction concrète de la mise en œuvre de l'inscription de Lavaux au patrimoine mondial de l'UNESCO qui exige un plan de gestion de préservation du site.

Les recommandations de la CIUL vont du marquage au sol au jointoyage des murs des terrasses du vignoble, en passant par les couleurs des façades des maisons, jusqu'au nombre des différents matériaux apparents sur les

murs et les toits. Elles sont autant d'ordres esthétique comme «éviter le faux-vieux» que technique à propos des matériaux utilisés.

Par ailleurs, le petit récapitulatif des recensements concernant spécifiquement Saint-Saphorin, publié dans le document de la candidature de Lavaux au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2006, permet de mieux comprendre l'environnement législatif et réglementaire dans lequel l'exécutif et le législatif de la commune développent leur réflexion pour l'avenir de leur village. La quasi-totalité du patrimoine bâti de la commune a été recensée en 1976-1978, puis révisée et complétée en 2000.

Plus de la moitié des constructions, soit 206 objets, est protégée légalement :

- 17 objets classés monument historique, dont l'église, la château de Glérolles, mais également l'enseigne de l'Auberge de l'Onde qui a été retirée et remplacée par une copie.

- 67 inscrits à l'inventaire, outre des bâtiments il s'agit de fontaines, puits, caves, ponts, portails, pressoir, caveau souterrain, ainsi que de nombreux murs et escaliers.

- 30 placés sous protection générale dont une vingtaine de maisons.

- 4 sous la protection des biens culturels. L'ISOS (Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse) a identifié plusieurs ensembles comme le quartier du port, des périmètres environnants comme les rives du lac, un environnement, donc le coteau viticole, ainsi que de nombreux éléments individuels prédominants pour le site. Concrètement, le patrimoine naturel, paysager et bâti placé sous protection fédérale ou cantonale implique qu'une grande partie des dossiers de mise à l'enquête des propriétés privées et publiques sont soumis à un circuit spécifique, long et pointilleux, de contrôles et d'autorisations pour faire aboutir les projets.

Anne Devaux

Carouge, pionnière dans l'analyse du parking et du bruit

Grâce à des capteurs, les autorités de Carouge (GE) sont en mesure d'analyser le comportement des automobilistes dans un centre fortement chargé par le trafic. En parallèle à ce projet test, la ville analyse le bruit urbain.



Au bord de la rue Ancienne, principale artère qui traverse la commune de Carouge, des capteurs ont été installés à fin de test dans les cases de stationnement.

Photo: Pierre-Henri Badel

L'ancienne cité sarde a fait un grand bond en direction du concept de ville intelligente en lançant, voici un an, un projet destiné à analyser les habitudes des automobilistes en matière de stationnement de leur véhicule sur la voie publique. Un deuxième vient étayer cet engagement dans le futur. Celui-ci vise à présenter en trois dimensions le bruit perçu dans l'espace public. Avec ces deux projets, l'objectif des autorités de

Carouge (GE) est de rendre la ville plus agréable à vivre pour ses habitants. L'analyse du parking des véhicules sur la voie publique s'effectue, à titre d'essai pilote, au moyen de 16 capteurs de détection de proximité intégrés à un nombre volontairement limité de places de stationnement. L'idée était de se faire une meilleure idée du comportement et des habitudes effectives des automobilistes. Une étude à plus large échelle

devrait permettre d'affiner ces données et de revoir entièrement les possibilités de stationnement en ville.

Mieux comprendre les habitudes des automobilistes

C'est sur la base de ces résultats que les pouvoirs publics de la ville pourront constater si les temps de stationnement édictés pour les places de parking répondent aux besoins des automobi-



Les capteurs, installés à différents emplacements et hauteurs, permettent une détection électromagnétique et une autre ultrasonique.

Photo: Pierre-Henri Badel

tromagnétique et une autre ultrasonique. De cette manière, ils permettent de discriminer les effets de proximité néfastes dus au passage des trams et pourraient perturber les résultats de la détection.

Un projet qui permet de mieux comprendre l'environnement urbain

L'autre expérience prometteuse concerne l'analyse du bruit généré sur la voie publique. Il a nécessité la pose de détecteurs placés à différentes hauteurs. L'idée est de cartographier l'intensité, la fréquence, les heures et la durée des séquences de bruit en plus de l'emplacement des capteurs. Le fait de positionner des capteurs à différents emplacements et hauteurs permet de dresser une carte tridimensionnelle de l'enveloppe sonore et de mieux comprendre ce phénomène qui préoccupe les pouvoirs publics non seulement à Carouge, mais aussi à l'échelle suisse et européenne.

Le déploiement de techniques découlant de l'Internet des objets (IoT) permet de comprendre quels sont les bruits qui incommode le plus les citoyens. Grâce à l'informatique, cette radiographie de la situation en temps réel peut être réalisée rapidement pour réduire ou atténuer les sources sonores.

Une reconnaissance internationale pour Carouge comme ville intelligente

Ce travail de pionnier en matière de détection des places de stationnement et de bruits urbains va dans le sens des efforts déployés sur le plan législatif en Suisse et en Europe. A l'avenir, il sera beaucoup plus facile d'exiger que les mesures du bruit soient effectuées toutes les années, plutôt que tous les cinq ans comme c'était la norme jusqu'ici. Ces expériences permettent à Carouge d'être associée au projet européen H2020 Synchronicity Smart City et d'entrer du même coup dans le cercle fermé des grandes villes européennes qui tiennent un rôle actif de pionnier des villes intelligentes. Une revanche pour une commune qui a toujours vécu à l'ombre de la Cité de Calvin.

La Ville de Genève n'entend pas rester à la traîne. Dix-huit mois après sa petite sœur, le canton vient de lancer une opération allant dans le même sens et impliquant la pose de 650 capteurs en ville de Genève. Et surtout un premier pas en direction de la visualisation sur les smartphones des automobilistes de places de stationnement libres en ville et le cheminement le plus rapide pour y arriver.

Pierre-Henri Badel

listes et attentes des commerçants. Grâce à ces capteurs, on décèle si les places sont occupées, la durée de stationnement, les heures d'arrivée et de départ ainsi que la rotation de leur occupation.

Les capteurs installés à fin de test dans les cases de stationnement de la rue Ancienne, principale artère qui traverse la commune, présentent une double fonction, à savoir une détection élec-

Uritrottoirs et mobilier pour que les rues ne deviennent pas des latrines

Là où l'on boit, le besoin d'uriner se fait sentir – et l'arrière-cour se transforme en latrine. Les villes ont des problèmes, car les gens urinent partout, dans les entrées d'immeubles, les ruelles sombres, les haies et les parcs. Une solution est proposée par les Pays-Bas: des colonnes en acier chromé dans lesquelles l'on peut soulager une envie pressante – plus ou moins discrètement, mais légalement. Ce sont des «Urilifte» escamotables. Ces urinoirs peuvent être remontés en 25 secondes par simple pression d'un bouton. On les trouve à Amsterdam, à Cologne – et à St-Gall, où sont installés les seuls urinoirs-ascenseurs de Suisse jusqu'ici.

A Berne, des infrastructures supplémentaires dans le sous-sol ne sont pas possibles. Mais comme la ville doit assumer des coûts de nettoyage de près de 100 000 francs par année, elle envisage l'acquisition d'uritrottoirs comme il y en a aussi à Paris. En dessous de



Saint-Gall a installé des urinoirs escamotables, Lausanne envisage des uritrottoirs.

Photo: Fierz GmbH

cette installation se trouve un mélange de paille et de copeaux qui sera composté en même temps que l'urine. En haut fleurissent quelques plantes en pots. La paille contient une part élevée de carbone qui, mêlé à l'azote de l'urine,

élimine les mauvaises odeurs. Ce dispositif est également envisagé à Lausanne.

Lucas Huber

Traduction: Claudine Schelling

Le First Friday remet la vieille ville au centre de Bienne

Tous les premiers vendredis du mois, les magasins de la vieille ville de Bienne peuvent rester ouverts jusqu'à 22h. L'ambiance est festive, les visiteurs viennent en masse, il y a de la musique et des délicatesses culinaires locales. C'est le Biennois Reto Bloesch qui a découvert le concept du «First Friday» à Hawaï et qui en a été immédiatement enthousiasmé. Aujourd'hui, il constate avec satisfaction que cela fonctionne aussi dans sa ville natale. Avec ses deux collègues, Bloesch s'occupe de la communication et de la publicité. De plus, ils se procurent auprès de la ville les autorisations nécessaires pour la vente d'alcool et les heures d'ouverture prolongées pour les commerçants. Pour Bloesch, la coopération avec la ville est excellente. Elle est entièrement favorable à l'idée et soutient le First Friday organisé en association en lui allouant 10 000 francs par année. Bloesch dit: «Avec cette somme, nous finançons en



Des hotdogs, des burgers végétariens, la sangria et autres joies culinaires: le public du First Friday fait la queue devant le stand de la boulangerie Mosimann.

Photo: Céline Hoppler

grande partie les autorisations.» Toutes les recettes de l'association sont utilisées pour la manifestation. Les propriétaires de magasins se disent aussi contents de la plateforme, car leurs ma-

gasins ont été un peu oubliés par les Biennois, puisque la vieille ville est éloignée du centre-ville et en est séparée par une rue principale.

fw/dl/cs

Mieux vaut un preneur à bail temporaire qu'un restaurant vide

Comme bien des communes, Lichtensteig (SG) doit faire face au manque de locataires. L'infrastructure de la petite ville moyenâgeuse est conçue pour davantage d'habitants, mais les changements d'affectation radicaux dans la vieille ville classée monument historique ne sont guère possibles. A la «Taverne zur Krone», les fenêtres sombres dérangent particulièrement, car le bâtiment se trouve directement à l'entrée de la vieille ville. Après la faillite du dernier preneur à bail, la commune a eu des problèmes à lui trouver rapidement un successeur. Mais il fallait faire vite, car la saison touristique principale était près de commencer avec l'été.

L'idée: jusqu'à la mi-2018, des restaurateurs alternent provisoirement pendant un mois la gestion de «restaurants pop-up». La commune met les locaux à disposition, une association s'occupe de l'administration et de la publicité – un projet de citoyens. Le financement est



Severin Schönenberger est étudiant en arts cinématographiques. Le temps d'un mois, le cuisinier de formation gère le restaurant éphémère «Toggen-Burger». Photo: Sascha Erni

assuré par un prêt sans intérêt. Ainsi, la commune gagne du temps pour trouver un nouveau preneur à bail à long terme. Et les intéressés ont l'opportunité de faire des expériences culinaires et de collecter plus d'expériences dans la ges-

tion des affaires. Les mois de juin et juillet ont déjà connu le succès: des menus végétaliens ont suivi les «hamburgers gourmets».

Sascha Erni

Traduction: Claudine Schelling

Comment Kloten a défini son ambiance de choix

La proximité de la ville Zurich et de l'aéroport rend la vie difficile au commerce de Kloten (ZH). Les autorités voulaient résoudre le problème avec une construction architectonique, un toit en forme de voile de près de 850 mètres carrés en béton clair placé au centre. Le Conseil de ville et une grande majorité du Conseil communal soutenaient le projet en 2008, les partis également. Mais les citoyens l'ont rejeté.

Selon Marc Osterwalder, chef de l'habitat et de la sécurité, les politiciens n'ont pas tenu compte des besoins de la population. Kloten a tiré les leçons de cet échec et a inversé le processus. Elle s'est d'abord concentrée sur le résultat souhaité et a chargé un institut de sondage d'opinion et un développeur marché de déterminer l'ambiance que la population souhaitait pour Kloten. Ainsi ont été définies quatre «ambiances» pour quatre périmètres. Ce n'est que sur cette base qu'elle a lancé un concours d'archi-



tectes. Jusqu'à maintenant, c'est la place de ville qui a été réalisée. La commune a engagé une organisatrice de manifestations à mi-temps pour que la place soit vraiment vivante.

La place de la ville est devenue le centre de Kloten. Une organisatrice de manifestations est employé à mi-temps par la commune pour assurer sa vitalité. La photo montre «Artgarden». Photo: Ville de Kloten

Eveline Rutz

Traduction: Claudine Schelling

...et que reste-t-il?



Depuis l'automne 1990, j'ai été secrétaire municipal de Lucerne. A l'assemblée générale 2002 de Morat, j'ai été élu au Comité de la Conférence Suisse des Secrétaires Municipaux (CSSM). A l'assemblée générale de cette année à Brigue, j'ai démissionné, car

j'ai pris ma retraite anticipée fin juillet 2017. Ainsi s'achève une longue période passée comme secrétaire municipal et membre du Comité de la CSSM. Que reste-t-il?

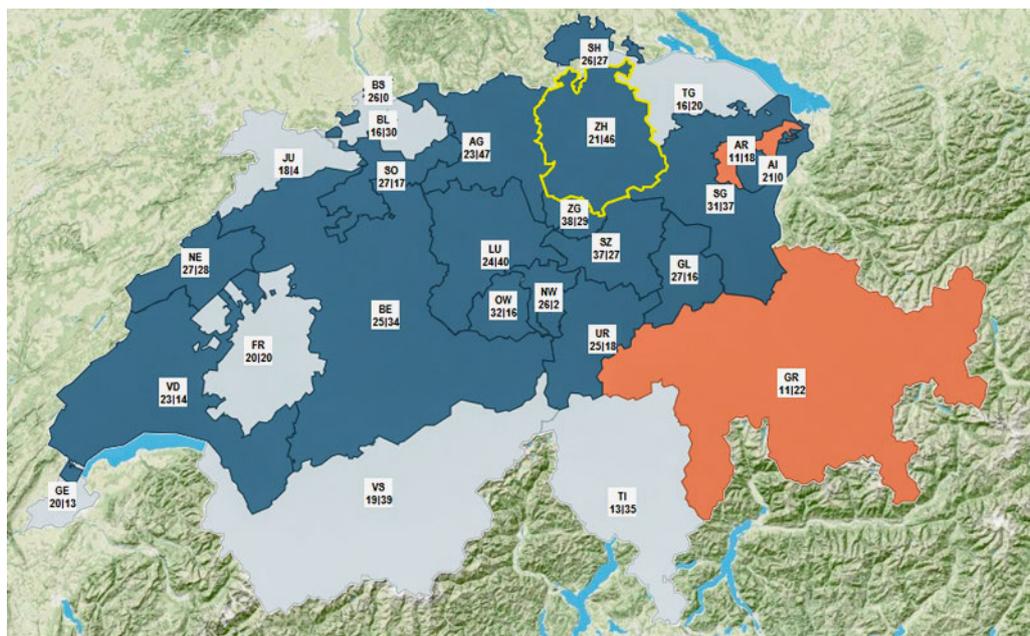
Mon sac à dos est rempli de souvenirs et d'expériences. Le travail a été varié et passionnant, parfois mouvementé et exigeant. Bien des gens intéressants ont croisé mon chemin. Mon réseau de relations s'est constamment élargi. Mon activité de secrétaire municipal au service de la population, des autorités et de l'administration a été unique et jamais ennuyeuse. Le rôle d'intermédiaire entre le législatif et l'exécutif et au sein de l'administration n'a pas toujours été simple; la direction d'un service d'une trentaine de collaborateurs est une belle tâche, mais aussi difficile. Par rapport au passé, les relations entre les différentes personnes impliquées sont devenues plus directes, moins compliquées, mais plus rudes. Le développement de l'informatique – de la machine à écrire au bureau à la mise en place de l'administration numérique – a été extrêmement rapide. Les affaires sont devenues plus complexes, la communication plus importante et plus exigeante.

J'ai pu exercer l'une des plus belles activités qui existe au sein d'une collectivité. J'en suis très reconnaissant. Mais le grand nombre de tâches et leur complexité mènent parfois aux limites de la résistance. La passion et le plaisir, liés à un bon mélange de calme et une prise d'humour sont donc indispensables dans cette profession. C'est ce que je souhaite à mes collègues pour leur activité.

Toni Göpfert, ancien secrétaire municipal de la ville de Lucerne et ancien membre du Comité de la CSSM
Traduction: Claudine Schelling

E-services: communes en mode d'attente

L'introduction d'un service en ligne représente un travail complexe pour les communes. La secrétaire municipale de Zollikon espère que la coopération parmi les cantons s'accélère.



Sur la carte nationale de la cyberadministration ne sont actuellement affichées que très peu de communes.

Photo: www.egovernment.ch

La plupart des consommateurs utilisent les services en ligne de façon toute naturelle. Par contre, les offres en ligne des administrations restent plutôt modestes, comme le confirme un coup d'œil sur la carte nationale de la cyberadministration (<http://www.egovernment-landkarte.ch/?lang=fr#/>). En tant que citoyennes et citoyens, nous devons souvent nous rendre personnellement à tel ou tel office, alors que l'affaire aurait pu être réglée simplement et facilement depuis chez nous. Que la loi e-ID proposée par la Confédération apporte une contribution positive au développement des prestations en ligne n'est pas évident. Au prétexte que la Confédération n'est pas en mesure d'élaborer elle-même une solution pour l'identification électronique en phase avec le développement technique, elle continue à confier l'émission de documents d'identité électroniques à des entreprises privées pour n'assumer elle-même qu'un rôle de «repère fiable». L'émission de pièces d'identité est et reste une tâche relevant de la souveraineté de l'Etat, surtout à l'ère de la numérisation. Il reste à espérer que la

mise en consultation de la loi e-ID apportera une correction de cap.

Selon l'étude «E-Government-Monitor 2016» publiée en septembre, 65% des personnes interrogées en Suisse dans ce cadre déclarent avoir eu recours à ces services. Sous le titre «Amélioration constante des services en ligne proposés par l'administration suisse», l'Unité de pilotage informatique de la Confédération (UPIC) tire un bilan positif. Mais l'étude a aussi constaté que la satisfaction en matière de cyberadministration affiche globalement un léger recul. Apparemment, une certaine désillusion s'est répandue ces dernières années.

Important travail pour les communes

Et ceci pas seulement de la part des utilisateurs, mais aussi de bien des communes. Il s'est trop souvent avéré dans la pratique que l'introduction d'un service en ligne était liée à un travail important, et qu'elle entraînait aussi des traitements ultérieurs complexes. Il n'est donc pas étonnant que de nombreuses communes préfèrent attendre que d'autres aient effectué le travail de dé-



La secrétaire communale de Zollikon (ZH),
Regula Bach. Photo: Thomas Entzeroth

veloppement pour pouvoir profiter de solutions pleinement développées.

Heureusement qu'il y a aussi des évolutions réjouissantes. La prestation eDéménagement développée par le canton de Zurich peut être reprise par les communes pratiquement sans travail et à un prix modeste. Ce service apporte un réel avantage et n'est pour une fois pas lié à un surcroît de travail pour l'administration communale. Il est possible que cette offre ne soit que peu utilisée jusqu'ici, mais cela va sûrement changer d'ici peu, lorsque ce service en ligne sera plus connu et pourra être utilisé pour un déménagement dans un autre canton. Il reste donc à espérer que la stratégie de cyberadministration 2016-2019 contribuera à renforcer la coopération dans et parmi les cantons afin que les prestations en ligne puissent bientôt être utilisées partout et que les lacunes de la carte nationale de la cyberadministration disparaissent rapidement.

Regula Bach

Secrétaire communale de Zollikon
Traduction: Claudine Schelling

Mutations

Nouveaux membres

Grossenbacher	Beat	2610	Saint-Imier (succession de Nicolas Chiesa)
Binder	Thomas-Peter	8625	Gossau (ZH) (inscription via internet)
Sedonati	Natascha	3286	Muntelier (succession de Marius Schneuwly)
Tobler	Marcel	8552	Felben-Wellhausen (succession de Niklaus Bischof)
Kübler	Jeannine	8370	Sirnach (succession de Roland Toleti)
Böni	Roger	9401	Rorschach (succession de Bruno Seelos)
Thuma	Peter	9204	Andwil (succession de Patrik Strässle)
Häfelfinger	Christian	4102	Binngen (succession de Nicolas Hug)
Sinoli	Marc	6403	Küssnacht am Rigi (succession de Wolfgang Lüönd)

Démissions

Stecher	Barbara A.	7500	St. Moritz
Galli	Corinna	6501	Bellinzona
Leu	Jürg	8598	Bottighofen
Toleti	Roland	8370	Sirnach
Seelos	Bruno	9401	Rorschach
Strässle	Patrik	9204	Andwil
Ammann	David	8620	Wetzikon (membre passif)
Hug	Nicolas	4102	Binngen
Lüönd	Wolfgang	6403	Küssnacht am Rigi (en retraite dès le 30 avril 2017)

Mutations en membres libres ou passifs

Favre	Raymond	2608	Courtelary (en retraite, membre libre)
Sigrist	Christoph	9500	Wil (réviseur CSSM, membre passif)
Ogi	Hansueli	3753	Oey-Diemtigen (membre passif)
Schneuwly	Marius	3286	Muntelier (en retraite, membre libre)

Pour information

Strahm	Andreas	8494	Bauma (nouveau secrétaire municipal à Birmensdorf)
Bischof	Niklaus	8552	Felben-Wellhausen (nouveau secrétaire municipal à Bottighofen)
Schleiss	Roman	6391	Engelberg (de membre passif à membre actif)

Neu im Vorstand



An der Generalversammlung von Mitte Juni in Bern wählten die Delegierten Beat Bucheli (Bild) neu in den SGV-Vorstand. Der 57-Jährige ist seit 2004 Gemeindepräsident von Werthenstein und seit 2015 Vizepräsident des Verbands Luzerner Gemeinden. Mit der Wahl von Bucheli ist der Kanton Luzern wieder im 15-köpfigen Vorstand des SGV vertreten. *pb*

Neu in der Geschäftsstelle



Magdalena Meyer-Wiesmann (Bild) ist neue Projektleiterin beim SGV. Sie betreut schwerpunktmässig die Bereiche Raumplanung und E-Government. Die ausgebildete Wirtschaftsinformatikerin war von 2003 bis 2012 im Gemeinderat von Kirchlindach (BE), davon vier Jahre als Gemeindepräsidentin. Das Team der SGV-Geschäftsstelle freut sich auf die Zusammenarbeit mit Magdalena Meyer-Wiesmann. *pb*

Kantonsanteil muss bei 21,2% bleiben

Der Entscheid des Bundesrats, in der Steuervorlage 17 den Kantonsanteil an der direkten Bundessteuer zu reduzieren, ist für den Schweizerischen Gemeindeverband (SGV) inakzeptabel.

Der Bundesrat hat an seiner Sitzung vom 9. Juni die Eckwerte der Steuervorlage 17 verabschiedet. Für den SGV ist der Entscheid, den Kantonsanteil an der direkten Bundessteuer nur auf 20,5 statt auf 21,2 Prozent zu erhöhen, befremdlich. Mit der Reduktion des Kantonsanteils wird der Handlungsspielraum der Kantone eingeschränkt. Sie haben weniger Geld zur Verfügung, um die Steuerausfälle zu kompensieren. Dies wirkt

sich direkt und negativ auf Städte und Gemeinden aus. Die Steuervorlage ist so nicht mehr ausgewogen. Der SGV hat sich stets für eine Erhöhung des Kantonsanteils an der direkten Bundessteuer von 17 auf 21,2 Prozent eingesetzt – verbunden mit der Forderung, dass Städte und Gemeinden am Mehrertrag aus den Bundessteuern teilhaben. An diesem Engagement und an dieser Forderung hält er fest. *pb*

Tarmed: weitere Verbesserungen nötig

Der SGV begrüsst die Stossrichtung der revidierten Tarifstrukturen für ärztliche Leistungen. Es braucht aber dringend weitere Verbesserungen. Die Grundversorgung muss gestärkt werden.

Seit Jahren arbeiten Ärzteschaft, Krankenkassen und Spitäler an einer Revision des Ärztetarifs Tarmed. Bislang ohne Erfolg. Der SGV bedauert dies und hält es für richtig, dass der Bundesrat von seiner subsidiären Kompetenz Gebrauch macht und in die Tarifstrukturen eingreift. Aus Sicht des SGV muss mit den Reformen in den Tarifsystemen insbesondere die medizinische Grundversorgung gestärkt werden. Und es gilt, Rahmenbedingungen zu schaffen, um die Entstehung neuer Versorgungsmodelle zu begünstigen. Die vom Bundesrat vorgeschlagene Änderung der Verordnung über die Festlegung und die Anpassung von Tarifstrukturen in der Krankenversicherung unterstützt dieses Anliegen in der Tendenz. Der SGV ist deshalb mit der Stossrichtung der Vorlage im Grundsatz einverstanden.

Zusammenarbeit verbessern

Es sind jedoch dringend weitere Verbesserungen zu prüfen und finanzielle Anreize zu schaffen, die dazu beitragen, die Zusammenarbeit unter den Grund-

versorgern zu verbessern (Finanzierung von Koordinationsleistungen). Der Tarmed ist kompliziert und hat nicht dazu beigetragen, die Kostensteigerungen im Gesundheitswesen einzudämmen. Deshalb regt der SGV an, dass die betroffenen Akteure gemeinsam alternative Lösungen suchen, um den Tarmed durch ein einfacheres System zu ersetzen.

Anreize für Ärzte auf dem Land

Der Tarmed stellt heute auch keinen Anreiz für einen Arzt dar, sich auf dem Land als Grundversorger niederzulassen. Im Gegenteil: Ein Arzt in der Stadt erhält für die gleichen Leistungen eine höhere Entschädigung. Dieser Misstand muss angesichts der zunehmend prekären Versorgungssituation auf dem Land dringend korrigiert werden. Es kann nicht sein, dass teilweise sogar Gemeinden mit öffentlichen Geldern einspringen, um Ärzte aufs Land zu locken. *red*

Stellungnahme:

www.tinyurl.com/sn-tarmed

Es braucht keine Anpassung der Lex Koller

Der SGV lehnt die Änderung des Bundesgesetzes über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland (Lex Koller) ab. Sie ist unnötig und würde zu einer Kompetenzverschiebung von den Gemeinden zum Bund führen.

32 Jahre nach Inkrafttreten des Bundesgesetzes über den Erwerb von Grundstücken durch Personen im Ausland will der Bundesrat die sogenannte Lex Koller ändern. Der SGV lehnt dies ab. Einerseits würde die Gesetzesänderung zu einem massiv erhöhten bürokratischen Aufwand führen, andererseits würde sie insbesondere die Situation der von Tourismus geprägten Regionen und Gemeinden der Schweiz unnötig verschlechtern.

Parlament hat bereits Nein gesagt

Im erläuternden Bericht wird ausgeführt, dass das Postulat des früheren Nationalrats Antonio Hodgers den Anstoss zur Revision gegeben habe. Allerdings könnte das Postulat ohne Gesetzesrevision durch eine blosser Änderung der Bewilligungsverordnung umgesetzt werden. Die vom Bundesrat als so-

genannte Erweiterungsoption zur Diskussion gestellte Verschärfung der Lex Koller beruht auf zwei Motionen von Nationalrätin Jacqueline Badran. Diese wurden im Juni 2014 im Ständerat abgelehnt. Das Parlament hat somit bereits Nein gesagt zu einer Verschärfung. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb der Bundesrat eine Verschärfung der Lex Koller überhaupt zur Diskussion stellt.

Überangebot im Immobilienmarkt

Auch materiell besteht kein Anlass für eine Gesetzesrevision. Der Immobilienmarkt für (gewerbliche) Immobilien ist zurzeit eher von einem Überangebot geprägt. Dieser Trend wird in Zukunft aufgrund der fortschreitenden Digitalisierung der Gesellschaft und Arbeitswelt anhalten. Die klassischen Büroarbeitsplätze werden in den nächsten Jahren immer mehr verschwinden. Für eine

allfällige Regulierung des Immobilienmarkts verfügen die Gemeinden über entsprechende Instrumente aus der Raumplanung. Sie benötigen keine weiteren Vorgaben durch die vorliegende Gesetzesrevision, die ohnehin nur den Anteil durch Personen im Ausland regelt.

Schleichende Kompetenzverschiebung

Schliesslich lehnt der SGV die Vorlage auch aus föderalistischen Gründen ab. Neben zusätzlichem bürokratischem Aufwand bringt die Verschärfung der Lex Koller auch eine weitere, schleichende Kompetenzverschiebung von den Gemeinden und Kantonen zum Bund hin. *red*

Stellungnahme:

www.tinyurl.com/sn-lex-koller

Gemeinnütziger Wohnungsbau auch auf Land

Der Bundesrat schlägt vor, den bestehenden Fonds de Roulement zugunsten des gemeinnützigen Wohnungsbaus um 250 Millionen Franken aufzustocken. Der SGV stimmt dem Bundesbeschluss über diesen Rahmenkredit zu. Allerdings beantragt er, bei der künftigen Förderung des gemeinnützigen Wohnungsbaus den Fokus noch stärker auf den ländlichen Raum und die Berggebiete zu legen. Denn aktuell stehen vor allem die Bedürfnisse der städtischen Bevölkerung im Zentrum. Der SGV ist bereit, in Zusammenarbeit mit den beiden Dachorganisationen der gemeinnützigen Bauträger sein Netzwerk gewinnbringend dafür einzusetzen. *pb*

Stellungnahme:

www.tinyurl.com/sn-wohnungsbau

E-ID nicht an die Privatwirtschaft delegieren

Der Bundesrat will rechtliche und organisatorische Rahmenbedingungen für die Anerkennung von elektronischen Identifizierungsmitteln und deren Anbieter schaffen. Der SGV unterstützt grundsätzlich Ablaufoptimierungen und medienbruchfreie Prozesse, die eine E-ID ermöglichen würde. Er zieht aber nach wie vor eine staatliche E-ID dem nun vorgesehenen Modell vor. Der digitale Identitätsausweis sollte nicht an die Privatwirtschaft delegiert werden. Da das E-ID-Verfahren technisch komplex ist, muss die Bevölkerung transparent über ihre Rechte informiert werden und sich darauf verlassen können, dass der Staat ausreichend für die Sicherheit sorgt. *pb*

Stellungnahme:

www.tinyurl.com/sn-e-id

Ja, aber zum Steuerabzug bei Drittbetreuung

Um dem inländischen Fachkräftemangel entgegenzuwirken und die Vereinbarkeit von Beruf und Familie zu verbessern, sollen höhere steuerliche Abzüge bei den Kinderdrittbetreuungskosten zugelassen werden. Aus gesellschaftlicher und volkswirtschaftlicher Sicht ist die Vorlage zu begrüssen. Allerdings beantragt der SGV – wie die Konferenz der kantonalen Finanzdirektorinnen und Finanzdirektoren –, auf die Anpassung des Steuerharmonisierungsgesetzes zu verzichten. Zentral ist, dass Gemeinden und Städte zumindest mittelfristig entlastet werden. *pb*

Stellungnahme:

www.tinyurl.com/sn-drittbetreuung

Comunitas feiert 50-Jahr-Jubiläum im Stade de Suisse

Comunitas ist 50 Jahre alt. Die Jubiläumsdelegiertenversammlung, die am 21. Juni in Bern stattfand, war die letzte in dieser Art: Comunitas fusioniert mit der Previs Vorsorge. Sie wird als eigenes Vorsorgewerk unter der Dachmarke Previs weiterbestehen.

An der Delegiertenversammlung im Stade de Suisse standen neben einem Rückblick auf die Geschichte der Vorsorgestiftung die Fusion mit Previs (siehe Bericht auf der rechten Seite), der Geschäftsbericht und die Jahresrechnung 2016 sowie die Wahl von vier Mitgliedern der Vorsorgekommission im Zentrum. An der Jubiläumsversammlung nahmen 90 Delegierte von 60 Arbeitgebern teil, musikalisch umrahmt wurde der Anlass von Martin O., dem Stimmenkünstler aus St. Gallen.

Erwin Freiburghaus als Gründungsvater
Comunitas feierte im letzten Dezember ihren 50. Geburtstag: Am 9. Dezember 1966 fand in Olten die Gründungsversammlung der «Pensionskasse des Schweizerischen Gemeindeverbandes» statt. Wie Stiftungsratspräsident Stefan Christen berichtete, gehörte die Pensionskasse bis 1988 als Abteilung mit Sondervermögen und eigenen Organen der Interkantonalen Gemeinschaftsstiftung für Personalvorsorge an. Am 13. Januar 1988 gründete der Schweizerische Gemeindeverband (SGV) als Stifter die Comunitas als selbstständige Vorsorgestiftung. Erster Präsident und Initiator der Kasse im Jahr 1966 war der Präsident des SGV, der Berner Nationalrat Erwin Freiburghaus. Er war auch Wegbereiter der Previs im Jahr 1958, die damals noch Pensionskasse für das Personal bernischer Gemeinden hiess und 1988 vom Verband Bernischer Gemeinden als Stifter ebenfalls als selbstständige Stiftung gegründet wurde.

Zwei ähnlich aufgestellte Partner
SGV-Präsident Ständerat Hannes Germann zitierte in seiner Begrüssungssprache im Stade de Suisse in Bern aus einem Artikel vom Oktober 1967 der Berner Oberländer Volkszeitung über die Gründung der Pensionskasse. Im Artikel hiess es, eine voll ausgebaute Alters- und Invalidenfürsorge werde die Anstellungsbedingungen auch in den mittleren und kleineren Gemeinden wesentlich verbessern, sodass beim Gemeindepersonal ein qualifizier-

ter Nachwuchs herangezogen werden könne.

Germann wies auf die Herausforderung in den Gemeinden durch die Altersstruktur ihrer Bevölkerung hin. Aus der Alterspyramide zu Beginn des 20. Jahrhunderts sei eine Glocke und seit etwa dem Jahr 2000 eine Tanne geworden. «Der Altersaufbau der Bevölkerung ist geprägt von der Babyboomergeneration, was zu einem ausladenden Mittelteil führt. Heute finanzieren rund 3,5 Erwerbstätige einen Rentner. 2030 werden es gemäss einem Szenario des Bundesamtes für Statistik noch 2,5 sein», mahnte Germann.

Der Präsident des SGV ist überzeugt, dass zwischen den Vorsorgeeinrichtungen Comunitas und Previs grosse Gemeinsamkeiten bestehen. Die Kunden von beiden Stiftungen sind Gemeinden und gemeindenahe Institutionen sowie Anschlüsse aus dem Service-Public-Bereich. «Die Fusion von zwei ähnlich aufgestellten Partnern wird auf jeden Fall insgesamt eine Stärkung der neuen Vorsorgeeinrichtung bedeuten. Die getroffene Lösung bietet für die Anschlüsse der Comunitas einerseits Kontinuität, indem sie Kunden des Vorsorgewerkes Comunitas bleiben, andererseits haben sie Gewähr, dass die künftigen Herausforderungen in der beruflichen Vorsorge unter dem gemeinsamen Dach Previs aus einer Position der Stärke heraus gemeistert werden können.» Davon würden auch die Gemeinden profitieren, denn eine starke und erfolgreiche Vorsorgeeinrichtung für Gemeinden und gemeindenahe Institutionen bilde auch heute eine wichtige Voraussetzung für die Anstellung von qualifiziertem und motiviertem Personal.

Sehr gute Performance 2016

Comunitas blickt auf ein gutes operatives Ergebnis 2016 zurück. Stefan Demetz, Leiter Finanzen und Geschäftsführer a.i., sprach von einer auch im schweizerischen Vergleich sehr guten Performance. Gemäss Demetz wurde die Performance von +5,75% durch zwei Sondereffekte verstärkt: Zum einen ha-

ben die Anlagen in Emerging-Markets und Rohstoffe im Jahr 2015 schlecht performt und 2016 aufgeholt, zum andern führte eine externe Bewertung der Liegenschaften zu einer Aufwertung des Immobilienbestandes. Insgesamt verzeichnete der Bereich Immobilien eine Performance von +12,1%. Demetz bezeichnete die Versichertenstruktur von Comunitas als gesund: 79,5% aktiv Versicherten stehen 20,5% Rentner gegenüber. Beim Kapital beträgt das Verhältnis 61,4% zu 38,6%. Damit sei Comunitas gut gerüstet für die Zukunft.

Wahl in die Vorsorgekommission

Die Versammlung wählte mit Blick auf die Fusion vier Mitglieder in die künftige Vorsorgekommission für das Vorsorgewerk Comunitas. Die Wahl erfolgte unter dem Vorbehalt der Rechtswirksamkeit der Fusion. Die Vorsorgekommissionsmitglieder des Vorsorgewerkes Comunitas werden auch nach der Fusion an der Delegiertenversammlung der Previs ausschliesslich aus dem Delegiertenkreis des Vorsorgewerkes Comunitas gewählt. Die Versammlung wählte als Arbeitnehmervertreter und Vertreter der Gemeinden René Küng, Leiter Finanzen und Controlling in der Stadt Zofingen, sowie Martin Kuratli, Gemeindegeschreiber in der Gemeinde Flims. Als Arbeitgebervertreter und Vertreter der Institutionen wurden Reto Lindegger, Direktor des SGV, und Hansjakob Schmid, Geschäftsführer des Alterszentrums Allmend in Alpnach-Dorf, gewählt.

Steff Schneider

Previs nach Fusion mit der Comunitas unter den Top 10

An der ersten gemeinsamen Delegiertenversammlung von Comunitas und Previs wurde der Berner Oberländer Peter Flück zum Präsidenten gewählt. Die rechtliche Wirksamkeit der geplanten Fusion beider Vorsorgeeinrichtungen erfolgt nach dem Handelsregistereintrag im Herbst 2017.

Mit dieser Fusion wird die Previs Vorsorge mit mehr als 37000 Versicherten und einer Bilanzsumme von rund fünf Mia. Franken zu den zehn grössten autonomen und teilautonomen Pensionskassen der Schweiz gehören. Die Delegierten wählten am 21. Juni im Stade de Suisse – unter Vorbehalt des Zustandekommens der Fusion – einstimmig zehn Mitglieder in den neuen, paritätisch zusammengesetzten Stiftungsrat: Peter Flück (Brienz Rothorn Bahn, Präsident), Pierre Spielmann (Stadt Murten, designierter Vizepräsident), Alfred Amrein (Atupri Gesundheitsversicherung), Matthias Bütikofer (SZB St. Gallen), Martin Gafner (Siloah AG), René Küng (Stadt Zofingen), Reto Lindegger (Schweizerischer Gemeindeverband), Urs Obrecht (Heime dahlia), Stephan Spycher (Gemeinde Vinelz) und Jürg Thöni (Spital STS AG).



Der neue Stiftungsrat der Previs Vorsorge (v.l.): Reto Lindegger, Jürg Thöni, Pierre Spielmann, Matthias Bütikofer, Peter Flück, Stephan Spycher, Martin Gafner, Urs Obrecht, Alfred Amrein und René Küng.

Bild: zvg

«Stets auf Augenhöhe»

Peter Flück durfte in seiner Begrüssung «erfreut feststellen, dass wir den Prozess der Fusion stets in respektvoller Zusammenarbeit, stets auf Augenhöhe und immer mit dem Ziel vor Augen, geführt haben. Nämlich, eine Pensionskasse zu sein, die den heutigen und zukünftigen Herausforderungen in der beruflichen Vorsorge respektvoll entgegenreten kann. Dies mit einer beachtlichen Grösse, einer zukunftsweisenden Strategie und mit kompetenten, motivierten Mitarbeitenden. Aber auch mit Versicherten und Rentnern, welche weiterhin auf eine zeit- und fachgerechte Leistung im täglichen Betrieb wie auch auf eine entsprechende Leistung nach der Pensionierung zählen dürfen.»

Kunden aus der ganzen Schweiz

Der designierte Vizepräsident Pierre Spielmann zeigte sich seinerseits erfreut über den bisherigen Fusionsprozess und verwies auf einen weiteren Mehrwert dieser Fusion: «Comunitas bringt eine grosse Anzahl Kunden aus der ganzen Schweiz. Dies war nicht zuletzt auch ein Ziel der Previs: nicht mehr allein den Berner Markt bearbeiten, sondern in der ganzen Schweiz aktiv sein.» Er habe «selber gestaunt, wie eine Idee sich so

rasch in einen wichtigen Grundsatzentscheid umwandeln kann – und dann gleich die Umsetzung folgt». Spielmann bedankte sich dreisprachig für das Vertrauen der Delegierten.

Im Frühjahr 2018 wird die Geschäftsstelle der beiden Vorsorgeeinrichtungen einen neuen Sitz in der Nähe des Bahnhofes Bern beziehen. Spielmann gab seiner Überzeugung Ausdruck, dass der gemeinsame Standort zur Effizienzsteigerung beitragen werde.

«Vorbildliche Zusammenarbeit»

Es sei nicht selbstverständlich, «dass Aufsichtsbehörden für interne Veranstaltungen von Vorsorgeeinrichtungen eingeladen werden», sagte Hansjörg Gurtner, Geschäftsleiter der Bernischen BVG- und Stiftungsaufsicht (BBSA), vor den Delegierten und bestätigte, dass der Konzentrationsprozess im 2.-Säule-Bereich schon seit mehreren Jahren stattfindet und dass für ein erfolgreiches Bestehen im Markt die Grösse einer Vorsorgeeinrichtung zunehmend an Bedeutung gewinne. Gurtner erläuterte auf anschauliche Weise die Rolle der Aufsicht in einem Fusionsprozess: «Wir müssen den Sachverhalt vertieft abklären und uns auch insbesondere darüber versichern, dass

die Rechte der Destinatäre gewahrt werden. Diesen gegenüber bestehen verschiedene Informationspflichten, welche die betroffenen Vorsorgeeinrichtungen erfüllen müssen und uns nachzuweisen sind.» Gurtner erläuterte chronologisch den bisherigen Prozess und stellte den Fusionspartnern ein gutes Zeugnis aus.

Begegnung mit dem König

Zum Abschluss der Versammlung kamen die Delegierten in den Genuss einer Begegnung mit Schwingerkönig Matthias Glarner, der – passend zur Tagung und zur Fusion von Comunitas und Previs – unter dem Titel «Vorbereitung auf den Tag X» über seinen Weg ans Eidgenössische Schwingfest von Estavayer 2016 und die Erringung der Königskrone berichtete. Glarner präsentierte sich als intelligenter, schlagfertiger und humorvoller Gesprächspartner, der keiner Frage auswich. Das anschliessende Schwingen mit dem neu gewählten Präsidenten Peter Flück endete nach zwei Gängen unentschieden und bildete den definitiven Schlusspunkt eines stimmungsvollen Tages von Comunitas und Previs im Berner Stade de Suisse.

Andreas Schefer



Fachsimpeln an der Suisse Public: Die diesjährige Ausgabe zog laut der Messeleitung erneut rund 20000 Besucherinnen und Besucher auf das Gelände der BernExpo. Neuerungen wie der Demopark kamen beim Publikum gut an, das Forum hingegen blieb leer. Bild: Suisse Public

Kaffee- und Fotopause am Stand der Kommunalverbände

Gemeindevertreterinnen und -vertreter kamen auch an der diesjährigen Suisse Public auf ihre Kosten. Die von der Messeleitung angestrebte Erweiterung des Angebots fand indes wenig Echo. Für 2019 sind Verbesserungen geplant.

Es ist in die Jahre gekommen, das Wischfahrzeug von Ursy (FR), und mehr als einen Kubikmeter Material mag es auch nicht schlucken. Dabei wäre viermal so viel ideal, denn in der kleinen Freiburger Landgemeinde fallen nicht nur Staub, sondern auch ordentlich Heu und Erde zum Wischen an. Da kommt die Fachmesse Suisse Public mit ihren Dutzenden von Fahrzeugen und Maschinen wie gerufen. «Die Messe ist eine Referenz für uns», erzählt Ursys Vizepräsident Bernard Oberson bei einem Kaffee am Stand, den der Schweizerische Gemeindeverband (SGV) gemeinsam mit den anderen Patronatspartnern der Messe, dem Schweizerischen Städteverband (SSV) und der Organisation für Kommunale Infrastruktur (OKI), betreibt. Oberson ist mit dem Werkhofleiter Charly Deschenaux und den Gemeinde-

räten Louis Perisset (Umwelt) und Régis Magnin (Sicherheit) nach Bern gereist, um möglichst viele Informationen zu neuen Modellen und Preisen zu sammeln. Einen Tag haben sie für den Messebesuch eingeplant. Vergleiche, Argumente und Pflichtenheft müssen bereit sein für die Budgetsitzung im Herbst, denn immerhin kostet so ein Wischer rund 200000 Franken. Ein stolzer Preis für eine Gemeinde mit 3200 Einwohnerinnen und Einwohnern, zumal ebenfalls ein Löschfahrzeug auf der Wunschliste steht. 350000 Franken würde ein Modell mit einer Kapazität von 2000 Litern kosten, das Einsatzgebiet umfasst den südlichen Glanebezirk mit fünf weiteren Gemeinden. Die kantonale Gebäudeversicherung übernehme 40 Prozent der Kosten, wie die Freiburger berichten, aber teuer sind solche Anschaffungen

allemaal. Die Besucher wollen die Zeit an der BernExpo darum gut nutzen und streben nach dem Kaffee und einem Erinnerungsfoto am Stand der Verbände rasch weiter.

Überblick auf kleinem Raum

Auch in der Waadtländer Gemeinde Chardonne sind zwei Fahrzeuge zu ersetzen. Eine detaillierte Evaluation braucht ihre Zeit, und so hat die Delegation aus Elise Neyroud, Guy-François Genton und Osman Halimi am Vormittag ihres Besuchstages erst vier Modelle im Detail angeschaut. Umso mehr schätzen die Besucher den umfassenden Überblick, den die Suisse Public bietet. So viele Fahrzeuge an einem Ort gebe es sonst nirgends zu sehen, loben die Besucher aus der Waadt. Sie kommen daher regelmässig an die Messe, auch wenn es ge-

rade keine Wischmaschine oder Schneefräse zu kaufen gibt. Denn: Es ist den Gemeindevertretern wichtig, immer auf dem neuesten Stand der Technik zu sein.

Ein Tag für das Abfuhrpersonal

Die Suisse Public ist ebenfalls fett im Kalender der Berner Agglomerationsgemeinde Köniz markiert. Pascal Müller und Susanne Menet von der Abteilung Umwelt und Landschaft sind gespannt, was sie an der Messe alles entdecken werden. «Das Abfuhrpersonal hat am Mittwoch frei bekommen», berichtet Susanne Menet. Es wisse am besten, welches Material gebraucht werde. Zudem biete der Besuch auf dem Bern-Expo-Gelände die Möglichkeit, für einen Tag das gewohnte Arbeitsumfeld zu verlassen und neue Ideen zu sammeln. Die Veranstaltung biete den Vertreterinnen und Vertretern aus Köniz Gelegenheit, sich über neue Gerätschaften und Produkte zu informieren und diese in natura zu sehen und anzufassen. Zudem sei sie ideal, um das Netzwerk zu erweitern.

Trends erkennen und Kontakte pflegen

Trends erkennen, neue Ideen sammeln und Kontakte pflegen: Mit dieser Absicht bringt auch Peter Scholl, der Leiter Verwaltung der Berner Gemeinde Mosseedorf, einen halben Tag an der Suisse Public. Wir treffen ihn in der Informatikhalle am Stand der Talus Informatik AG, deren Kunde die Gemeinde mit ihren 4000 Einwohnerinnen und Einwohnern ist. Mosseedorf bringt Geschäftsleitungsmitglied und Talus-Mithaber Markus Hänzi ins Schwärmen. Es sei die erste Berner Gemeinde, die ihre ganze Administration nach eCH-Standard digitalisiert habe. So kann in Mosseedorf nicht nur das Strandabo, sondern auch der Heimatausweis und die Lebensbescheinigung und vieles mehr online bezogen und bezahlt werden.

Forum ohne Publikum

Digitale Anwendungen sind auch am Forum in der grossen Eingangshalle, wo das «Messehighlight» Suisse Resilience untergebracht ist, Thema. Gemeindevertreter sind hier allerdings keine zu finden. Drei, vier Zuhörer verlieren sich in den Stuhlreihen, während Thomas Koblet von ESRI Schweiz tapfer seinen Vortrag über spannende und innovative Projekte hält. An Koblet kann das geringe Publikumsecho nicht liegen: Das Forum fand während der gesamten Mesседauer quasi ohne Zuhörer statt. Die Aussteller im Bereich Suisse Resilience, der von der Messeleitung gross angekündigt worden war, sind denn auch

Peter Scholl, Leiter Verwaltung der Berner Gemeinde Mosseedorf, bei der Kontaktpflege am Stand der Talus Informatik AG.
Bild: Fabrice Wullschleger



enttäuscht; sie haben weder am Forum noch an ihren Ständen nennenswerte Kontakte zu Gemeinden geknüpft. Koblet meint schulterzuckend, wegen vier Ständen komme niemand speziell für die Suisse Resilience an die Suisse Public. «Für unser Gebiet sind die falschen Leute hier.»

Messeleitung will über die Bücher

Messeleiter Alain Caboussat will trotzdem weiterhin auf das Thema und damit auf eine Erweiterung des Messeangebots setzen. Möglicherweise mit dem

Fokus auf der «Smart City». Sie sei besser fassbar als Resilienz. «Die Entwicklungen in diesem Bereich sind spannend. Vielleicht braucht es einfach zwei bis drei Durchgänge, bis sich das Angebot etabliert hat und die Gemeinderäte dafür an die Messe kommen.» Selbstkritisch räumt Caboussat ein, dass bei der Kommunikation Verbesserungen möglich seien. «Wir gehen nun über die Bücher und schauen, wie wir es in Zukunft besser machen können.»

Fabrice Wullschleger, Denise Lachat



Fröhliche Gesichter am Stand der Kommunalverbände (von links oben im Uhrzeigersinn): Vertreterinnen und Vertreter von Ursy (FR), ESRI, Chardonne (VD) und Köniz (BE).

Bilder: Selfiebox

«Mich ärgert, dass man sich jetzt auf die Post stürzt»

Post-Verwaltungsratspräsident Urs Schwaller wünscht sich ein gutes Einvernehmen mit den Gemeinden. Sie seien aber gefordert, aufzuzeigen, warum es gerade bei ihnen eine traditionelle Poststelle zu erhalten gelte.



Post-Verwaltungsratspräsident Urs Schwaller in seinem Büro an der Wankdorfallée im Interview mit der «Schweizer Gemeinde».

Bild: Céline Hoppler

Herr Schwaller, während die Post reihum Poststellen schliesst, drängen immer mehr Private auf den Päckli-markt. So unrentabel kann das Geschäft nicht sein.

Urs Schwaller: Der Paketmarkt ist ein freier Markt. Er steht also allen Anbietern offen. Dank des Monopols, das die Post bei den Briefen bis zu 50 Gramm noch besitzt, kann sie einen Teil der Mittel erwirtschaften, um aus eigener Kraft den

Auftrag zur Grundversorgung flächen-deckend zu erfüllen. Fakt ist aber: Wir schreiben heute ein Defizit von 180 Millionen Franken bei den Poststellen. Das Schaltergeschäft geht jährlich um vier bis fünf Prozent zurück.

Die Post sagt ja selber von sich, sie sei kein Unternehmen wie jedes andere. Da kann sie nicht nach rein wirtschaftlichen Kriterien entscheiden.



«Der Härtefall muss diskutiert werden können, der Erhalt einer Poststelle muss aber begründet sein. Es reicht nicht, zu sagen, dass man anderer Meinung ist als die Post.»

den Sinn, sie Defizite erwirtschaften zu lassen. Auch eine Gemeinde muss so geführt sein, dass die Rechnung ausgeglichen ist und die Infrastruktur auf dem neuesten Stand bleibt. Zudem müssen künftige Investitionen möglich sein.

Wie definieren Sie denn in der ganzen Diskussion um Poststellenschliessungen einen Härtefall, wenn die Post tatsächlich nicht nur nach wirtschaftlichen Kriterien entscheidet?

Schwaller: Die Post führt seit zwölf Jahren Agenturen ein; heute sind es über 900 in der Schweiz. Letztes Jahr haben wir angekündigt, dass wir 1300 Agenturen anstreben. Für den Verwaltungsrat ist also klar, dass 800 bis 900 Poststellen in der Schweiz erhalten bleiben sollen. Es war nie die Rede davon, wie in Deutschland sämtliche Poststellen in Agenturen umzuwandeln. Das steht für den Verwaltungsrat nicht zur Diskussion. Wir sind überzeugt, dass wir mit dem angestrebten Mix von Poststellen, Agenturen und Hausservices wie neuen Formaten unseren Grundversorgungsauftrag flächendeckend erfüllen, wenn nicht gar übererfüllen.

Und die Kriterien für einen Härtefall?

Schwaller: Wir richten unser Netz nach bestimmten Kriterien aus. Dazu gehören Bezirks- und Kantonshauptorte, Siedlungs- und Entwicklungsschwerpunkte sowie Pendlerströme. Wir haben bei den Poststellen Handlungsspielraum, deshalb führen wir ja gerade mit den Kantonen und in einem zweiten Schritt mit den Gemeinden das Gespräch, um einen Härtefall, wie Sie ihn nennen, auszuloten. Auch informieren wir seit Anfang 2017 bei jeder Umwandlung die Bevölkerung an Informationsabenden. Der

Härtefall muss diskutiert werden können, der Erhalt einer Poststelle muss aber begründet sein. Es reicht nicht, zu sagen, dass man anderer Meinung ist als die Post.

Welches ist denn Ihre Definition eines Härtefalls? Nach welchen Kriterien geht die Post in diese Diskussionen?

Schwaller: Der entscheidende Punkt ist die Nachfrage. Es ergibt keinen Sinn, eine Poststelle aufrechtzuerhalten, wenn niemand mehr hingehet und diese nur noch fünf Stunden am Tag geöffnet ist. Aber nicht nur. In einem Tal kann ich mir beispielsweise vorstellen, dass es aus geografischen Überlegungen noch eine Poststelle braucht. Oder vielleicht verläuft die Strassenführung in einer Region so, dass man an gewissen Orten eine Poststelle belassen muss, die in vernünftiger Zeit erreichbar ist. Was verstehen Sie denn unter einem Härtefall?

Die Frage ist, was die Post als Härtefall bezeichnet.

Schwaller: So gestellt, setzt die Frage voraus, dass es am Ende Härtefälle geben wird, für die keine Lösung gefunden wurde.

Ein Härtefall in dem Sinne, dass eine Poststelle aus Sicht der Post eigentlich Kandidatin für eine Schliessung wäre.

Schwaller: Achtung, wir planen keine ersatzlosen Schliessungen. Wir wandeln traditionelle Poststellen in Agenturen um, die in der Regel längere Öffnungszeiten haben. Da sind nun die Gemeinden gefordert aufzuzeigen, warum es gerade bei ihnen eine traditionelle Poststelle zu erhalten gilt. Und damit meine ich eine Poststelle, die den ganzen Tag über geöffnet ist, nicht bloss fünf Stunden lang. Mir

Schwaller: Das behauptet auch niemand. Der Post-Verwaltungsrat verlangt nicht, das 180-Millionen-Franken-Defizit in eine schwarze Null zu verwandeln. Ziel ist es, dieses Defizit nicht weiter wachsen zu lassen. Wir sind nun einmal mit der Tatsache konfrontiert, dass die Menge der am Schalter abgegebenen Pakete und Briefe und der getätigten Einzahlungen zurückgeht. Bei einer Gemeinde käme es ja auch niemandem in



Ich habe noch nie gehört, dass vier Gemeindebüros aufrechterhalten werden, wenn vier Gemeinden fusionieren. Warum? Weil sich auch die Bedürfnisse der Gemeindebevölkerung verändert haben. Da kann man der Post nicht verwehren, sich anzupassen. Bilder: Céline Hoppler

ist ein gutes Einvernehmen mit den Gemeinden sehr wichtig, denn wir bieten beide Leistungen der Grundversorgung an. Und ich bin daran interessiert, dass wir gemeinsam Lösungen finden.

Die Rückmeldungen aus den Gemeinden sind zum Teil wütend und enttäuscht. Es herrscht vielerorts ein Gefühl, man werde vor vollendete Tatsachen gestellt.

Schwaller: Ich bin schon sehr erstaunt: Wir sind nun seit zwölf Jahren daran, Poststellen in Agenturen umzuwandeln. Diskussionen gab es bisher kaum. Nun haben wir letztes Jahr transparent über unser Vierjahresziel bis 2020 informiert, haben zwei Diskussionsrunden mit den Kantonen geführt, diskutieren ausführlich mit den Gemeinden. Wir wollen gemeinsam mit ihnen in den nächsten dreieinhalb Jahren Lösungen finden. Wir suchen auch verstärkt den Kontakt mit der betroffenen Bevölkerung und planen zudem, ab Herbst besser über die Angebote der Postagenturen zu informieren. Ich stelle nämlich fest, dass viele Personen die Angebote nicht kennen. Noch einmal: Es besteht Spielraum für 900 Poststellen, so will es der Verwaltungsrat. Wenn das System dann einmal steht, werden wir es evaluieren und unsere Erfahrungen sammeln. Ob wir die Diskussion in vier Jahren erneut aufnehmen, kann ich heute nicht sagen.

Es könnten in ein paar Jahren also auch weniger als 900 Poststellen sein?

Schwaller: Es gibt heute keine Pläne für weitere Umwandlungen. Die Kun-

denbedürfnisse verändern sich – teilweise in raschem Tempo. Die Post bekennt sich jedoch auch in Zukunft zu einem Netz mit eigenbetriebenen Postfilialen.

Sie sprechen von Information und Kommunikation. Gleichzeitig mussten Gemeindebehörden bis vor Kurzem noch eine Geheimhaltungsvereinbarung unterzeichnen.

Schwaller: Diese gibt es nicht mehr.

Sie sagen aus heutiger Sicht, dieser Ansatz sei unglücklich gewesen?

Schwaller: Ich will nicht die Vergangenheit beurteilen, sondern bin an der Zukunft interessiert.

Die Post hat die Vereinbarung aufgehoben.

Schwaller: Das hat sie, und ich denke, damit ist genug gesagt. Mich ärgert, dass man sich ausgerechnet jetzt auf die Post stürzt, da wir offen und transparent informieren und unsere Zahlen auf den Tisch legen.

Einverstanden. Aber wenn es darum ging, die Bevölkerung zu informieren, liess die Post die Gemeindebehörden allein.

Schwaller: Es ist nicht an mir, die Vergangenheit zu beurteilen. Festzuhalten gilt, dass wir Anpassungen vorgenommen haben. Unser Leiter des Poststellennetzes, Thomas Baur, war übrigens während Wochen fast jeden Abend mit seinem Team unterwegs in den Gemeinden, um Gespräche mit der Bevölkerung zu führen.

Gut. Die Post macht es jetzt also anders.

Schwaller: Ja, sie macht es anders. Etwas muss ich an dieser Stelle noch anfügen. Ich kenne die Gemeinden aus meiner eigenen Tätigkeit ja recht gut, war Präfekt, Regierungsrat und Ständerat. Auch auf den Gemeinden sah es vor 50 Jahren noch völlig anders aus, mit Schalterhallen und Milchglas und Stempeln und Kassenschrank und Formularen. Heute erhalte ich von der Gemeinde Mails statt Briefe, werde gebeten, Zahlungen elektronisch vorzunehmen. Und dann die zahlreichen Fusionen, die es gerade auch in meinem Kanton Freiburg gab und gibt: Ich habe noch nie gehört, dass vier Gemeindebüros aufrechterhalten werden, wenn vier Gemeinden fusionieren. Warum? Weil sich auch die Bedürfnisse der Gemeindebevölkerung verändert haben. Da kann man doch der Post nicht verwehren, sich an die veränderten Kundenbedürfnisse anzupassen.

Immerhin ein Drittel aller Poststellendienste betrifft Bargeldeinzahlungen.

Dafür bietet die Agentur keinen Ersatz.

Schwaller: Auf der Postagentur sind Auszahlungen bis zu 500 Franken möglich, und Einzahlungen können neben der Postcard mit allen gängigen Kartenmodellen getätigt werden – übrigens auch mit dem gelben Büchlein. Wer nun weiterhin bar einzahlen will, dem offeriert die Post ab September die Möglichkeit, dies zu Hause zu tun. Das ist kein Novum. Schon heute bedient die Post 300000 Häuser respektive rund eine Million Kunden mit dieser Dienstleistung. Die Barein-

zahlung am Domizil wird künftig in allen Ortschaften, die ausschliesslich über Postagenturen verfügen, angeboten.

Das heisst, dass man zu Hause auf den Pöstler warten muss.

Schwaller: Wer ausser Haus ist, kann die Einzahlung auch ausser Haus erledigen, wenn er das wünscht. Die Post will Verbesserungen anbieten, die Bareinzahlung zu Hause ist eine davon. Wer will, soll diese Dienstleistung in Anspruch nehmen können. Das zeigt doch, dass wir mit den Gemeinden nicht nur pro forma diskutieren, sondern die vorgebrachten Anliegen ernst nehmen. Auch die Aufgabe von Massensendungen für Gemeinden, Vereine und KMU wird ab September in den Agenturen möglich sein, wenn die Platzverhältnisse es zulassen. Die Zahl der Geschäftskundenboxen wird in den nächsten Jahren weiter ausgebaut. Neu bieten wir in Ortschaften mit Agenturen auch Einzahlautomaten an, damit etwa Metzger, Bäcker, Restaurantbesitzer oder Coiffeure kein Bargeld im Geschäft aufbewahren müssen. Massensendungen, Dienstleistungen für KMU: Die Post erbringt den Tatbeweis, dass sie die Forderungen der Gemeinden ernst nimmt.

Was, wenn sich in einer Gemeinde niemand findet, der eine Postagentur führen will? Dann bleibt das an der Gemeindeverwaltung hängen?

Schwaller: Es gibt auch den Hauszustellendienst, der wie gesagt bei 300 000 Häusern seit Jahren bestens funktioniert. Wenn am einen oder anderen Ort die Gemeindeverwaltung einspringt, schätze ich das natürlich. Aber häufig haben die Gemeindeverwaltungen auch nicht den ganzen Tag über geöffnet. Und es ist klar, dass der Aufwand nicht grösser sein darf als beispielsweise in einem Volg-Laden; das muss gut analysiert sein. Ganz generell aber scheint die Agentur ein interessantes Modell zu sein. Denn die Zahl der Angebote zur Eröffnung einer Postagentur übersteigt die Nachfrage bei der Post bei Weitem.

Aus einer Gemeindeverwaltung wird uns berichtet, dass die Leistungen der Post den Aufwand bei Weitem nicht deckten: Sie erhält 2000 Franken, während das Postgeschäft 50 bis 60 Stellenprozente ausmacht.

Schwaller: Sie sprechen die Gemeinde Leubringen an, die ich ja gemeinsam mit Thomas Baur, dem Leiter des Postnetzes, besucht habe. Ich habe mir das notiert, und wir werden Ende Jahr die Zahlen zu den Kundenbesuchen, den Briefen

und Paketen genau anschauen und, falls nötig, Korrekturen vornehmen.

Gleichzeitig muss der Kunde zufrieden sein. Mit welchen Qualitätskriterien garantiert die Post, dass er auf einer Agentur den gleichen Service hat?

Schwaller: Das Postgeheimnis gilt auch auf der Agentur. Ich verstehe nicht, warum man meinen sollte, die Verantwortlichen auf einer Agentur seien nicht qualifiziert. Sie werden von der Post ausgebildet. Ich höre und sehe auch bei eigenen Besuchen, dass das Personal kompetent und hilfreich ist, dass es sich Zeit nimmt, wenn jemand das erste Mal auf die Agentur kommt.

Uns ist ein Fall bekannt, da holte eine Kundin ziemlich entnervt ihr Paket nach zwei Tagen wieder von der Agentur ab, weil es die Besitzerin des Lädellis liegen gelassen hatte.

Schwaller: Ich kann nicht auf einen Vorfall reagieren, den ich nicht kenne und von dem ich noch nie etwas gehört habe. Hat sich diese Frau denn bei der Post gemeldet? Dann hätten wir nämlich eingreifen können. Ich als Kunde hätte sicher reagiert in so einem Fall.

Erhält die Post mehr Reklamationen, seit es Agenturen gibt?

Schwaller: Die Kundenzufriedenheit bei den Agenturen, die im Auftrag der Post alle zwei Jahre erhoben wird, liegt regelmässig sehr hoch. Auch bei der letzten Befragung im Jahr 2015 wurden Bedienung, Qualität, Zuverlässigkeit und Diskretion in den Agenturen mit 79 bis 83 von 100 möglichen Punkten bewertet. Damit übertrifft die Post die Vorgaben des Bundesrats. Besonders geschätzt werden in den Agenturen die langen Öffnungszeiten.

Die Post erwirtschaftet einen grossen Teil ihres Umsatzes durch den Verkauf von Papeterieartikeln und erweitert ihre Aktivitäten im elektronischen Bereich. Wie sehr ist die Post überhaupt noch Post?

Schwaller: Sie ist die beste Post der Welt. Und es sind nicht wir, die das feststellen, sondern der Weltpostverein mit seinen über 170 Mitgliedern. Wir haben das dichteste Poststellennetz der Welt, stellen an fünf Tagen der Woche Briefe und an sechs Tagen der Woche Zeitungen zu, erreichen bei der Pünktlichkeit über 98 Prozent, haben über 4000 Zugangspunkte in der Schweiz und 15 000 gelbe Briefkästen. Aber: Die Welt hat sich verändert. Auch ich kaufe mein Zugbillet über den iPad und meine Briefmarken per App. Und wenn ich der Steuerverwaltung einen Brief schreibe, werde ich per Mail gebeten, für Überweisungen E-Banking, aber bitte keine Einzahlungsscheine zu verwenden. Diese Entwicklung ist nicht aufzuhalten.

Die Post hat aber einen Auftrag zur Grundversorgung.

Schwaller: Ja, und den übererfüllt sie bei Weitem. Doch wenn sich die Post nicht verändern darf, setzt dies Tausende von Arbeitsplätzen aufs Spiel. Gerade dank den Agenturen können etliche Dorfläden noch überleben. Wir wurden sogar von einer Gemeindeverwaltung, die ich nicht namentlich nennen will, angefragt, ob die Poststelle nicht Aufgaben der Gemeinde übernehmen könnte. Das möchte ich lieber nicht, die Post soll nicht Konkurrentin sein, sondern eine Ergänzung. Auch für E-Voting sind wir legitimiert, denn wir bleiben beim Kerngeschäft der Post: Es geht um den Transport von Informationen, ob das nun physisch ist oder digital.

Interview: Denise Lachat

Die Forderungen des Gemeindeverbands

Der SGV hat sich in zwei Anhörungen zur Entwicklung des Poststellennetzes bei den zuständigen Kommissionen des National- und Ständerats dafür eingesetzt, dass die Gemeinden auf Augenhöhe einbezogen werden. Zudem verlangt der SGV mehr Spielraum bei der Erreichbarkeitsregelung. Die Erreichbarkeitskriterien müssen überprüft werden, die regionalen Gegebenheiten mehr Gewicht erhalten. Auch fordert der SGV, dass Agenturlösungen ein vollständiges Dienstleistungsangebot aufweisen und zu 100 Prozent ausfinanziert sind, insbesondere dort, wo die Agentur in die Gemeindeverwaltung integriert wird. Der SGV konnte seinen Standpunkt im Frühjahr zusätzlich gegenüber dem zuständigen Departement (UVEK) und zweimal gegenüber der strategischen und operativen Führung der Post einbringen. Verschiedene kantonale Gemeindeorganisationen sind in den letzten Wochen ebenfalls aktiv geworden. Der SGV strebt an, ihre diesbezüglichen Bemühungen im Spätsommer noch stärker zu koordinieren.

«Das Ortszentrum ist identitätsstiftend»

Die Belebung von Ortskernen und Altstädten ist ihr tägliches Brot. Als Geschäftsführerin des Netzwerkes Altstadt kennt Heidi Haag die Sorgen vieler Gemeinden. Nicht zuletzt wegen ISOS laufen die Drähte derzeit heiss.



Unten: Auch die Luzerner Kleinstadt Sempach wurde vom Netzwerk Altstadt beraten. Für die zeitgemässe Weiterentwicklung der historischen Kerne wurde Sempach mit dem Wakkerpreis 2017 geehrt.

Bild: F. Karrer/Schweizer Heimatschutz

Rechts: Die Anfragen an das Netzwerk Altstadt nehmen zu. Geschäftsführerin Heidi Haag beobachtet eine «eindeutige Sensibilisierung» bei Behörden und Planern. Bild: zvg.



Frau Haag, die Belebung von Innenstädten und Ortskernen beschäftigte viele Gemeinden in den letzten Jahren. Wie sieht die Situation heute aus?

Heidi Haag: Ich denke, dass sich in den Köpfen der Behörden und Planer viel getan hat. Dies beweist allein schon die hohe Zahl an Anfragen, die bei uns seit einiger Zeit eingehen: Es hat eindeutig eine Sensibilisierung stattgefunden. Die Städte und Gemeinden haben realisiert, dass sie die Herausforderung der Belebung der Innenstädte und Ortskerne nicht alleine meistern können. Mit unserem Beratungsangebot «Dialog Siedlung», zu dem auch das Netzwerk Altstadt gehört, unterstützen wir die Gemeinden. Mit dem Netzwerk Altstadt bieten wir ihnen Hand für Analysen und Strategien, wenn sich der Detailhandel zurückzieht und die Zentren veröden. Waren früher vor allem Stadt- und Ortsanalysen gefragt, wird heute der Ruf nach einer anschließenden Nutzungsstrategie immer lauter. Hier werden Eigentümer und Ladeninhaber in die Lösungssuche einbezogen.

Wozu überhaupt Diskussionen über die Belebung von Ortskernen?

Haag: Bekanntlich gibt es viele Ortskerne, in denen Geschäfte schliessen müssen, weil sie nicht mehr rentieren. Oder in denen leer stehende, vernachlässigte Häuser das Ortsbild prägen. Mancherorts kommt es zum berühmten Lädelersterben. Dann geht es darum, dafür zu sorgen, dass die Ortskerne trotzdem belebt bleiben.

Weshalb sind belebte Ortskerne überhaupt so wichtig?

Haag: Es entspricht einem Bedürfnis der Menschen, sich dort, wo sie wohnen, zu treffen. Auch an solchen Orten, die über keinen ausgeprägten Ortskern verfügen. Das Zentrum einer Gemeinde steht

in enger Verbindung mit dem Ortsbild, der Identität einer Gemeinde und dem Gefühl der Verbundenheit der Menschen, die in der Gemeinde leben. Das Ortszentrum ist somit identitätsstiftend und steht für den Charakter einer Gemeinde.

Ist die Belebung von Zentren vor allem eine Herausforderung für Altstädte, oder sehen sich auch Dörfer mit diesem Thema konfrontiert?

Haag: Altstädte sind in der komfortablen Lage, dass sie über ein Stadtzentrum, einen Kern mit historisch höchst wertvoller Bausubstanz verfügen. Hier geht es darum, dafür zu sorgen, dass der Kern belebt wird oder bleibt. Dörfer und Agglomerationsgemeinden aber bekunden oft Mühe, ein Zentrum zu definieren, das Identität schafft und über eine gewisse Dichte verfügt. Vor allem bei Agglomerationsgemeinden, die sich aus Strassendörfern entwickelt haben, fehlt es an der für ein Zentrum notwendigen Nutzungsdichte.

Was sind die grossen Herausforderungen, um verschlafene Ortskerne wieder zum Leben zu erwecken?

Netzwerk Altstadt

Das Netzwerk Altstadt ist Teil des Beratungsangebots Dialog Siedlung der Schweizerischen Vereinigung für Landesplanung VLP-ASPAN. Es ist ein Kompetenzzentrum für Altstadtfragen. Mit seinen Werkzeugen Stadtanalyse, Nutzungsstrategie und Gasclub unterstützt es Gemeinden, ihre Stadt- und Ortszentren zu beleben.

www.netzwerk-altstadt.ch

Haag: Der Detailhandel in den Zentren spürt die starke Konkurrenz durch den Onlinehandel und die grossen Einkaufszentren am Rande der Städte und Gemeinden. Diese Entwicklung lässt sich nicht mehr rückgängig machen. Folglich bringt man auch nicht mehr alle Geschäfte und Kunden zurück in die Innenstadt. Umso wichtiger ist es, Bedingungen zu schaffen, um den noch ansässigen Läden ein Auskommen zu ermöglichen. Auch Läden, die nicht wirklich einen Gewinn abwerfen müssen – wir nennen sie Paraläden –, tragen zur Belebung des Zentrums bei.

Oft bedeutet ja der Wegzug eines Grossverteilers an die Peripherie den Todesstoss für die Geschäfte in der Innenstadt...

Haag: Ja, das stimmt. Doch es gibt zum Glück auch Beispiele, wo es gelungen ist, einen Grossverteiler zurück in die Stadt zu holen. Ein solches ist Aarberg (BE). Nach einer Beratung des Netzwerkes Altstadt und mit der Unterstützung durch die VLP-ASPAN konnte die Stadt die Migros überzeugen, das leer gewordene Postgebäude zu kaufen und ein neues Geschäft zu bauen. Die Stadt hat sich dann dafür starkgemacht, dass der Eingang zum Supermarkt an einer für die Altstadt günstigen Stelle platziert wird.

Welchen Einfluss hat der Immobilienmarkt auf die Ortskerne?

Haag: Es gibt in den Altstädten wie auch Dorfkernen oft Liegenschaften, bei denen dringend Investitionen nötig wären oder bei denen sich eine intensivere Nutzung aufdrängt. Nicht selten sind die Eigentümer mit solchen Themen überfordert. Wir erhalten zurzeit viele Anfragen von Städten, Regionen oder Kantonen, die die Eigentümer im Umgang mit solchen Liegenschaften unterstützen möchten. Das Netzwerk Altstadt hat ein Analysewerkzeug zur Beurteilung von Liegenschaften entwickelt. Die Analyse zeigt auf, welche Zukunft das Haus haben könnte und was für Investitionen dazu getätigt werden müssten.

Gemeinden, die unter Ortsbildschutz stehen – Stichwort ISOS –, empfinden die Auflagen des Orts- und Denkmalschutzes oft als Korsett. Lässt dies eine Belebung und Verdichtung der Ortskerne überhaupt noch zu?

Haag: Zu diesem Thema laufen bei der VLP-ASPAN die Telefone derzeit heiss. Wir sind daran, für solche Fälle eine Arbeitshilfe zu erarbeiten mit dem Ziel, den Gemeinden Möglichkeiten im Umgang mit dem Ortsbildschutz aufzuzeigen. Das ISOS verhindert gute Lösungen nicht,

aber es braucht mehr Kreativität. Oft gelangen Liegenschaftseigentümer mit Projekten an die Behörden, die so nicht realisierbar sind. Wir plädieren dafür, Projekte mit erfahrenen Fachleuten zu erarbeiten und diese frühzeitig mit der Gemeinde und der Denkmalpflege zu besprechen. Heute bedarf es hierzu noch einer stärkeren Sensibilisierung der Hauseigentümer und Planer.

«Nicht überall ergibt es Sinn, um die Läden zu kämpfen oder sie zurückzuholen.

Dafür konzentriert man sich ganz auf das Wohnen und auf die Qualität des öffentlichen Raums.»

Gibt es Beispiele einer erfolgreichen Zusammenarbeit mit dem Netzwerk?

Haag: Es gibt viele Beispiele. Lichtensteig im Toggenburg (SG) hat die Instrumente des Netzwerkes beispielsweise umfassend genutzt und konnte damit erfreuliche Entwicklungen auslösen. Vom Wakkerstädtchen Sempach (LU) etwa, wo wir ebenfalls beratend tätig waren, durften wir kürzlich erfahren, dass die Bemühungen für die Belebung des Stadtkerns einiges ins Rollen gebracht hat. Natürlich ist es generell schwer, Nachfolger für leer stehende Läden zu finden. Es braucht einen ganzen Strauss von Massnahmen, aber auch aktive Behörden und Gewerbetreibende, die mit viel Ausdauer und Hartnäckigkeit an der Sache dranbleiben.

Was für Möglichkeiten gibt es, um Ortszentren zu beleben?

Haag: Der Verkehr ist ein wichtiges Thema: Soll er ganz aus der Innenstadt verbannt werden? Wie viele Parkplätze braucht es? Damit Läden in der Stadt existieren können, geht es vielerorts nicht ohne eine gewisse Anzahl Parkplätze. Der motorisierte Verkehr darf das Leben in einem Stadt- oder Ortskern nicht verdrängen. Er darf auf der andern Seite jedoch auch nicht ganz ausgeschlossen werden, sonst wirken die Stadt- und Ortskerne rasch verlassen. Nicht überall ergibt es Sinn, um die Läden zu kämpfen oder sie zurückzuholen, denn am Strukturwandel im Detailhandel kann man wenig ändern. In Kaiserstuhl (AG) beispielsweise, wo es seit längerem keine Geschäfte mehr gibt, konzentriert man sich auf das Wohnen und die Qualität des öffentlichen Raumes. Es gilt, eine gute Wohnsituation zu

schaffen. Die Behörden können dazu Hand bieten, indem sie zum Beispiel in geeigneten Gassen das Wohnen im Erdgeschoss von Altsdathäusern erlauben und die Nutzung des Strassenraums als Terrasse bewilligen. Die Gestaltung des öffentlichen Raumes bestimmt den Charakter eines Ortes. Hier können die Behörden für die Belebung wichtige Akzente setzen.

Wie sollen Gemeinden vorgehen, wenn eine lange Kantonsstrasse mitten durchs Dorf führt?

Haag: Das ist eine grosse Herausforderung. Eine lange Hauptstrasse mit Tempo 50 kann für angrenzende Liegenschaften eine Abwertung bedeuten. Gleichzeitig sind diese Strassen natürlich wichtige Lebensadern. Verkehrsberuhigungen in diesen Gebieten sind dringend nötig. Auch müssen die Strassenräume und Plätze aufgewertet und so die Aufenthaltsqualitäten erhöht werden. Bei den kantonalen Tiefbauämtern stösst man mit solchen Anliegen zum Teil noch auf Widerstand.

Welche Rahmenbedingungen braucht es, damit die Belebung gelingen kann?

Haag: Es braucht den Willen dazu und eine gehörige Portion Hartnäckigkeit. Hinter raumplanerisch erfolgreichen Gemeinden steht oft eine starke Persönlichkeit mit einem langen Atem. Solche Personen sind für Projekte dieser Art wichtig – unabhängig der Finanzen. Weiter müssen die Bevölkerung und allenfalls weitere Partner hinter dem Projekt stehen.

An welche weiteren Partner denken Sie?

Haag: Das Gewerbe nimmt eine wichtige Rolle ein, weil die Betriebe und Restaurants von der Situation im Ortskern oft direkt betroffen sind. Weitere Partner sind Liegenschaftseigentümer: An ihnen ist es, in die Häuser zu investieren und so den Ortskern zu beleben. Wichtige Ansprechpartner sind ferner die kommunalen, regionalen und kantonalen Wirtschaftsförderungsstellen. Mit dem Netzwerk Altstadt können wir beratend und unterstützend mitwirken.

Sie haben die Finanzen angesprochen. Trifft der Spruch «Ohne Moos nichts los» auch auf die Belebung von Ortszentren zu?

Haag: Ohne finanzielle Ressourcen ist es sicher schwieriger, das Ortszentrum zu beleben. Mit einer Beratung allein ändert man ja noch nicht viel, doch es ist der erste Schritt in die richtige Richtung. Deshalb kommt eine Gemeinde nicht darum herum, Geld für die Planung zu budgetieren. Interessanterweise gibt es aber auch Fälle, in denen mit wenig Geld bereits einiges bewirkt werden konnte.

Können Sie uns mehr dazu verraten?

Haag: Das Städtchen Kaiserstuhl veranstaltete auf Empfehlung des Netzwerkes Altstadt einen «Wohntag», an dem die zum Verkauf stehenden Häuser, Liegenschaften, die kürzlich renoviert worden sind, wie auch leer stehende Mietwohnungen zur Besichtigung geöffnet wurden. Der Wohntag wurde geschickt auf den Gratis-Tag des Zürcher Verkehrsverbundes gelegt und war ein voller Erfolg. Solche Anlässe tragen zur Sensibilisierung für einen Ort bei. Aber auch durch Veränderungen im öffentlichen Raum werden wichtige Zeichen gesetzt.

Für solche Massnahmen braucht es den Rückhalt in der Bevölkerung ...

Haag: Ja, das ist zwingend. Doch in der Regel liegt es auch im Interesse der Bevölkerung, wenn das Zentrum ihrer Gemeinde belebt wird.

Wann lohnt es sich zu investieren und wann nicht?

Haag: Meiner Meinung nach lohnt es sich immer. Einen Ortskern aufzugeben, würde wohl bedeuten, nicht mehr an die Gemeinde zu glauben. Lohnenswert ist es auch, Veränderungen im Ortskern anzugehen, wenn zum Beispiel die Sanierung der Kantonsstrasse auf dem Programm steht. Hier kann sich die Gemeinde frühzeitig einbringen und ihre Anliegen auf den Tisch legen.

Mit welcher Entwicklung rund um die Ortskerne rechnen Sie in Zukunft?

Haag: Die Schweizer Bevölkerung hat sich mit der Annahme des Raumplanungsgesetzes explizit für eine Siedlungsentwicklung nach innen ausgesprochen. Die Innenentwicklung kommt auch den Stadt- und Dorfkernen zugute, da sie die richtigen Orte sind, um die verschiedenen Nutzungen zu konzentrieren. Davon können auch Geschäfte profitieren.



«Mustergültige Renovation» mitten in der Altstadt: Das einstige Sempacher Rathaus ist heute Museum und Mehrzweckgebäude.

Bild: F. Karrer/Schweizer Heimatschutz

Interview: Fabrice Müller

Mit Burger und Bürgern gegen den Leerstand

Lieber «Pop-up-Restaurants» als eine leerstehende Taverne: Um die Altstadt lebendig zu halten, geht ein Verein im Toggenburger Städtchen Lichtensteig mit dem Segen und der Unterstützung des Gemeinderats neue kulinarische Wege.



Die zwei jungen Männer wirbeln durch die Küche, braten Speck, rühren Pesto an und formen Brötchen. Dann stapeln sie ihre Gourmetburger. Es herrscht geordnete Hektik, es sitzt jeder Griff. Das Team des «Toggen-Burgers» wird noch drei Tage lang die Küche der «Taverne zur Krone» betreiben, dann ist Schluss – nach nur einem Monat. Was anderswo als Scheitern gesehen würde, ist hier Absicht. Denn der gelernte Koch und heutige Filmstudent Severin Schönenberger ist seit Längerem der erste Gastgeber der «Krone», aber bis in einem Jahr sollen es ein rundes Dutzend gewesen sein.

Pop-up-Restaurants und Experimentierfreude als Chance

Wie viele Gemeinden hat auch Lichtensteig (SG) mit Leerstand zu kämpfen. Die Infrastruktur des mittelalterlichen Städtchens ist auf mehr Bewohner ausge-

richtet, als tatsächlich dort leben, radikale Umnutzungen sind in der denkmalgeschützten Altstadt aber kaum möglich. Bei der «Taverne zur Krone» stören dunkle Fenster besonders, denn das Gebäude liegt direkt am Eingang zur Altstadt. Nach dem Konkurs des letzten regulären Pächters fiel es der Gemeinde schwer, zügig einen Nachfolger zu finden. Aber zügig musste es gehen, denn mit dem Sommer stand auch die touristische Hauptsaison des Toggenburgs und damit auch Lichtensteigs an.

Dann die Idee: Bis Mitte 2018 sollen je einen Monat lang wechselnde Wirte die Krone übernehmen und sogenannte «Pop-up-Restaurants» in Zwischennutzung führen. Die Verwaltung stellt die Räumlichkeiten zur Verfügung, ein Verein kümmert sich als Bürgerprojekt um das Administrative und um die Werbung. Die Finanzierung ist durch ein zinsloses Darlehen gesichert. Die Gemeinde gewinnt

Der gelernte Koch und heutige Filmstudent Severin Schönenberger führt Küche und Team des Pop-up-Restaurants «Toggen-Burger».

Bild: Sascha Erni

so Zeit, um einen langfristigen Nachmieter zu finden, ohne dass das Lokal ein Jahr lang leer stehen muss. Und die Interessenten bekommen die Chance, kulinarisch zu experimentieren und mehr Geschäftsführungserfahrung zu sammeln. Die Anforderungen sind vergleichsweise bescheiden: ein stimmiges Konzept, Erfahrung im Gastrobereich – egal ob in der Küche oder im Service – und mindestens vier Tage die Woche Bewirtung der Gäste. Und das während eines überschaubaren Horizonts von bloss vier Wochen. Ein Thairestaurant im Herbst oder eine Fasnachtsbeiz im Februar? Funktioniert fleischlose Küche im Toggenburg, oder wie wäre es mit einer Fonduestube? Wenn die Idee überzeugt, soll alles ermöglicht werden.

Gemeinderat brachte Know-how zu Zwischennutzungen ein

Für das Projekt konnte der Gemeinderat auf das Know-how eines seiner Mitglieder, des Unternehmensberaters Martin Fricker, zurückgreifen. Er hatte mit der fricker-büro GmbH ein Konzept für die Zwischennutzung von leerstehenden oder unternutzten Gebäuden erarbeitet – ein generelles Konzept, das aber nach dem überraschenden Weggang des früheren Wirtepaars schnell auf die «Krone» umgemünzt werden konnte. Im April 2017 gab der Gemeinderat seine Zustimmung, der Verein «mini.beiz – Zwischennutzung» entstand. Und bereits im Juni legten Severin Schönenberger und sein Team als Erste los.

Auch wenn der Verein die Pächter aktiv unterstützt, sind die Geschäftsidee und

Der Monat ist um: Severin Schönenberger übergibt die Küche an den neuen Kurzzeitpächter Thomas Jost (links).

Bild: Mirjam Hadorn



deren Umsetzung Sache des temporären Gastgebers. Er bringt die Mitarbeitenden mit, kümmert sich um Speisekarte, Einkauf, Planung. Als Filmstudent war es für Schönenberger auch selbstverständlich, einen Werbespot auf YouTube zu produzieren. «Es ging schnell, aber wir hatten ein paar Monate Vorlauf», erklärt der 25-jährige. Er will beruflich eigentlich weg von der Gastronomie, arbeitet aber auch heute noch immer gerne in der Küche. Das Projekt habe ihn daher sofort angesprochen. «Für einen Monat einmal das eigene Restaurant zu führen, passt tiptopp. Es war eine tolle Erfahrung. Film und Küche haben viel gemeinsam», lacht er. Auch der Verein zeigt sich hoch zufrieden mit der ersten Zwischennutzung, wie Martin Fricker sagt. Fricker ist über-

zeugt, dass das Konzept auch bei anderen Gemeinden funktionieren kann. «Es muss ja nicht den Gastrobereich betreffen, sondern generell die Zwischennutzung von leerstehenden Liegenschaften.» Er erkennt heute in der Bevölkerung eine hohe Bereitschaft, solche Experimente einzugehen, spricht von einem gesellschaftlichen Trend. An den Gemeinden sei es, (Frei-)Raum zugänglich zu machen.

Das Interesse an der Zwischennutzung der «Taverne zur Krone» ist jedenfalls ungebrochen. Mit Thomas Jost stand Anfang Juli der nächste Pächter in den Startlöchern. Und der Kontrast könnte kaum grösser sein: Im Juli wurden statt Burger vegane Köstlichkeiten serviert.

Sascha Erni



Die denkmalgeschützte Altstadt von Lichtensteig im Toggenburg lässt keine radikalen Umnutzungen zu. Doch auch Zwischennutzungen wie die Teilzeit-Verpachtung der «Taverne zur Krone» sind eine Möglichkeit, um Ortskerne lebendig zu erhalten.

Bild: Sascha Erni

Der First Friday holt die Altstadt ins Zentrum zurück

Das Konzept stammt aus Hawaii, Erfolg hat es auch in Biel: Immer am ersten Freitag jedes Monats laden die Geschäfte der Altstadt zum gemütlichen Fest. Der First Friday wird auch von der Stadt unterstützt.



Die Sommernacht hat sich sanft über die Bieler Altstadt gelegt, doch die Menschengänge am Hotdog-Stand ist immer noch ellenlang. Wir haben Glück und ergattern gerade noch einen Hotdog und einen Becher Sangria, denn um 22 Uhr ist Schluss. «Hey Jungs, die Zeit ist um», ruft der Mann im blauen Securitas-Hemd den Bäckerei-Verkäufern zu. Bis 22 Uhr, so lautet die Regel, dürfen die schmucken Läden in der Bieler Altstadt geöffnet bleiben, immer am ersten Freitag im Monat.

Eine Plattform für die Altstadtläden

Der First Friday ist vor rund einem Jahr von drei Initiativen Bieler ins Leben gerufen worden mit dem Ziel, dem lokalen Gewerbe in der Altstadt eine Plattform zu bieten. Die Läden in der Altstadt gingen bei der Bevölkerung in Biel nämlich ein wenig vergessen. Dies liegt an der Lage der Altstadt, etwa zehn Gehminuten vom Bieler Stadtzentrum entfernt und durch eine Hauptstrasse von der Neustadt abgetrennt. Ausserdem haben etliche Läden begrenzte Öffnungszeiten, weil ihre Be-

treiberinnen und Betreiber auf ein zweites Standbein angewiesen sind. «Biel ist keine reiche Stadt», erklärt Christian Coetzee Klingler, die vor drei Jahren aus Südafrika in die Heimatstadt ihres Ehemannes gekommen ist und seit Anfang Jahr an der Schmiedgasse köstliches Bier braut.

Auch Cyndie Grisel, die mit Raphaël Jacot ein paar Meter weiter unten das «Batavia» eröffnet hat, steht von sieben Uhr morgens bis mittags im Laden und geht am Nachmittag einer anderen Tätigkeit nach.



Links: Hotdog, Vegiburger, Sangria und andere Köstlichkeiten: Die Besucherinnen und Besucher des First Friday stehen Schlange vor dem Stand von Mosimanns Beckerstübli.

Oben: Cyndie Grisel erzählt begeistert vom Konzept des neuen Altstadtladens.

Bilder: Céline Hoppler

Regionales, Saisonales, Handwerk

Am Abend unseres Besuchs steht vor dem Batavia ein junger Herr, der mit einem breiten Lachen das berühmte Bier der jurassischen Freiberge, das Bière Franches Montagnes, ausschenkt. Die Nacht ist warm, die Besucher sind durstig, und man sieht den gemütlich Schlenkernden die gute Laune an. Auf der Fensterbank hinter den grossen Schau fenstern des Batavia, auf denen in grossen, weissen Buchstaben «Épicerie moderne» aufgemalt ist, sitzen zwei Frauen

und trinken Cüpli. Vor ihnen verschiedene Regale mit bunten Lebensmitteln und Getränken, Apfelsidre aus Fribourg etwa. Daneben finden sich Dinkelmehl und Seeländer Linsen aus Epsach, in einem Korb liegen frische Zucchini und Auberginen. Cyndie Grisel strahlt hinter der Theke die Besucher an und erzählt sichtlich begeistert von ihrem neuartigen Konzept, das ganz bewusst auf Saisonales, Regionales und vor allem auf Althergebrachtes setzt. Auf Brot und Zopf aus alten Getreidesorten etwa. Der Landwirt,

der sie in Reconvilier gleich neben der Bäckerei anbaut, kommt gerade auf einen Sprung vorbei und wird herzlich begrüsst.

Das Netzwerk erweitert

Cyndie Grisel und Raphaël Jacot öffneten ihre Tore im August 2016 und nahmen gleich an der Septemberedition des First Friday teil. Der Anlass bietet ihnen die Möglichkeit, ihr Netzwerk zu erweitern und neue Leute kennenzulernen, erzählt Cyndie Grisel. Sie nähmen sich gerne die



Christien Coetzee Klingler nimmt sich nach Ladenschluss am First Friday Zeit, um den Besuchern ihr Handwerk zu erklären. Die kleine Brauerei ist seit Anfang Jahr in der ehemaligen Pferdemezgerei eingerichtet.

Bilder: Céline Hoppler

Zeit, um mit den Besucherinnen und Besuchern zu plaudern, etwas vom Schönsten für sie. Im Juni hingegen sei der Andrang derart gross gewesen, dass das gemütliche Ambiente des First Friday fast ein wenig verloren gegangen sei. «Mehr Besucher sollten es nicht sein», sagt sie mit einer Kopfbewegung hinaus auf die menschengefüllte Altstadtgasse und lacht. Insgesamt aber sei das monatliche Altstadtfest gelungen, auch wenn der Arbeitstag für die beiden jungen Unternehmer dadurch noch länger wird. Cyndie Grisel: «Die Leute entdecken das Angebot der Altstadt und können sicher sein, dass dann überall offen ist.» Und wenn die Besucherinnen und Besucher dann ausserhalb des First Friday wiederkommen, ist das Ziel erreicht.

Brauen in der alten Pferdemezgerei

Vor der Brauerei «La Marmotte» an der Schmiedgasse hat sich eine Traube

von Durstigen angesammelt. Kurz vor 22 Uhr wollen alle noch ein Bier, goldenes, bernsteinfarbenes, die Bedienung schenkt aus wie fleissige Ameisen und kommt doch fast nicht nach. «Ein Interview, jetzt?», fragt Xaver Bouvard entgeistert und schüttelt den Kopf. Es sei gerade etwas hektisch, sagt er und bittet uns, in einer halben Stunde wiederzukommen. «Dann hat auch die Chefin Zeit.» Eine halbe Stunde später wischt sich die Chefin, Christien Coetzee Klingler, die Hände an der Schürze ab und nimmt sich bereitwillig Zeit für uns. «Wir befinden uns hier in der alten Pferdemezgerei. Hier brauen wir seit Januar Bier.» Etwa das mit frischer Pfefferminze versetzte «La Coquine» oder «Le Vrai Mec» mit doppelt so viel Alkohol, wie die Unternehmerin stolz schmunzelnd erzählt. Biel ist der zweite Produktionsstandort der Brasserie, die von Klinglers Schwager 2008 in

Crans-Montana gegründet worden ist. «Der First Friday ist ein Fenster für das Gewerbe in der Altstadt», sagt Christien Coetzee Klingler. Unter der Woche hätten eben nicht alle Läden offen, La Marmotte beispielsweise nur sechs Stunden lang. Wenn am ersten Freitag des Monats dann aber neue Bekanntschaften geschlossen werden, erfahren die Interessenten, dass bei La Marmotte Degustationen, Besichtigungen oder Abholungen auch ausserhalb der Öffnungszeiten möglich sind. Das Fest lockt viele Besucherinnen und Besucher in die Altstadt, die sonst nicht den Weg bis hierhin gefunden hätten, sagt die Brauerin. «Am First Friday sehen sie, wie lebendig die Altstadt ist.»

«Robin Food» sammelt ein, was abgelaufen, aber längst noch essbar ist
Von der Entdeckungsfreude der Besucher profitieren auch die drei jungen

Frauen Franca Schaller, Natacha Steiger und Sara Mohammadi, die im Rahmen des First Friday ihr Projekt «Robin Food» bekannt machen dürfen. Ihr Stand steht ikonisch neben dem Gerechtigkeitsbrunnen, gleich noch eine Referenz an die englische Sagenfigur Robin Hood. Robin Hood nahm im Namen der Gerechtigkeit den Reichen, um den Armen zu geben. Robin Food wiederum steht für Lebensmittelgerechtigkeit: Die drei jungen Freiwilligen sammeln Restlebensmittel in Biel und Umgebung und stellen sie zur Weiterverwendung bereit. So steht zum Beispiel im Haus pour Bienne ein Kühlschrank, in dem nicht mehr für den Verkauf zugelassene, aber längst noch essbare Lebensmittel gelagert sind. Zudem veröffentlichen die Freiwilligen auf ihrer Facebook-Seite die aktuell verfügbaren Lebensmittel. Am Stand des First Friday sind die mit Gummibärchen und anderem Schleckzeug gefüllten Zellophanbeutel ein Renner bei den Kindern, die Eltern halten an und informieren sich. Und die drei Frauen sind so wieder einen Schritt weiter zu ihrem Ziel, ein Zeichen für einen sorgsamen Umgang mit Lebensmitteln zu setzen.

Auf Hawaii entdeckt

Das Konzept des First Friday hat Mitinitiator Reto Bloesch auf Hawaii entdeckt und war sogleich begeistert. Heute stellt er zufrieden fest, dass es offensichtlich auch in Biel funktioniert. Mit seinen zwei Kollegen kümmert sich Bloesch um die Kommunikation und die Werbung. Zudem holen sie bei der Stadt die nötigen Bewilligungen für den Alkoholausschank und die verlängerten Öffnungszeiten für das Gewerbe ein. Dadurch könnten sich die Gewerbetreibenden auf den Abend konzentrieren. Die Zusammenarbeit mit der Stadt bezeichnet Bloesch als sehr gut. Sie stehe voll und ganz hinter der Idee und unterstütze den als Verein organisierten First Friday mit 10000 Franken pro Jahr. Bloesch sagt: «Damit finanzieren wir zu einem grossen Teil die Bewilligungen.» Alle Einnahmen des Vereins würden zugunsten des monatlichen Events in der Altstadt verwendet. Die Kirchenglocken schlugen 23 Uhr. Obwohl die Läden seit bald einer Stunde geschlossen sind, herrscht in den Gassen noch reges Treiben. Die Altstadt lebt und pulsiert – nicht nur am First Friday, sondern immer öfter auch an den übrigen Tagen.

Fabrice Wullschleger, Denise Lachat

Infos:
www.firstfriday.ch



Freiwillige am Stand von «Robin Food» klären die Passanten über ihren Einsatz gegen Nahrungsmittelverschwendung auf (oben).

Schleckwaren schmecken auch noch nach Ablauf des offiziellen Verkaufsdatums – zur grossen Freude der Kinder werden sie gratis abgegeben (Bilder rechts).

Bilder: Céline Hoppler



Die Gemeinde Kloten hat ihre Wunschatmosphäre definiert

Die Nähe zu Zürich und zum Flughafen macht Klotens Gewerbe das Leben schwer. Die Behörden wollten das Problem mit einem «Wurf» lösen – und blitzten ab. Danach fragten sie, welche Atmosphäre denn zur Gemeinde passt.





Der Stadtplatz ist zum Zentrum von Kloten geworden. Eine Zentrumsmanagerin kümmert sich im Auftrag der Behörden darum, dass darauf regelmässig Anlässe stattfinden. Im Bild die Gartenausstellung «Artgarden».

Bild: Stadt Kloten

Es hätte ein Blickfang werden sollen. Ein segelartiges, rund 850 Quadratmeter grosses Dach aus hellem Beton sollte im Zentrum Klotens ein Zeichen setzen. Der Stadtrat und eine deutliche Mehrheit des Gemeinderates standen 2008 hinter dem Projekt. An der Urne scheiterte es jedoch: Über 56 Prozent der Stimmberechtigten lehnten es ab.

«Die Einwohner waren gegen einen grossen architektonischen Wurf», sagt Marc Osterwalder, Leiter Lebensraum und Sicherheit. Die Politik habe an ihren Bedürfnissen vorbeigeplant. «Der Entscheid kam für uns überraschend», erinnert sich Bauvorstand Roger Isler, der damals den Gewerbeverein präsidierte. Das Vorhaben habe die Unterstützung aller Parteien genossen. Dem Stimmvolk sei die geplante Betonkonstruktion offenbar zu markant gewesen.

Kloten hat die Lehren gezogen und den Prozess umgekehrt. Innovativ.

Aus der unerwarteten Niederlage zog Kloten Lehren. Die Gemeinde überdachte und veränderte ihren Planungsprozess: Sie konzentrierte sich zunächst auf das gewünschte Ergebnis. Sie beauftragte ein Meinungsforschungsinstitut und einen Markenentwickler damit, abzuklären, welche Ortsatmosphäre die Bevölkerung möchte. Erst auf dieser Grundlage führte sie in der Folge einen Architekturwettbewerb durch. Den teilnehmenden Teams konnte sie entsprechend klar vorgeben, wie sich der Ort entwickeln soll. «Wir gaben eine konkrete Bestellung ab», sagt Osterwalder. «Wir machten klar, dass wir uns etwas Bodenständiges wünschen, das zu Kloten passt.»

Der Stadtrat und die Verwaltung nahmen im zweiten Anlauf demnach eine aktivere Rolle ein. Sie traten den Architekten eher wie ein privater als wie ein öffentlicher Bauherr gegenüber. «Diese sind mit ihren Ideen auf dem Boden geblieben», sagt Osterwalder, «dank den präzisen Vorgaben.» Die Befragungen hatten gezeigt, dass die Bevölkerung ihren Wohnort als heterogen wahrnimmt – als



«Man soll sich gerne auf dem Stadtplatz aufhalten. Dass darauf regelmässig etwas stattfindet, ist aber noch nicht allen Leuten bewusst.

Barbara Schäfli, Eventmanagerin

«Eine Zentrumswirkung stellt sich nicht von heute auf morgen ein. Diese Entwicklung braucht Zeit.»

Max Eberhard, Präsident des Gewerbevereins und ehemaliger Bauvorstand



«sowohl als auch». So besteht Kloten sowohl aus dörflichen als auch aus urbanen Gebieten. Ruhige Strassenzüge wechseln sich mit verkehrsreichen ab. Manche Gebäude spiegeln die Boomzeit der 50er- und 60er-Jahre wider, andere entsprechen dem heutigen Zeitgeist. Anhand dieser Spannungsfelder definierten die Verantwortlichen vier Perimeter und legten fest, welche Stimmungen darin herrschen sollen. Sie einigten sich auf eine langfristige Strategie, die neben dem bereits realisierten Stadtplatz den Stadtpark, den Bereich um den Bahnhof sowie die zentralen Strassen umfasst.

Wo ist eigentlich der Dorfkern?

Weil ein historisch gewachsener Kern fehlte, musste allerdings erst definiert werden, wo künftig das Zentrum sein soll. «Wir verwendeten zwar den Ausdruck «Ich gehe ins Dorf», sagt FDP-Politiker Isler. Was dies genau heisse, sei bis zum November 2016 aber nicht klar gewesen. Erst mit dem Stadtplatz habe Kloten einen zentralen Treffpunkt erhalten. Er soll die Menschen zum Verweilen animieren und dazu beitragen, dass Cafés, Restaurants und Läden genügend Kundschaft haben. Die Klotener sollen wieder häufiger vor Ort einkaufen.

Zu wenig Wert auf Atmosphäre gelegt

Viele Konsumenten hätten in der Vergangenheit Naherholungsräume und

eine gewisse Gemütlichkeit vermisst, sagt Isler. Die Gewerbetreibenden haben seinen Ausführungen nach kaum in ansprechende Ladenlokale und Vorplätze investiert. Viele sahen angesichts der abnehmenden Kundenfrequenzen keinen Sinn darin, Geld in die Hand zu nehmen. Die Abwärtsspirale drehte sich. Die Bevölkerung kaufte zunehmend online, am nahen Flughafen, in Zürich oder in einem der grossen Einkaufszentren ein. Mehrere Detaillisten verschwanden. «Wir sind längst nicht mehr komplett», sagt Isler. Herrenkleider suche man in Kloten beispielsweise vergebens.

Um den negativen Trend zu stoppen, wertet die Gemeinde nicht nur den öffentlichen Raum auf. Sie geht auch aktiv auf Private zu. So setzt sie sich beispielsweise dafür ein, dass am Stadtplatz neben der Migros dereinst auch der Coop präsent sein wird. Dank ihrem Anstoss ist ein entsprechendes Bauprojekt aufgelegt worden, das zusätzliche Kunden in die Stadtmitte bringen soll.

Eventmanagerin engagiert

Um den Stadtplatz zu beleben, hat der Stadtrat zudem eine Zentrumsmanagerin angestellt. «Man soll sich gerne hier aufhalten», sagt Barbara Schäfli, die seit Anfang 2016 zu 50 Prozent tätig ist. Sie hat bereits zahlreiche Aktivitäten organisiert, darunter eine Gartenausstellung, eine Chilbi, ein grosses Musikfest, Thea-

ter- und Kinovorführungen. Sie kann dafür auf ein jährliches Budget zurückgreifen, das je nach Projekten variiert. Für externe Veranstalter übernimmt sie sämtliche Koordinationsaufgaben. Damit ist es etwa für Vereine einfacher geworden, selbst etwas auf die Beine zu stellen. Laut Schäfli kommen kulinarische, musikalische und gesellige Veranstaltungen besonders gut an. Bei den Besucherzahlen sieht die Eventmanagerin allerdings noch Potenzial. «Die Leute müssen erst merken, dass auf dem Platz regelmässig etwas stattfindet.»

Das brauche Zeit, sagt auch Max Eberhard, Präsident des Gewerbevereins und ehemaliger Bauvorstand. Eine Zentrumswirkung stelle sich nicht von heute auf morgen ein. «Man sollte künftig mit der Haltung auf den Stadtplatz gehen, dass dort bestimmt etwas läuft.»

Kleine Läden und Handwerker hätten es in Kloten stets schwer gehabt, sagt er. Das Internet habe das Einkaufsverhalten grundlegend verändert, der nahe Flughafen stelle mit seinem breiten Angebot und den langen Öffnungszeiten von jeher eine starke Konkurrenz dar. Umso wichtiger sei das Engagement der Politik für eine attraktive Innenstadt.

Unterschiedliche Reaktionen

Die Kundschaft habe sich seit der Eröffnung des Stadtplatzes nicht verändert, sagt Patrizia Di Caprio, Filialeleiterin der

«Die Politik hatte zunächst offensichtlich an den Bedürfnissen der Bevölkerung vorbeigeplant.»

Marc Osterwalder, Leiter Lebensraum und Sicherheit



«Wir verwendeten zwar den Ausdruck ‹Ich gehe ins Dorf›. Was dies genau heisst, war aber lange nicht klar.»

Roger Isler, Bauvorstand



Papeterie Köhler. «Wir merken noch nicht viel.» Das Engagement der Behörden findet sie jedoch positiv. Kritisch äussert sich Ursula Rist, die im Claro Weltladen arbeitet. «Manchmal ist etwas gar viel los», sagt sie und plädiert für mehr Ruhe sowie Freiraum. Der Platz ist ihr zu herausgeputzt. «Es wäre schön, wenn nicht jedes Pflänzchen gleich mit dem Fadenmäher beseitigt würde.»

Im zweiten Anlauf kaum Gegenwind

Alles in allem habe sich das Vorgehen bewährt, sagen die Verantwortlichen. Die Anliegen der Einwohnerinnen und Einwohner seien einbezogen worden; das erste Projekt – der Stadtplatz – habe daher kaum Wellen geworfen. Zur Akzeptanz beigetragen hat ebenso, dass die Zentrumsgestaltung etappiert und die Ausgaben entsprechend portioniert wurden.

Nach dem 3,9 Millionen teuren Stadtplatz sollen bis etwa 2023 der Stadtpark, der Bahnhofplatz sowie zentrale Einkaufsstrassen umgestaltet werden. «Es ist noch ein weiter Weg», sagt der stellvertretende Verwaltungsdirektor Osterwalder. Es sei anspruchsvoll, eine Strategie über 15 bis 20 Jahre zu verfolgen. Manchmal komme er sich wie ein Wanderprediger vor.

Ein Masterplan für die Zukunft

Dank der Gesamtschau wisse man immer, wie es weitergehe, ergänzt Isler. Er leitet das Ressort Raum und Umwelt seit Anfang Jahr und führt im Wesentlichen weiter, was sein Vorgänger Max Eberhard angestossen hat. «Ich kann mir nicht mein eigenes Denkmal setzen», sagt er schmunzelnd.

Natürlich bestehe die Gefahr, dass wechselnde politische Kräfte die Prioritäten änderten, räumt er ein. Umso wichtiger

sei es, die Vorteile des Masterplans immer wieder zu kommunizieren. «Um eine gewisse Qualität zu erreichen, müssen wir dranbleiben.»

Eveline Rutz

Anzeige

Wir machen das E-Government möglich.

Mit einfachen elektronischen Zahlungslösungen.
postfinance.ch/e-government oder Telefon +41 848 848 848 (Normaltarif).

PostFinance

Nahversorgung bringt Lebensqualität ins Dorf

Eine zeitgemässe Infrastruktur ist wichtig, um Ortskernen neues Leben einzuhauchen. Doch sie alleine reicht nicht aus, um die Lebensqualität dauerhaft zu sichern. Das zeigen die Beispiele von Langenegg (A) und Blauen (BL).



Am ersten Europäischen Forum Gemeindepower in Hohentannen (TG) präsentiert der Bürgermeister der österreichischen Gemeinde Langenegg, Kurt Krottenhammer, die Erfolgsgeschichte Langeneggs. Für das Forum wurde flugs eine Scheune zum Tagungssaal umfunktioniert.

Bild: Reto Lindegger

Mit der Ankündigung der Schweizerischen Post, dass in den nächsten Jahren Hunderte von Poststellen geschlossen und in Agenturen und andere Zugangspunkte umgewandelt werden sollen, hat das Thema Nahversorgung für viele ländliche Gemeinden, Gemeinden in den Bergregionen, aber auch für städtische Quartiere an zusätzlicher Brisanz gewonnen. Viele Gemeinden sorgen sich um das Grundangebot an Dienstleistungen, Einkaufsmöglichkeiten sowie an sozialen Treffpunkten, welche die Orts- und Quartierkerne lebendig erhalten und schlussendlich auch zur Standortattraktivität eines Ortes beitragen.

Trotz grossen Herausforderungen ergreifen nun viele Gemeinden eigene Initiativen, um den Negativtrend zu stoppen und ihre Zentren aufzuwerten. Das zeigte sich am ersten Europäischen Forum Gemeindepower, das Mitte Juni im thurgauischen Hohentannen stattfand. Über ein Dutzend Gemeinden aus der Schweiz und dem deutschsprachigen Europa trafen sich zum Erfahrungsaustausch über erfolgreiche und nachhaltige Dorfentwicklung. Nachfolgend werden zwei an der Tagung präsentierte Beispiele für innovative Lösungsansätze vorgestellt.

Langenegg im Bregenzerwald (A): vom Schlaf-Dorf zur florierenden Gemeinde

Die österreichische Gemeinde Langenegg liegt im Vorderbregenzerwald (Vorarlberg). Die Distanz zu den Städten Dornbirn und Bregenz beträgt je etwa 20 Kilometer. Die ländlich geprägte Gemeinde hat etwas über Tausend Einwohner. In den 90er-Jahren wurde in Langenegg in einem historischen Gebäude der Gemeinde ein Nahversorgerhaus errichtet. Das Angebot umfasst die medizinische Grundversorgung und verschiedenste Einkaufsmöglichkeiten. Doch trotz wiederholten Appellen gelang es nicht, die Bevölkerung davon zu überzeugen, wieder vermehrt vor Ort einzukaufen und so das lokale Gewerbe zu stärken. Bald wurde klar, dass infrastrukturelle Massnahmen alleine nicht reichen. So wurde eine Arbeitsgruppe gebildet, mit dem Ziel, die Lebensqualität in Langenegg zu steigern. Die Teilziele lauteten: Bevölkerung aktivieren, Unternehmer motivieren, das Image des Dorfes verbessern und die Identifikation der Bewohner mit ihrer Gemeinde stärken. Mit rund einem Dutzend konkreten Massnahmen wie Motivationsseminaren für Vereine, einer bewussten Willkommenskultur für Neuzugezogene oder Fotowettbewerben wurde das Projekt gestartet.

Gleichzeitig verlor das bestehende Lebensmittelgeschäft an Attraktivität. Der Besitzer stand kurz vor seiner Pensionierung, und aus der eigenen Familie wollte niemand das Geschäft übernehmen. Das Aus war absehbar. Die Gemeindeverantwortlichen aber beugten vor. Durch die Sicherung eines Baugrundes und der Finanzierung eines Neubaus wurde der Grundstein für eine florierende Zukunft gelegt. Heute steht der Dorfladen als architektonisch und ökologisch qualitätsvolles Passivhausgebäude und als Stolz der Einwohnerinnen und Einwohner in der Gemeinde. Zuvor wurde an einer Zukunftskonferenz mit der Bevölkerung definiert, was ein Dorfladen bieten muss, damit die Leute dort auch einkaufen. Langenegg führte sogar eine eigene Lokalwährung ein, die Langenegger «Talente». Die Massnahmen haben laut den verantwortlichen Gemeindebehörden dazu geführt, dass Langenegg von einem Schlaf-Dorf zu einer florierenden Gemeinde mit Lebensqualität geworden ist. Der Dorfladen stärkte das Wirgefühle. Auch wirtschaftlich ist die Entwicklung eine Erfolgsgeschichte, hat sich doch gemäss einer unabhängigen Studie die lokale Wertschöpfung in wenigen Jahren von 250 000 Euro (2008) jährlich um über eine halbe Million Euro auf 860 000 Euro



Das «Haus der Begegnung» (rechts im Bild) ist wesentliches Ergebnis der Dorfentwicklung von Blauen. Der Neubau hat 1,8 Millionen Franken gekostet und vereint Gemeindebüros, Dorfladen und Kindertagesstätte. Ein offizieller Name wird gemeinsam bestimmt. Bild: zvg

(2016) erhöht. Damit konnten mehrere Arbeitsplätze in der Gemeinde geschaffen werden. Langenegg hat 2012 den Europäischen Dorferneuerungspreis gewonnen.

Blauen (BL): mit Partizipation und Kommunikation zum Erfolg

Blauen liegt im Laufental im Kanton Basel-Landschaft und hat rund 700 Einwohner. Zu Beginn des neuen Jahrtausends stand die Gemeinde vor grossen Herausforderungen: Ein aufwendiges Meliorationsverfahren zur Zukunftssicherung der lokalen Landwirte und zum Schutz der ökologisch wertvollen Landschaft beanspruchte die Behörden in hohem Masse. In den letzten Jahren kamen neue Herausforderungen hinzu, insbesondere grosse finanzielle Zusatzbelastungen durch den Kanton sowie der demografische Wandel. Blauen hatte seit 2003 den geringsten Bevölkerungszuwachs im gesamten Amtsbezirk; entsprechend nahm die Überalterung überproportional zu. Der Gemeinderat entschied sich für eine Vorwärtsstrategie mit dem Ziel, Familien mit Kindern Blauen als Wohnort schmackhaft zu ma-

chen und damit einerseits den Finanzhaushalt zu stärken, andererseits für einen demografischen Ausgleich zu sorgen. Im Frühling 2012 informierte der Gemeinderat die Bevölkerung über die Finanz- und Strukturprobleme und lud sie gleichzeitig dazu ein, in einer Umfrage die Stärken und Schwächen wie auch die Chancen zur Zukunftsgestaltung darzulegen. Für die identifizierten Defizite wurden rasch Lösungsansätze entwickelt. So führte beispielsweise der Befund, die Bauvorschriften im Dorfkern seien zu restriktiv, zu einer Teilliberalisierung der entsprechenden gesetzlichen Grundlagen. Auch in Blauen war der Dorfladen gefährdet. Da bis dahin kein Tagesbetreuungangebot für Kinder vorhanden war, fiel der Entscheid für den Bau eines neuen Gemeindezentrums mit modernem Dorfladen und Kindertagesstätte. Wie in Langenegg reifte auch in Blauen die Erkenntnis, dass die blossere Bereitstellung von Infrastruktur nicht ausreichend ist, um Ortskernen oder ganzen Gemeinden wieder Leben einzuhauchen. So lautet die Devise in Blauen «mitreden, mitgestalten, mitentscheiden». Für den Gemeindepräsidenten

Dieter Wissler ist denn auch klar, dass die intensive Einbindung der Bevölkerung in einen offenen, konsensorientierten Kommunikationsprozess den Erfolg der Blauer Dorfentwicklung ausmacht. Die mangelnde öV-Anbindung etwa kompensiert Blauen mit einem innovativen kommunalen Mitfahrnetzwerk (vgl. auch Artikel in der Schweizer Gemeinde 1/2015). Alle diese Meilensteine sowie verschiedene Auszeichnungen sind der Grund, dass Blauen immer wieder als besonders innovatives Beispiel der Gemeindeentwicklung präsentiert wird. In den Medien, aber auch an schweiz- und europaweiten Tagungen. So zuletzt im Juni an der sehr gut besuchten ETH-Tagung zur Innenentwicklung, organisiert durch die Professur für Raumentwicklung. Besondere Berücksichtigung fanden an dieser Tagung übrigens auch die Gemeinden Romanshorn (TG), Marly (FR) und Manno (TI). Alle drei Beispiele sind filmisch dokumentiert und können unter <https://www.innenentwicklung.ethz.ch/filme/> angeschaut werden. Übrigens hat auch die Organisatorin des Gemeindepower-Forums, Hohentannen, mit ihrer Entwicklung in den letzten Jahren Schlagzeilen gemacht. Die Thurgauer Gemeinde hat verschiedene Auszeichnungen gewonnen und einen Teil der Preisgelder in den wiederkehrenden und offenen Wissens- und Erfahrungsaustausch investiert. Das unter der Leitung des Gemeindepräsidenten Christof Rösch ausgezeichnet organisierte Forum erlaubte es, sich in zwangloser Atmosphäre ein Bild der innovativen Gemeindeflandschaft zu machen. Einer Gemeindeflandschaft mit grossem Gestaltungspotenzial – wenn man ihr denn den nötigen Spielraum lässt.



Der grosszügige Dorfladen der Voralberger Gemeinde Langenegg stärkt das Gemeinschaftsgefühl der Bevölkerung. Sie hat vorgängig definiert, was er bieten muss. Bild: zvg

Reto Lindegger



Wie viel Verkehr braucht eine lebendige Innenstadt?

Sind verkehrsfreie Altstädte der Todesstoss für das Gewerbe? Das Beispiel der Wakker-Stadt Rheinfelden zeigt, welche Chancen und Herausforderungen verkehrsfreie Zonen mit sich bringen.

Die Marktgasse von Rheinfelden ist seit 1980 autofrei. Rheinfelden gehörte zu den ersten Schweizer Städten, die den Schritt wagten, verkehrsfreie Zonen in der Altstadt einzuführen.

Bild: Fabrice Müller

Grosse Freude letzten Sommer in der ältesten Zähringerstadt der Schweiz: Rheinfelden mit Gründungsjahr 1130 wurde mit dem Wakker-Preis des Schweizer Heimatschutzes ausgezeichnet. Gewürdigt wurde das vernetzte und langfristige Denken von Politik und Behörden mit dem Ziel, die Lebensqualität eines Ortes positiv zu gestalten. Der Schweizer Heimatschutz lobte die vorausschauende städtebauliche Strategie, den sorgfältigen Umgang mit dem historischen Stadtkern und die Förderung der Zusam-

menarbeit über Grundstücks-, Quartier- und gar Landesgrenzen hinaus. Die Grundsteine für diese Entwicklung Rheinfeldens wurden bereits vor Jahrzehnten gelegt. Dazu zählt unter anderem auch der Entscheid vor 36 Jahren, die Marktgasse als ein Teil der schmacken Altstadt als Fussgängerzone zu gestalten. «Wir gehörten damals zu den ersten Städten in der Schweiz, die es wagten, verkehrsfreie Zonen in der Altstadt einzuführen», sagt Stadtammann Franco Mazzi nicht ohne Stolz.

Verkehrskollaps vor der alten Rheinbrücke

Bevor weiter rheinabwärts die neue Autobahnbrücke nach Rheinfelden Baden eröffnet wurde, stellte der Verkehr die 13 140-Seelen-Stadt vor tägliche Herausforderungen. Rund 14 000 Fahrzeuge zwängten sich morgens und abends über die alte Rheinbrücke. Dabei verstopfte der Pendlerverkehr nicht nur die Zufahrtsstrasse zur Brücke, die direkt neben der Altstadt liegt, sondern auch die darum herum führenden Kantons-

LEBENDIGE ORTSKERNE: AUTOFREI?



Franco Mazzi, Stadtmann von Rheinfelden, ist stolz auf die Auszeichnung seiner Stadt mit dem Wakker-Preis des Schweizer Heimatschutzes. Bild: Fabrice Müller



Marco Veronesi, Präsident des Vereins Pro Altstadt Rheinfelden und Inhaber eines Optikergeschäfts in der Altstadt.

Bild: Fabrice Müller

strassen. Ein regelmässiger Verkehrskollaps war die Folge. «Dieser Pendlerverkehr brachte der Altstadt und ihren Gewerbebetrieben keine Wertschöpfung – im Gegenteil: Er verhinderte, dass die Kunden überhaupt in die Stadt gelangten», erzählt Franco Mazzi. Die 2006 eingeweihte Autobahnbrücke entschärfte die Situation spürbar. 2008 wurde die alte Rheinbrücke für den motorisierten Individualverkehr geschlossen und zur Flanierzone für Fussgänger, Stadtbuss, Velofahrer und Taxis. Völlig

autofrei ist die Rheinfelder Altstadt allerdings nicht: Zufahrtsstrassen wie etwa die Geiss- oder die Kupfergasse sind weiterhin befahrbar. Zu vorgeschriebenen Zeiten steht die Zufahrt für Lieferanten zu den Geschäften und Restaurants in der Marktgasse ebenfalls offen. Zwei grosse Parkings sowie ein Parkhaus am Rhein bieten insgesamt 535 Parkplätze für Autos und Motorräder. Neu wurden dieses Jahr – mit Ausnahme der Markt-gasse – sämtliche Strassen und Gassen in sogenannte Begegnungszonen mit

Höchstgeschwindigkeit 20 sowie Vortrittsrecht für Fussgänger umgewandelt. «Uns ist es wichtig, dass die Altstadt lebendig bleibt und auch Zufahrten mit dem Auto möglich sind», sagt Franco Mazzi. In diesem Sinne hat die Stadt zudem die maximale Parkierzeit von 30 Minuten auf den Parkplätzen der Altstadt auf zwei Stunden verlängert.

Veränderte Ladenstruktur

Die autofreie Markt-gasse wie auch die alte Rheinbrücke, über die man im Som-



Rheinfelden wird von der Basler Personenschiffahrtsgesellschaft täglich mit direkten Kursschiffen bedient. Bild: Fabrice Müller

mer auf das Inseli gelangt, sind beliebte Flanierzonen. Die regelmässigen Schiffsverbindungen der Basler Personenschiffahrtsgesellschaft bringen Touristen aus Basel in die Zähringerstadt. Sorgenfrei sind die Altstadt und ihre Gewerbebetriebe deswegen nicht. Einige Ladenlokale mussten in den letzten Monaten schliessen. Nachmieter werden gesucht – zum Beispiel für ein Herrenbekleidungsgeschäft in der Nähe der alten Rheinbrücke. Weiter oben kündigt eine Damenboutique den Ausverkauf an. «Die Ladenstruktur in unserer Altstadt hat sich verändert», sagt Franco Mazzi und beschreibt eine Situation, die viele andere Altstädte der Schweiz ebenfalls bestens kennen: Läden für den täglichen Bedarf wie etwa Metzgereien oder Bäckereien sind praktisch verschwunden. Nur noch zwei Geschäfte bieten Backwaren und Feinkost an. Alle anderen Lebensmittel gibt es in den beiden Grossverteilern, die so nah wie möglich an der Peripherie der Altstadt angesiedelt sind. Im Städtli haben sich indes Spezialgeschäfte wie Boutiquen, Bijouterien oder Dekoläden niedergelassen. Die traditionellen Gastronomiebetriebe haben es schwer – auch in Rheinfelden. Hier machen sie immer häufiger Cafés, Bistros oder Take-aways Platz. In den warmen Monaten beleben diese die Altstadt mit Strassencafés.

Genügend Parkplätze, gute Zufahrten, kundenfreundliche Parkgebühren

Die Schliessung der Altstadt, insbesondere auch der Marktgasse und der alten Rheinbrücke für den Autoverkehr war und ist in Rheinfelden nicht unumstritten. Man fürchtete um die Attraktivität der Altstadt für jene Kunden, die mit dem Auto zum Einkaufen fahren wollen. Einer, der die Situation in der Rheinfelder Altstadt genau beobachtet, ist Marco Veronesi, Inhaber von Veronesi Optik an der Marktgasse 20 und Präsident des Vereins Pro Altstadt Rheinfelden. «Wir haben keine Einwände gegen eine verkehrsfreie Marktgasse. Doch wir legen Wert darauf, dass die Zufahrtswege für Warenlieferungen gewährleistet werden und die Altstadtbesucher mit dem Auto möglichst einfach zu den Parkplätzen der Stadt gelangen.» Eine weitere Tendenz zu noch mehr Verkehrsberuhigungsmassnahmen und Einbahnstrassen lehne der Verein daher ab. Auch machten sich die Detaillisten der Altstadt für kundenfreundliche Parkgebühren stark. «Wir sind mit der jetzigen Verkehrssituation für die Kunden grösstenteils zufrieden. Noch verbesserungsfähig ist unserer Meinung nach das Parkplatzangebot für die Mitarbeitenden der Altstadtge-

schäfte», sagt Marco Veronesi und gibt zu bedenken: «Wenn umliegende Einkaufszentren wie etwa in Basel mit dem Auto einfacher angefahren werden können als Rheinfelden, haben wir das Nachsehen.» Dass sich manche Geschäfte derzeit wirtschaftlich in einer schwierigen Situation befinden, habe viele Gründe. Der starke Franken und der damit verbundene Einkaufstourismus nach Deutschland sei nur einer davon. Hinzu kämen das veränderte Einkaufsverhalten, hohe Mietzinsen für die Läden sowie hausgemachte Probleme der Ladenbesitzer.

Einsatz für eine lebendige Altstadt

«Wir sind gefordert, uns Gedanken zu machen, wie wir unser Städtli noch attraktiver und lebendiger machen können. Auch die Stadtbehörden sollten sich mit dieser Thematik auseinandersetzen», betont Marco Veronesi. Der Verein Pro Altstadt Rheinfelden engagiert sich für eine lebendige Innenstadt mit einem Mix aus Läden, Kunsthandwerk und Gastronomie. Regelmässig stehen Veranstaltungen wie «Frühlingserwachen», die Herbstmesse oder «Uestuehlete» auf dem Programm, mit denen Besucher in die Stadt gelockt werden sollen. Diese Anlässe erfreuen sich stets grosser Beliebtheit. Die Behörden legen laut Franco Mazzi Wert auf eine attraktive Gestaltung der öffentlichen Plätze, die jüngst ein «Facelifting» erfahren haben. Um die Nutzung der Allmend in der Altstadt für Veranstaltungen zu vereinfachen, wurden die Vorschriften liberalisiert. Seit dem ersten Januar 2016 darf die Allmend von den Gewerbebetrieben der Altstadt während des ganzen Jahres bestuhlt und genutzt werden. Raumplanerisch nehme die Stadt Einfluss auf die baulichen Entwicklungen, betont Mazzi. «Wir haben zwar eine strenge Bauordnung – auch als Folge gewisser Bausünden aus der Vergangenheit. Dafür befindet sich die Altstadt heute in einem hervorragenden Zustand.» Die Gefahr einer Musealisierung durch den Wakker-Preis bestehe nicht, weil die neue Ausrichtung des Preises ein Nebeneinander von Alt und Neu fördere.

Wakker-Stadt Laufenburg unter der «Käseglocke»

Etwas anders verlief die Geschichte im Städtchen Laufenburg, nur etwa 25 Minuten von Rheinfelden entfernt. Die Stadt wurde 1985 mit dem Wakker-Preis ausgezeichnet. Mittlerweile leidet die schicke Altstadt unter vielen leer stehenden und sanierungsbedürftigen Wohnungen. Zudem wurden viele Läden in der Altstadt geschlossen. Mit dem



Die alte Rheinbrücke ist ebenfalls autofrei und Teil der Flanierzone. Die Gewerbetreibenden pochen aber darauf, dass die Zufahrtswege für Warenlieferungen gewährleistet sind und die Altstadtbesucher mit dem Auto leicht zu den Parkplätzen der Stadt gelangen. Bild: Fabrice Müller

Bau der neuen Rheinbrücke und der Schliessung der alten Brücke für den motorisierten Individualverkehr ist die Altstadt von Laufenburg weitgehend autofrei. Um der Entwicklung entgegenzuwirken, hat der Stadtrat einen Massnahmenplan zur Altstadtnutzung entwickelt. Die Altstadt weist ein Investitionsvolumen von rund 200 Millionen Franken aus. Zehn Prozent davon will die

Stadt bis 2020 investieren, um aus der Laufenburger Altstadt eine qualitativ hochwertige Wohnstadt zu machen. Bis 2020 können so 56 Wohnungen in neun bis zehn Liegenschaften saniert werden. Die Stadtbehörden haben zudem die Bau- und Nutzungsordnung überarbeitet. Gemeinsam mit Liegenschaftsbesitzern, Investoren und Architekten möchte die Stadt in alte und sanierungsbedürftige

Liegenschaften investieren. Dadurch will der Stadtrat ein eindeutiges Signal aussenden, dass die Altstadt wieder attraktiver werden soll.

Fabrice Müller

Infos:
www.rheinfeld.ch
www.laufenburg.ch

Entscheidend sind Angebotsvielfalt, Atmosphäre und Sauberkeit

Wie sieht die Zukunft der deutschen Innenstädte aus, und was wünschen sich die Innenstadtbesucher von ihren Stadtzentren? Mit diesen Fragen beschäftigte sich 2015 die Untersuchung «Vitale Innenstädte» des Instituts für Handelsforschung (IFH) Köln mit verschiedenen Kooperationspartnern. Wichtigste Erkenntnis der Studie: Mit einer guten Innenstadtgestaltung, Atmosphäre und Erlebnischarakter können Städte ihre Attraktivität positiv beeinflussen. Die Innenstadtattraktivität ist den Besuchern offenbar mehr Wert als eine grosse Zahl an Parkplätzen. Zu ähnlichen Resultaten führte eine Studie der Industrie- und Handelskammer Hannover zum Thema «Erfolgsfaktoren von Fussgängerzonen». Die Angebotsvielfalt wurde fast durchgängig als das wichtigste Kriterium für eine erfolgreiche Fussgängerzone genannt. Daneben werden die Einkaufsatmosphäre, die Aufenthaltsqualität sowie Sicherheit und Sauberkeit stark betont. Die Erreichbarkeit hat – wider Erwarten – einen wichtigen, aber keinen herausragenden

Stellenwert für den Erfolg von Fussgängerzonen. «Dies dürfte vor allem darauf zurückzuführen sein, dass Probleme der Erreichbarkeit von den fundamentalen Faktoren Angebotsvielfalt und Qualität des Erlebnisraumes Fussgängerzone in den meisten Fällen überlagert werden», schreiben die Autoren der Studie.

Fussverkehr ist wichtig

Wie wichtig der Fussverkehr für die Innenstadt ist, ergab zum Beispiel eine Zählung des Tiefbauamts Luzern im Sommer 2012. Gemessen wurde der Fussgängerverkehr über die Brücken im Altstadtbereich. Durchschnittlich überquerten 80 000 Personen pro Tag die See-, die Kapell-, die Reuss- und die Spreuerbrücke sowie den Rathaussteg.

www.ifhkoeln.de
www.hannover.ihk.de
www.stadt Luzern.ch

fm

Hindernisfreier Zugang auch in historischer Umgebung

Hebebühnen, Lifte, Rampen und abgeschliffene Pflastersteine: Basel tut viel, um Menschen mit Behinderungen Hürden aus dem Weg zu räumen. Der Nachholbedarf ist trotzdem gross, gerade in kleineren Gemeinden.



Das berühmte Wackelpflaster der Stadt Basel schüttelt Velofahrer durch, Rollstuhlfahrer aber noch viel mehr. Auf dem Münsterhügel ist auf einem vier Meter breiten Weg das Pflaster abgeschliffen worden, um den Fahrkomfort zu erhöhen (vgl. Bild oben rechts). Bilder: Lucas Huber

Chikha Benallal verdreht die Augen, als sie an der Barfüssergasse in Basel aus ihrem Auto steigt. Die 51-jährige Baselbieterin klappt den Rollstuhl auf, an den sie wegen einer Kinderlähmung seit einer gefühlten Ewigkeit gebunden ist, wuchtet sich hinein, blickt sich um und schüttelt den Kopf. Gelb prangt das Rollstuhlpiktogramm unter ihrem Fahrzeug, Behindertenparkplatz an bester Lage. Eigentlich. Denn: Wie kommt sie nun vom Trottoir auf die Gasse, die zum Barfüsserplatz führt? Dort wird sie nämlich von Eric Bertels erwartet. Der führt heute die Bauverwaltung einer Zürcher Oberländer Gemeinde zu Basels hindernisfreien Gebäuden. Er will von Hintergründen und Stolpersteinen berichten, von Versäumnissen und Musterbeispielen, von Vorbildlichem und Verpasstem. Er will zeigen, wie Barrieren in denkmalgeschützten Gebäuden abgebaut werden.

Keine Rampe und auch kein Rämpchen Barrieren, wie Chikha Benallal vor einer sitzt. Diese misst nur ein paar Zentimeter, 15 vielleicht, doch weit und breit ist

keine Rampe zu sehen, und die bräuchte sie jetzt. Ein Rämpchen eigentlich genügte bereits, um das Trottoirbord zu überbrücken. Also nimmt Benallal, deren algerische Herkunft allein an ihrer Hautfarbe und dem wohlklingenden Namen zu erkennen ist, die Hürde mit Kraft. «Das geht, weil ich kräftige Arme und ein gutes Balancegefühl habe», sagt sie. Andere – Rollstuhlfahrer mit weniger Muskelkraft, aber auch gebrechliche Senioren und Kinderwagenstossende – stünden hier, sagt sie seufzend, sprichwörtlich am Berg. Und das direkt an einem Parkplatz, der eigens ausgeschrieben ist für Menschen wie sie. Oft, sagt sie darum, mangle es weniger am Baulichen als am Verständnis.

Frau Benallal, haben Sie dafür ein Beispiel?

Chikha Benallal: Ich wohne in Hölstein, Baselland. Die Gemeindeverwaltung ist rollstuhlgängig, was nicht selbstverständlich ist. Aber der Einwurf für die Wahlunterlagen hing derart hoch, dass ich nicht hochreichte. Ich machte die Ver-

waltung darauf aufmerksam – und bekam zu hören, ich könne mir ja helfen lassen.

Es fehlte das Verständnis, dass Sie nicht auf Hilfe angewiesen sein wollen.

Benallal: Genau. Trotzdem habe ich heute, mit 51 Jahren, das Gefühl, mich zum ersten Mal überhaupt in meinem Leben ganz und gar selbstständig bewegen zu können.

Dieses Verständnis ist in Basel vergleichsweise gross. Eric Bertels, der in Riehen BS ein Büro für hindernisfreies Bauen betreibt und Autor eines Buches zur Gleichstellung von Menschen mit Behinderung ist, stellt der Stadt am Rheinknie ein positives Zeugnis aus.

Herr Bertels, wie schätzen Sie den aktuellen Stand in Basel ein?

Eric Bertels: Basel hat das Soll erfüllt, praktisch sämtliche Behördengebäude sind heute hindernisfrei. Herausstreichen ist die Universität, die etwa zu 80 Prozent hindernisfrei ist.

Überhaupt habe Basel viel unternommen und entsprechend Gutes bewirkt. Wenn Bertels das sagt, kommt das einem Ritterschlag gleich, denn kaum einer in der Schweiz ist derart bewandert in der Materie; Bertels schult und bildet weiter, berät und doziert, konzipiert, beschafft Mittel und scheut auch die Auseinandersetzung mit Politik und Behörden nicht. «Das war früher schwieriger. Heute ist das Bewusstsein gross.» Und die Zusammenarbeit mit der Denkmalpflege habe sich vom einstigen Ringen zu einer Kooperation auf Augenhöhe entwickelt.

Was von immenser Bedeutung ist, denn Öffentliches wie Amtsstuben, universitäre Institute oder Museen befinden sich vorwiegend in historischen Gebäuden, das ist nicht nur in Basel so. «Dennoch gibt es nach wie vor grossen Handlungsbedarf», hebt Bertels den Mahnfinger. So sei in der Innenstadt kaum ein Restaurant wirklich barrierefrei, was den Zugang zum Lokal selbst wie auch zu den Toiletten betreffe. Ausserdem ruhten sich Behörden gern auf Geleistetem aus; «trotz grosser Fortschritte aber sind Rollstuhlfahrer noch immer stark eingeschränkt. Es ist ein steter Prozess.»

Hebebühne in Bodenplatten

Will man den Start dieses Prozesses an einem Datum festmachen, könnte es das Jahr 1980 sein. Damals wurde in Basel mit der Papiermühle, die heute das Papiermuseum beherbergt, das erste denkmalgeschützte Gebäude der Schweiz so umgebaut, dass es für Rollstuhlfahrer hindernisfrei zu befahren war. Natürlich führt Eric Bertels die Gruppe hier vorbei, lobend spricht er von Vorbildcharakter. Genauso, wie er auch zur Schlüsselzunft führt, einer gastronomischen Institution in Basel.

Hier wurde vor 15 Jahren ein Lift eingebaut, der allerdings nur über eine steile Gasse zugänglich ist. Chikha Benallal braucht Hilfe, um die Steigung zu überwinden. Den Umbau hat Pro Infirmis durchgesetzt, die Eigentümerschaft hatte in ihren Sanierungsplänen keinen Zugang für Rollstuhlfahrer vorgesehen. Es sind Beispiele wie dieses, die Benallal auf ihren eigenen Führungen «Streifzug Stolpersteine» für das Behindertenforum durchführt.

Von hier geht es zum Rathaus, architektonisches Heiligtum der Stadt. Weil die Denkmalpflege hier Lift und Rampe zur Überbrückung der Eingangsstufen untersagte, versteckt sich nun, leicht zu übersehen, eine Hebebühne in den Bodenplatten, die gerade ausser Betrieb ist, weil bei der Reinigung Wasser in die

Elektronik floss. Sie überwindet, so sie denn funktioniert, nicht nur die Höhe, sondern bewegt sich auch vorwärts, um die Treppe unter sich zu lassen. Drei Bühnen ähnlicher Bauart sind auch im Bundeshaus in Bern verbaut.

Den Rheinsprung hoch geht es jetzt an der Alten Universität vorbei. Um Rollstuhlfahrern den Zugang zu ermöglichen, wurde ein Nebeneingang zum Haupteingang ausgebaut und mit Automattüren versehen, bis auf ein Pausenzimmer sind sämtliche Räume hindernisfrei. Nur die vermeintlich kontrastreichen Streifen, die hier für Konturen der Treppenstufen sorgen sollen, damit Sehbehinderten das Treppensteigen leichter fällt, versagen ihren Dienst.

Holpriges Wackepflaster

Dann wird es holprig. Wenn man auf dem Münsterhügel angekommen ist, erstreckt sich eine beispiellose Fläche von Basels berühmter Wackepflasterung, zugehauenen Gestein aus dem Rhein, 14. Jahrhundert und Historie pur. Wenn sich Basel selbst definiert, dann über seinen Fluss, seine Fasnacht, seinen Fussballverein – und seine Wackepflasterung.

Wer gepflasterten Untergrund mit dem Velo überquert, wird ordentlich durchgeschüttelt; wer ihn im Rollstuhl befährt, sollte keinen Rahm im Gepäck haben, es schlägt ihn zu Butter. Auf dem ausladenden Münsterhügel allerdings lohnt sich ein genauere Blick. Der offenbart nämlich einen vier Meter breiten Weg, der sich nicht nur farblich von der umliegenden Pflasterung abhebt, sondern auch topografisch: Die Steine wurden abgeschliffen, um den Fahrkomfort für Rollstuhlfahrer zu erhöhen. Rollt Chikha Benallal darüber, schüttelte es noch immer gehörig, sagt sie: «Aber es ist Welten angenehmer als ohne Schliff.»

Gut gemeint, schlecht gelöst

Ein gutes Beispiel also, derweil das schlechte in Form der Jugendherberge Basel im Quartier St. Alban auf dem Fuss folgt. Einst Seidenbandfabrik, wurde das denkmalgeschützte Gebäude beim Umbau auf hindernisfrei getrimmt, allerdings nur vermeintlich. Denn die Zugangsbrücke ist ebenso steil wie lauschtig, die wuchtige Eingangstür kaum zu öffnen für jemand Sitzenden, die Rezeption ein monumentaler Wall – und auf der Rampe, die in den Frühstückssaal führt, drohe aufgrund des Gefälles von 25 Prozent ein Genickbruch, so Bertels. Vom Rollstuhllift daneben will er gar nicht erst reden. Denn allgemein rät sein Büro von besonderen Liftanlagen – wie übrigens auch automatischen

Flügelüren – ab. «Zu störungsanfällig», sagt er kurz und knapp und erinnert an die Hebebühne beim Rathaus.

Doch den Abschluss will Eric Bertels, der als Leiter eines Lagers für behinderte Kinder vor 30 Jahren zu seinem Lebens-thema fand, positiv gestalten. Darum entlässt er die Gruppe im Kunstmuseum, in dem zurzeit Werke aus dem Prado in Madrid gastieren. Das Gebäude sei ein Musterbeispiel hindernisfreien Bauens, sagt er. Nicht ohne zu erwähnen, dass die Schweiz – verglichen mit den USA oder Schweden etwa – mehr oder weniger Entwicklungsland sei, wenn es um die hindernisfreie Zugänglichkeit von öffentlichen Gebäuden geht. Für Menschen in Rollstühlen, an Rollatoren, mit Kinderwagen.

Lucas Huber

Infos:

Beratungsbüros für hindernisfreies Bauen:
www.hindernisfreies-bauen.ch

Führung «Hindernisfreies Bauen» mit Eric Bertels: www.ericbertels.ch

Führung «Streifzug Stolpersteine» mit Chikha Benallal: www.behindertenforum.ch



Die 51-jährige Chikha Benallal aus Baselland ist als Folge der Kinderlähmung auf den Rollstuhl angewiesen. Mit Hindernissen kennt sie sich aus.

Bild: Lucas Huber

So ein Seich!

Wo gebechert wird, wird auch gepinkelt – und der Hinterhof wird zur Latrine. Städte hadern mit dem freimütigen Urinieren in Hauseingänge, dunkle Gassen, Hecken und Parks. Von mobilen Pissoirs und Urinalen, die aus dem Boden fahren.



Zwei Urilifte am Bahnhof Winkeln (SG), die bereits seit 2010 im Einsatz sind.



Bilder: Fierz GmbH

Zivilisiertes Europa, Hort der feinen Lebensart, Heimat des Geistigen und Künstlerischen; zivilisiertes Europa, hast Hochkultur hervorgebracht, bist gebildet, edel, ehrenwert. Doch wenn die Lichter ausgehen in deinen Städten und die Blasen drücken, brechen die Dämme, und du wirst, mit wildem Strahl, zum öffentlichen Urinal. Und das ist nicht nur in den Sommermonaten ein Problem, der süsslich-herben Duftschwaden, die durch die Gassen wabern, etwa. Der Urin schadet Hauswänden hochgradig, ausserdem ist er ein hygienisches Verhängnis, weit weg von allen Zivilisationsansprüchen und Erregenschaften.

Amsterdam, Köln, Watford, St. Gallen

Doch es gibt Lösungen für all die leid- und uringeplagten Rabatten, Hecken, Hauseingänge und Unterführungen. Eine kommt aus den Niederlanden. Dort wurden chromstählerne Säulen entwickelt; Säulen, in die sich die Notdurft verrichten lässt – mehr oder weniger diskret, vor allem aber legal. Es sind versenkbare Urinale, sogenannte Urilifts. Tagsüber schlummern sie im Untergrund, man wähnt allenfalls einen Kanaldeckel unter seinen Füßen. Kommt aber die Nacht – oder finden Veranstal-

tungen statt –, fahren die Pissoirs per Knopfdruck hoch, 25 Sekunden dauert das. In Amsterdam finden sich solche Urilifts, in Köln, im britischen Watford – und in St. Gallen.

«Problematik des Wildpinkelns gelöst»

Hier wurden 2011 die ersten beiden und bis heute einzigen Urilifts der Schweiz installiert, weil, wie Andreas Schmutz vom St. Galler Hochbauamt unumwunden sagt, zuvor «alles verpinkelt wurde». Am Bahnhof Winkeln kommen sie vor allem während Fussballspielen zum Einsatz. Für Schmutz erfüllen sie ihren Zweck optimal: «Dank den Urilifts haben wir die Problematik des Wildpinkelns praktisch gelöst.» Die versenkbaren Toiletten hätten überdies bis heute technisch keinerlei Probleme bereitet, seien unkompliziert in Unterhalt und Reinigung und sogar von Vandalismus verschont geblieben.

80 000 Franken haben die Anlagen in der Anschaffung gekostet – insgesamt anstatt pro Stück, weil es die ersten in der Schweiz waren. Andreas Schmutz streitet nicht ab, dass es sich um die Luxusvariante handelt. «Aber sie ist effizient, Reklamationen gab es bis heute nicht – und wenn sie nicht gebraucht werden, stören sie auch nicht.»

Bern gibt jährlich 100 000 Franken für Reinigung aus und prüft das Uritrottoir

In Laubengänge und verwinkelte Gassen urinierende Nachtschwärmer halten – buchstäblich – auch Bern in Atem. Sicherheitsdirektor Reto Nause spricht von Reinigungskosten von rund 100 000 Franken jährlich. Darum hat auch die Hauptstadt die Installation von Urilifts angeordnet, allerdings schnell wieder verworfen, weil die versenkbare Apparatur mit den Infrastrukturen im Untergrund kollidieren würde.

Stattdessen prüft man in Bern – wie übrigens auch in Lausanne – nun ein anderes System, das seit vergangenem Februar am Gare de Lyon in Paris für Furore und vor allem Erleichterung bei Harnbedrängten sorgt: das Uritrottoir. Ganz Frankreich und insbesondere Paris kämpft nämlich mit den «papis sauvage», den Wildpinklern, die die Stadt der Liebe besonders nach durchzechten Nächten heimsuchen.

Hier soll das Uritrottoir elegant Abhilfe schaffen – und hat gemäss der «New York Times» das Potenzial, ein Renner zu werden. Auch der «Guardian» hat schon über den knallroten Blumentopf mit der seitlichen Urinalöffnung und der mitunter dicht-floralen Bepflanzung berichtet. So ist das Uritrottoir nämlich

nicht nur unübersehbar auch für den betrunkensten Zeitgenossen; es macht auch den Blumenfreunden Freude.

Derweil befindet sich in seinem Unterbau eine Mischung aus Stroh und Sägespänen sowie einem hohen Kohleanteil, um den beissenden Geruch, den Urin von Natur aus verströmt, zu binden. Das Prinzip ist denkbar einfach: Blase entleeren und Pipi zu Stroh, woraus schliesslich Kompost wird. Und die obenauf gedeihenden Blumen werden bei jedem Besuch ganz nebenbei gedüngt. Mit dem Slogan «Pisse en Peace» wirbt der Hersteller entsprechend keck. Rund 3000 Euro kostet ein Uritrottoir.

Das Uritrottoir gibt es in verschiedenen Ausführungen, die grösste ist für 600 Notdurften ausgelegt, also rund 240 Liter Männerurin. Die Schöpfer des Blumentopfurnins, die Industrieschmiede Faltazi aus Nantes, kalkuliert nämlich mit einer durchschnittlichen Pipimenge von 400 Millilitern pro Gang zum Blumentopf. Sind die Kapazitäten ausgeschöpft, schlägt das elektronische Überwachungssystem Alarm.

Wann und ob die Pipi-Blumentöpfe nach Bern kommen, kann Dominique Steiner, stellvertretende Leiterin der Berner Orts- und Gewerbepolizei, noch nicht sagen. Eine Präsentation im Juni habe das Interesse geweckt, so Steiner, doch man stehe noch ganz am Anfang und könne keine Aussagen machen. «Ausserdem hat auch der Bund ein Wort mitzureden.» Und mit welcher Gemächlichkeit die politischen Mühlen mahlen, weiss man gerade in Bern vortrefflich.

In Zürich sieht man von Urinoir-Lösungen ab – aus Gründen der Gleichberechtigung. Praktisch aber gibt es – neben den vier seit Jahren fix installierten Pissoirs der Stadt – an der Langstrasse ein mobiles Pissoir, das sich 2016 bewährt hat und darum auch in diesem Sommer wieder Urin in rauen Mengen aufnimmt, an Spitzentagen gut und gern 800 Liter. «Das Pissoir entlastet die Strassen und Hinterhöfe massiv», sagt Alexandra Heeb, Leiterin des städtischen Projekts Nachtleben. «Wir wissen, dass die Situation nicht ideal ist und Frauen benachteiligt sind. Aber es gibt keine bessere Lösung.» Die holländische Firma hat nun zwar auch einen «Urilady» im Angebot, doch das Pissoir ist platzsparend, eine geschlossene Kabine braucht dieselbe Fläche wie sechs Pissoirs. Und eben: Männer pinkeln wild. Trotzdem ist es eine rechtliche Grauzone, denn: Wo eine Toilette für das eine Geschlecht ist, gehört eigentlich auch eine für das andere hin.

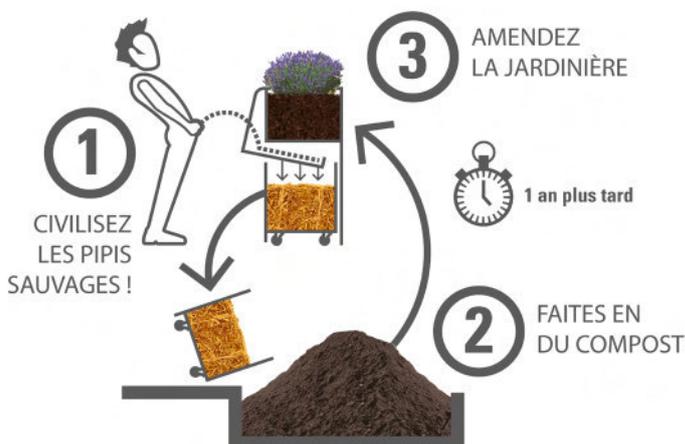
Zum Teil hohe Bussen für Wildpinkler

Im Grunde aber geht es um die Lösung eines Problems. Und dieses Problem kommt nicht nur die Städte teuer: Es kann auch den Wildpinkler treffen, denn sein Vergehen ist strafbar. Basel und Solothurn etwa büssen Wildpinkler mit 50 Franken, St. Gallen und Zürich mit 60 Franken. 100 Franken sind es in Biel und Luzern, 120 in Lausanne – und gar 200 in Genf und Bern.



Auffällig rot, damit der richtige Kübel getroffen wird: Beispiel eines Urinoirs. Bild: Faltazi

Lucas Huber



Das Uritrottoir sorgt seit Februar am Gare de Lyon in Paris für Furore. Das Prinzip ist denkbar einfach: Der Urin fliesst auf das Stroh, woraus schliesslich Kompost wird. Damit lässt sich ein Jahr später der Blumentrog bepflanzen. Eine Mischung aus Stroh und Sägespänen sowie einem hohen Kohleanteil bindet den beissenden Geruch, den Urin von Natur aus verströmt.

Bilder: Faltazi

Events können transparent und fair unterstützt werden

Welche Veranstalter werden von der Gemeinde unterstützt, wer erhält wie viel und warum? Das EPI-Bewertungstool der Universität Bern schafft Transparenz und vermeidet Unstimmigkeiten, wie das «Saaner Modell» zeigt.



Beachvolleyball geht auch ohne Meeresstrand. In Saanen-Gstaad wird auf der Alp gespielt.

Bild: Swatch Beach Volleyball, Major Series

Öffentliche Institutionen wie Gemeinden, Kantone und Bundesämter, aber auch Dachverbände und Destinationen sehen sich vermehrt mit Anträgen auf finanzielle Unterstützung von Events konfrontiert. Auf der Suche nach einer möglichst fairen, transparenten und wirkungsvollen Unterstützungspraxis sowie einer systematischen Beurteilung hat die Forschungsstelle Tourismus am Center for Regional and Economic De-

velopment der Universität Bern (CRED-T) am Beispiel der Einwohnergemeinde Saanen einen Event Performance Index (EPI) entwickelt.

Gesuche transparent bewerten

Die Destination Gstaad-Saanenland weist ein vielseitiges und attraktives Portfolio von Anlässen auf. Dieses reicht von der Viehschau des lokalen Viehzuchtvereins bis hin zum internationalen



Tennisturnier J. Safra Sarasin Swiss Open oder zum Menuhin Festival. Die Einwohnergemeinde Saanen unterstützt eine Vielzahl von Anlässen, um die Attraktivität der Region zu steigern und den Ganzjahrestourismus zu fördern. Den sechs Grossanlässen, J. Safra Sarasin Swiss Open Gstaad, Gstaad Menuhin Festival & Academy, Hublot Polo Gold Cup Gstaad, Country Night Gstaad, Swatch Beach Volleyball und Sommets

Musicaux de Gstaad, kann eine besondere regionalwirtschaftliche Bedeutung zugeschrieben werden.

Die Ausarbeitung der neuen vierjährigen Leistungsvereinbarungen für die Grossanlässe bewegte die Einwohnergemeinde Saanen dazu, von CRED-T ein Bewertungstool für Anlässe erarbeiten zu lassen. Das Ziel war es, zukünftige Gesuche um finanzielle Unterstützung von den Veranstaltern transparenter, strukturierter und differenzierter zu bewerten und daraus den entsprechenden monetären Unterstützungsbeitrag abzuleiten.

Sieben Kriterien zur Bewertung

Die Portfolioanalyse der bewilligten Gesuche für die Jahre 2012–2015 zeigte folgendes Bild: Insgesamt wurden die Anlässe mit rund 5,7 Millionen Franken unterstützt. Ungefähr 30 Prozent gingen an die kleinen und mittleren Anlässe, die restlichen 70 Prozent an die sechs Grossanlässe. Um die Anlässe bewerten und daraus die entsprechende finanzielle Unterstützung durch die Gemeinde bestimmen zu können, mussten passende Kriterien für das Bewertungstool bestimmt werden. Um die Praxistauglichkeit der Bewertungskriterien zu überprüfen, wurde das Bewertungsraster in einem Workshop mit Vertretern der Grossanlässe und der Gemeinde diskutiert. Der partizipative Prozess führte zum Bewertungstool mit folgenden sieben Schlüsselkriterien: Grösse des Anlasses (G), Wirtschaftliche Bedeutung (W), Touristische Bedeutung und Image (T), Innovationskraft (I), Bedeutung der Netzwerkeffekte (N), Partizipation und sozialer Austausch (P), Ökologische Belastungen (Ö). Die Messung der Kriterien «Grösse des Anlasses» (G) und «Wirtschaftliche Bedeutung» (W) erfolgt durch die numerische Erfassung der Tagesfrequenzen aller Beteiligten (Zuschauer, Aktive/Betreuer, OK/Helfer, Medienvertreter, Gäste von Sponsoren/VIP) beziehungsweise der Tagesausgaben pro Teilnehmer in Schweizer Franken. Diese beiden quantitativen Angaben werden anschliessend zu Grössenkategorien

und deren Punktwerten zugeordnet. Die weiteren fünf Kriterien wurden qualitativ eingeschätzt und mit einem Punktwert zwischen 1 und 5 bewertet. Die Punktwerte der einzelnen Kriterien führen zum sogenannten Event Performance Index (EPI), der sich wie folgt berechnen lässt:

$$\text{EPI} = (\text{G} \times \text{W}) + (\text{G} : 2 \times \text{T}) + 2 \times \text{I} + \text{N} + \text{P} - (\text{G} : 4 \times \text{Ö})$$

Je höher der Index, desto mehr Geld

Die erreichte EPI-Punktzahl zeigt die Unterstützungswürdigkeit eines Anlasses an. Je höher der EPI, desto stärker sollte der Anlass durch die öffentliche Hand unterstützt werden. Die Berechnungsformel weist dabei unterschiedliche Gewichtungen der Kriterien auf. Die wirtschaftliche Bedeutung, die touristische Bedeutung/Image sowie auch die ökologischen Belastungen werden mit der Grösse des Anlasses multipliziert. Die regionalwirtschaftliche Bedeutung der Anlässe rechtfertigt diese stärkere Gewichtung der wirtschaftlichen und touristischen Auswirkungen. Die relativen ökologischen Belastungen werden ebenfalls mit der Grösse des Anlasses multipliziert. So werden die ökologischen Gesamtbelastungen abgebildet. Sie werden in der Formel als negativer Wert eingerechnet und reduzieren bei schlechter Erfüllung somit die EPI-Punktzahl. Die Innovationskraft als wichtiger Faktor eines Anlasses wird doppelt gewichtet. Erfüllt ein Anlass alle Kriterien optimal, kann eine maximale Punktzahl von 165 EPI erreicht werden.

Zusätzlich zu den sieben Kriterien besteht für die Gemeinde oder Destination die Möglichkeit, bei neuen Anlässen, die als Starthilfe einer grösseren Unterstützung bedürfen, das Kriterium der Anschubfinanzierung anzuwenden und dadurch den Unterstützungsbeitrag zu erhöhen.

Zwei Varianten der Entschädigung

Zur Berechnung der Entschädigung stehen zwei Varianten zur Verfügung: Die lineare Entschädigungsvariante multipli-



Wirtschafts-, Sport- und Kulturförderung: Die Gemeinde Saanen-Gstaad unterstützt so Unterschiedliches wie (von links oben im Uhrzeigersinn) Beach Volley, Tennis, Country, Polo oder klassische Musik. Bilder: Swatch Beach Volleyball Major Series/Melanie Duchene, J. Safra Sarasin Swiss Open Gstaad/Valeriano Di Domenico, Country Night Gstaad, Hublot Polo Gold Cup, Gstaad Menuhin Festival, Sommets Musicaux/Miguel Bueno

ziert den EPI-Grundwert, der durch die Bewertung der Kriterien und die Anwendung der EPI-Formel errechnet wurde, mit der EPI-Entschädigungsbasis (Entschädigung pro EPI-Grundwert). Die EPI-Entschädigungsbasis wird politisch festgelegt und orientiert sich an den verfügbaren finanziellen Mitteln der Gemeinde oder der Destination. Diese EPI-Entschädigungsbasis kann für Grossanlässe und mittlere Anlässe unterschiedlich hoch angesetzt werden. Eine solche Unterscheidung rechtfertigt sich durch das unterschiedlich grosse Ausmass der wirtschaftlichen Effekte der Anlässe. Während mit der Unterstützung von Grossanlässen eher die Wirtschaftsförderung im Zentrum steht, zielt die Unterstützung der mittleren Anlässe

eher auf die Sport- und Kulturförderung ab.

Die grössenabhängige Entschädigungsvariante berücksichtigt die überdurchschnittlich hohe wirtschaftliche Bedeutung der grossen Anlässe, deren wiederkehrenden Charakter sowie die Schwierigkeit, einen hohen EPI zu erzielen. Dies wird erreicht, indem der EPI-Grundwert in zwölf Grössenkategorien mit kategorien-spezifischen EPI-Grössenfaktoren eingeteilt wird. Durch den Grössenfaktor steigt die Entschädigung mit steigendem EPI-Grundwert stärker an. Die Festlegung der EPI-Entschädigungsbasis geschieht in dieser Variante ebenfalls durch einen politischen Entscheid, kann aber für grosse und mittlere Anlässe einheitlich ausfallen.



Leitfaden für andere Gemeinden oder Destinationen

Das Bewertungstool, das für die Einwohnergemeinde Saanen konzipiert wurde, lässt sich in ähnlicher Art und Weise auch auf andere Gemeinden, Destinationen oder Organisationen übertragen. Die Kriterien des EPI und dessen Berechnung sind destinationsunabhängig. Die EPI-Entschädigungsbasis in Schweizer Franken ist hingegen als destinationspezifisches Element anzusehen. Dieser Geldbetrag wird durch einen politischen und/oder budgetabhängigen Entscheid der Gemeinde, Destination oder Organisation festgesetzt. Bei bestehenden Eventportfolios können Mittelerrhöhungen oder -verminderungen daher transparent begründet werden. Ein Leitfaden

soll als Unterstützung für andere Gemeinden und Destinationen dienen. Er enthält detaillierte Angaben zum EPI und umfasst in drei Teilen die Grundlagen zu Events und deren mögliche positive oder negative Auswirkungen, die Anleitung zur Bewertung der sieben EPI-Kriterien und die Erläuterung des Prozesses zur Unterstützung von Events auf den unterschiedlichen administrativen Ebenen.

Monika Bandi, CRED-T, Universität Bern

Infos:

Der Leitfaden zum Event Performance Index kann bei der Forschungsstelle Tourismus der Universität Bern unter info@cred.unibe.ch zum Preis von 20 Franken bezogen werden.



So wird das Risiko für ein Hochwasser berechnet

Der Klimawandel ist im vollen Gange. Es wird immer wärmer und nasser. Spezialisten versuchen vorherzusagen, ob und wo die zunehmend starken Regenfälle zu Überschwemmungen führen. Eine komplexe Aufgabe angesichts der Vielzahl von Faktoren.



Links: Der Grosse Aletschgletscher 1880 vom Hotel Belalp aus fotografiert. Rechts: Die gleiche Sicht im Jahr 2010.

Fotos: Hanspeter Holzhauser/Raphael Schmid

Im Bundesamt für Umwelt (BAFU) werden täglich Hochwasserprognosen, sogenannte Abflussvorhersagen, erstellt. Daten erhalten die Prognostiker des BAFU vom Bundesamt für Meteorologie und Klimatologie MeteoSchweiz und einem Messnetz von über 250 Messstellen, die den Abfluss in den Gewässern messen. Dieses Abflussmessnetz betreibt das BAFU selbst. Zusätzlich stehen dem BAFU verschiedene Wettermodelle zur Verfügung, die von MeteoSchweiz mehrmals pro Tag geliefert werden. Ein solches Wettermodell heisst COSMO-1. In einem Netz mit einer Maschengrösse von einem Kilometer Breite und Länge werden an allen Eckpunkten Daten zu Temperatur, Niederschlag, Druck, Windrichtung und -stärke vorhergesagt. Die Voraussage gilt für 30 Stunden und wird alle drei Stunden neu gerechnet. Das Modell COSMO-7 stellt Prognosen für drei Tage, ein weiteres europäisches Modell solche für zehn Tage zur Verfügung. Alle Abfluss-, Wetterdaten und Wettermodelle fliessen in ein hydrologisches Modell ein, das die sogenannten Abflussganglinien für die nächsten Tage

errechnet. Und mit diesen Prognosen können die Prognostiker beurteilen, wie gross die Gefahr für ein Hochwasser ist.

Fünf Gefahrenstufen

Dabei kommt ein fünfstufiges Gefahrensystem zum Tragen: Grün bedeutet keine oder geringe Gefahr, Gelb mässige, Orange erhebliche, Rot grosse und Dunkelrot sehr grosse Gefahr. Diese Skala gilt für alle Naturgefahren, die von den Fachstellen des Bundes überwacht werden: Erdbeben, Frost, Gewitter, Hitze, Schnee, Lawinen, Regen, Strassenglätte, Waldbrand, Wind und eben Hochwasser. Die täglich erstellten Abflussprognosen, Wochenvorhersagebulletins sowie die Hochwassergefahrenkarten können ab 9 Uhr auf der Website des BAFU (www.hydrodaten.admin.ch/de) eingesehen werden. In kritischen Situationen (ab Stufe gelb bei Hochwasser und orange bei allen anderen Gefahren) werden Warnungen der Naturgefahrenfachstellen des Bundes an die Nationale Alarmzentrale (NAZ) übermittelt. Die NAZ leitet diese an die Kantonspolizei der betroffenen Regionen weiter. Bei Ereignissen

der Stufe 4 und 5 kann eine Single-Official-Voice-Warnung (SOV-Warnung) erlassen werden. Die staatlich konzessionierten Radio- und TV-Stationen sind verpflichtet, SOV-Warnungen so rasch wie möglich zu verbreiten. Damit ist eine breite Information der Bevölkerung sichergestellt. Zusätzlich erscheint bei einer Warnung auch noch ein Naturgefahrenbulletin. Dieses beschreibt das Ereignis detaillierter und erscheint um 11 bzw. um 17 Uhr.

Feinverteilung der Warnungen

Die Kantonspolizei des Kantons Bern betreibt eine eigene kantonale Alarmierungsplattform und stellt für das ganze Kantonsgebiet die Verbreitung von Warnungen sicher. Die Kantonspolizei verteilt die Warnungen, die sie von der NAZ erhält, an die Regierungsstatthalterämter und auf Wunsch auch an die Feuerwehrinspektoren und -inspektorinnen. Die Regierungsstatthalterämter sind für die Weiterverteilung an die Gemeinden zuständig. Zusätzlich erfolgt eine Weiterleitung an das kantonale Amt für Wasser und Abfall (AWA). Bei eingehenden

Alarmen von den Pegelstandsmessstationen im Kanton Bern (automatische Alarme) werden durch die Regionalen Einsatzzentralen der Kapo Bern die zuständigen Feuerwehren direkt alarmiert.

Heftige, lokal begrenzte Gewitter überfordern die Kanalisation

Im Fall vom Jahrhunderthochwasser in Schangnau im Juli 2014 gab es tatsächlich eine Gewitterwarnung. «Was uns aber überrascht hat und auch nicht vorhersehbar war, sind die Heftigkeit und die lokale Begrenztheit dieses Gewitters», sagt David Volken, Hochwasserprognostiker beim BAFU. Wegen der flachen Druckverteilung blieb das Gewitter stationär während vier Stunden über dem Dorf Bumbach und der angrenzenden Region hängen. Auch in diesem Frühsommer waren einige Gemeinden von starken Regenfällen und Überschwemmungen betroffen. Die Kanalisation ist vielerorts nicht für die Aufnahme von solch grossen Wassermengen in kürzester Zeit ausgelegt. Volken gibt zu bedenken, dass davon ausgegangen werden müsse, dass solche Starkregen in der Zukunft häufiger auftreten würden, was statistisch auch belegt werden könne.

Grund für die grössere Gefahr von starken Niederschlägen sei der seit 1850 beobachtete Temperaturanstieg. Bis heute betrage dieser zwei Grad in der Schweiz, und in den nächsten 85 bis 90 Jahren sei mit weiteren zwei Grad zu rechnen. Wärmere Luft könne aber auch mehr Feuchtigkeit speichern, was zu stärkeren Niederschlägen führe. Mit der steigenden Schneefallgrenze fällt der Niederschlag immer mehr in Form von Regen und fliesst schnell ab. Deshalb sei auch im Winter vermehrt mit Hochwasserereignissen zu rechnen. Grundsätzlich verschiebe sich das Klima von Italien zu uns in die Schweiz, erklärt Volken. Diese Entwicklung hat weitreichende Folgen für die Gletscher in der Schweiz.

Gletscherschmelze lässt Temperaturen noch weiter ansteigen

Die ansteigende Schneefallgrenze führt dazu, dass die Gletscher kleiner werden, und der Wegfall von Eis- und Schneemasse führt zu einem noch stärkeren Temperaturanstieg. Denn beim Schmelzen wird weniger Wärmeenergie gebraucht, womit diese in eine Erhöhung der Lufttemperatur übergeht. Deshalb ist in den Bergregionen mit einem im Vergleich zum Mittelland höheren Temperaturanstieg zu rechnen. Wenn der Permafrost schwindet, hat dies auch Auswirkungen auf die Stabilität von Berghängen. Das heisst, es muss ver-

David Volken: Der Hochwasserprognostiker vom BAFU ist bei Hochwasser häufig direkter Ansprechpartner der Einsatzkräfte.

Bild: zvg



mehrt mit Murgängen gerechnet werden. Grundsätzlich rechnen die Prognostiker bis zum Jahr 2050 mit einer stetigen Zunahme von Schmelzwasser aus den Gletschergebieten. In den nachfolgenden Jahrzehnten wird das Schmelzwasser abnehmen: Das Wasserreservoir aus Eis und Schnee schmilzt weg.

Prognosen im Realitätscheck

«Obwohl die Wettermodelle immer besser und genauer werden, wird die Prognose von Hochwasser nicht einfacher», weiss Volken. Es sei schlicht unmöglich, ein Hochwasser zehn Tage im Voraus exakt vorausszusehen. Jeder Faktor, welcher im Realitätscheck von der Prognose abweiche, könne einen grossen Einfluss auf die Wassermenge haben. Ist zum Beispiel die Schneefallgrenze höher als prognostiziert und liegt Schnee im Einzugsgebiet, ist entscheidend, in wel-

chem Zustand sich die Schneedecke befindet. Ist sie durchnässt, kann sie kein zusätzliches Wasser mehr aufnehmen, und der Regen fliesst direkt ab. Als weiteren wichtigen Faktor nennt Volken den Grad der Sättigung des Bodens mit Feuchtigkeit. Gerade das Beispiel des Unwetters in Schangnau habe gezeigt, wie verheerend sich ein in kurzer Zeit zum dritten Mal auftretender Regenfall auswirken könne. Informationen aus den betroffenen Gebieten und deren Erfahrungswerte mit anderen Ereignissen im Gebiet seien deshalb sehr wichtig bei der Beurteilung einer Hochwassersituation. Volken ist deshalb im Ereignisfall häufig direkt in Kontakt mit den Einsatzkräften vor Ort. Auch hier gilt die in Notfallorganisationen bekannte Devise: In Krisen Köpfe kennen.

Corinne Aeberhard

The screenshot shows the website 'Aktuelle Naturgefahren' with a navigation menu at the top: 'Aktuelle Naturgefahren', 'Umgang mit Naturgefahren', 'Vergangene Ereignisse', and 'Über uns'. Below the menu is a search bar and a 'Schnellsuche' button. The main content area is titled 'Aktuelle Naturgefahrensituation in der Schweiz' and includes a date 'Aktualisiert am: 15.03.2017, 15:45'. A search box for 'Ortsname / PLZ' and 'Ort suchen' is present. The central feature is a map of Switzerland titled 'Hochwassergefahr' with a green overlay. To the right of the map is a legend for 'Gefahrenstufen' with five levels: 5 (Sehr grosse Gefahr, red), 4 (Grosse Gefahr, orange), 3 (Erhebliche Gefahr, yellow), 2 (Mässige Gefahr, light green), and 1 (Keine oder geringe Gefahr, dark green). Below the legend are links for 'Allgemeine Erläuterung der Gefahrenstufen' and 'Allgemeine Verhaltensempfehlungen'. At the bottom, there is a section for 'Absolutes Feuerverbot auf der Alpensüdseite' with a warning icon and text: 'Massnahme in Kraft im Kanton Tessin, Miox, Calancatal, Pusclav und Bergell'. A 'Welters Informationen' link is also present.

Alles im grünen Bereich. So präsentiert sich die Hochwassergefahr am 16. Juli 2017.

Die Seite www.naturgefahren.ch informiert über die aktuellen Warnungen. Screenshot: BAFU

Hochwassermanagement in komplexer Konstellation

Ein Extremhochwasser könnte auch zentrale Gebiete in der Stadt Zürich überschwemmen. Nach dem Einbau eines Schwemmholzrechs an der Sihl stehen weitere Entscheide zum langfristigen Hochwasserschutz an.



Wäre beim Unwetter von 2005 das Niederschlagszentrum über dem Einzugsgebiet der Sihl gelegen, wäre es zu grossflächigen Überflutungen der Zürcher Innenstadt und des Hauptbahnhofs gekommen. Das Wasser wäre auf einer Fläche von rund fünf Quadratkilometern bis zu einem halben Meter hoch gestanden. Denn grosse Teile von Zürich liegen auf dem Schwemmkegel der Sihl, einem

natürlichen Überschwemmungsgebiet. Die Gefahrenkarte und Analysen des Schadenpotenzials zeigen, dass das Überflutungsgebiet auf dem Sihlschwemmkegel eines der grössten Hochwasserrisiken der Schweiz aufweist. Vor allem deshalb, weil das Schadenpotenzial stark zugenommen hat: Die Zahl der Gebäude in Zürich hat sich seit dem letzten grossen Sihlhochwasser

von 1910 vervielfacht. Bei einem Extremhochwasser betrüge der Schaden gemäss Schätzungen bis zu 5,5 Milliarden Franken.

Gross angelegtes Projekt

2007 initiierte der Kanton Zürich das Projekt Hochwasserschutz Sihl, Zürichsee, Limmat. Das Projekt steht unter der Leitung der Abteilung Wasserbau



Das Gebiet beim Zusammenfluss von Sihl und Limmat ist heute dicht besiedelt. Der Hochwasserschutz musste angepasst werden.

Bild: zvg

nale Gebäudeversicherung. Die Projektpartner engagieren sich gemeinsam dafür, den Hochwasserschutz entlang von Sihl und Limmat unter Einbezug des Zürichsees zu optimieren und die Risiken zu minimieren. Einige Massnahmen, welche sich aus den Analysen der verschiedenen Projektgruppen ergeben haben, wurden bereits umgesetzt:

- **Vorabsenkung von Seen für den Hochwasserrückhalt:**

Die Pegel von Zürich- und Sihlsee können vor einem drohenden Hochwasser abgesenkt werden. Die beiden Seen dienen während starker Niederschläge als Rückhaltebecken. Die Vorabsenkung beginnt drei bis vier Tage vor einem voraussehbaren Unwetter. Dadurch steigt der Pegel der Sihl bzw. der Limmat bereits vor dem Unwetter stark an, während die Witterung möglicherweise noch freundlich ist. Die zuständigen Feuerwehren schreiten in solchen Fällen die Flussufer vorgängig ab und warnen gefährdete Erholungsuchende, damit diese nicht von den Fluten überrascht werden. Die Vorabsenkung wurde bereits zweimal praktiziert und konnte zumindest in einem Fall grössere Schäden verhindern.

- **Optimierung der Notfallplanung und -organisation:**

Die Abläufe, Aufgaben, Verantwortlichkeiten und Kompetenzen von Bund, Kantonen und Gemeinden wurden aufeinander abgestimmt, die Warnung und Alarmierung optimiert sowie die Zusammenarbeit von Feuerwehr und Polizei verbessert.

- **Baulicher Hochwasserschutz und Renaturierung:**

1) Limmatauen Werdhölzli: Hochwasserschutz und Renaturierung zwischen dem Stauwehr Zürich-Höngg und der Autobahnbrücke bei Oberengstringen (Einweihung September 2013).

2) Sanierung des Linthwerks zwischen Walen- und Zürichsee (Hochwasserschutz und Revitalisierung; Gemeinschaftswerk der Kantone Glarus,

Schwyz, St. Gallen und Zürich, Einweihung April 2013).

3) Platzspitzwehr in Zürich: Erneuerung der alten Holzbeplankung im Winter 2013/14, damit der sichere Betrieb bis zum geplanten Ersatzneubau gewährleistet ist. Das Wehr in der Limmat dient der Regulierung des Zürichsees und zur Wasserkraftnutzung durch das Kraftwerk Letten.

Der Schwemmholzrechen

An der Sihl gibt es indes ein Problem, das alle Massnahmen zum Hochwasserschutz wirkungslos machen könnte: Verstopfungen durch Schwemmholz an kritischen Stellen wie Brücken oder den Durchlässen unter dem Hauptbahnhof Zürich. Diese Verstopfungen mit Schwemmholz hätten Ausuferungen zur Folge. Aufgrund der Schwemmholzfahrt hat der Kantonsrat 2015 einen Kredit von knapp 26 Millionen Franken für einen Schwemmholzrechen in der Sihl genehmigt. Nach einer Bauzeit von zwei Jahren ist der Schwemmholzrechen seit diesem Frühling einsatzbereit. Seither sind Langnau am Albis, Adliswil und Zü-

Der Rechen in Zahlen

Abmessungen

Länge 350 m, Breite 5 bis 35 m

Stäbe

67, Höhe: 3,0 bis 4,5 m
Durchmesser: 0,4 m

Abstand zwischen den Stäben

3,7 m

Fassungsvermögen Rückhalteraum

12 000 m³ (Lockervolumen)

Schwemmholzrechen einsatzbereit

Seit April 2017

Kosten

Rund 25 Millionen Franken

des Zürcher Amts für Abfall, Wasser, Energie und Luft (AWEL). Die umfassende Planung zur Verbesserung des Hochwasserschutzes erfolgt unter Einbezug der Kantone, Bezirke, Gemeinden und Planungsgruppen an Sihl, Zürichsee und Limmat. In der Begleitgruppe vertreten sind auch der Bund, die SBB, Umwelt- und Naturschutzorganisationen sowie die Kanto-

So gehen Gemeinden beim Schutz vor Naturgefahren als Gewinner hervor

Hagel, Sturm und Überschwemmungen verursachen in der Schweiz Gebäudeschäden von durchschnittlich 275 Millionen Franken pro Jahr. Informieren Gemeinde- und Baubehörden frühzeitig über geeignete Schutzmassnahmen bei Um- oder Neubauten, sparen sie sich und den Bauherren Kosten und viel Ärger.

Parterrewohnungen unter Wasser, Morast im Keller, überschwemmte Strassen: Die Bilder, die wir im Sommer immer wieder am Fernsehen und auf Online-Portalen sehen, zeigen grosse Schäden an Gebäuden. Viele davon liessen sich mit geeigneten baulichen Massnahmen vermeiden. Auch Gemeinde- und Baubehörden stehen in der Pflicht: Denn wer bei einem Um- oder Neubau frühzeitig an Schutzmassnahmen denkt, kann diese oft mit wenig Aufwand realisieren. Die Investitionen machen sich bezahlt: Über die Lebensdauer eines Gebäudes oder dessen Bauteile betrachtet, übersteigt der finanzielle Nutzen die aufgewendeten Kosten oft deutlich. Lassen sich dadurch Schäden an kommunaler Infrastruktur verhindern, profitieren davon auch die Gemeinden.

Schäden und Umtriebe verhindern

Dabei geht es nicht nur um den Schaden an sich. Stehen eine Lager- oder Produktionshalle mit technischer Infrastruktur oder ein Serverraum im Untergeschoss unter Wasser, kann ein Totalschaden mit langem Betriebsunterbruch entstehen. Müssen nach einem Hagelereignis an einem grossen Gebäude alle Lamellenstoren ersetzt werden, dauert dies mehrere Wochen. In der Zwischenzeit sind die Räumlichkeiten praktisch unbenutzbar, weil ausgerechnet im Hochsommer die Beschattung fehlt. Beide Schäden hätten sich mit einfachen konzeptionellen und technischen Massnahmen verhindern lassen.

Gemeinden haben es in der Hand

Die Gefahrenkarten zeigen zwar, ob und wie stark ein Grundstück durch Hochwasser und andere Naturgefahren gefährdet ist. Hagel, Sturm und starker Regen können aber überall in der Schweiz auftreten. Und sie sind für ca. 80 Prozent der Gebäudeschäden verant-



Keystone/Walter Bieri

wortlich. Will man diese verhindern, können auch Gemeindebehörden einen Beitrag leisten und Flyer und andere Planungshilfen von «Schutz vor Naturgefahren» anbieten. Zudem können sie bei Baugesuchen Fragen wie diese klären: Sind Türen, Lichtschächte und Fenster über der maximalen Überschwemmungshöhe geplant? Hat es vor der Einfahrt in Garagen oder Tiefgaragen eine Schwelle? Sind hagelgeprüfte Materialien vorgesehen?

Individualisierter Naturgefahren-Check

Die Plattform www.schutz-vor-naturgefahren.ch umfasst einen Naturgefahren-Check, der auf die spezifischen Bedürfnisse von Hauseigentümern und Bauherren, Ingenieuren und Spezialisten sowie Architekten und Fachplanern zugeschnitten ist. Das Online-Tool berücksichtigt die individuelle Situation (Neubau oder Umbau), das Gebäudeteil (z.B. Fassade) und die verschiedenen Naturgefahren. Es schlägt konkrete Massnahmen vor und bietet Planungshilfen sowie Checklisten.

Weiterbildungsangebote für Gemeinden

Mitarbeitende der Gemeinden finden auf www.schutz-vor-naturgefahren.ch auch interessante Aus- und Weiterbildungsangebote. Insbesondere der ein-tägige «Workshop Kommunikationstechnik im Risikodialog» und das zweitägige «Starter Kit Gebäudeschutz Naturgefah-

ren» sind für Gemeinden ideale Formate. Für Fachleute, die in Gemeinden beratend tätig sind, empfiehlt sich die neuntägige Ausbildung zur «Fachperson Gebäudeschutz Naturgefahren», die mit einem Zertifikat abgeschlossen wird.

Einmalige Allianz wichtiger Akteure

Die Plattform www.schutz-vor-naturgefahren.ch wurde von den Kantonalen Gebäudeversicherungen ins Leben gerufen und wird heute von einer für die Schweiz einmaligen Allianz wichtiger Akteure im Bereich Gebäudeschutz getragen: den Kantonalen Gebäudeversicherungen, dem Schweizerischen Versicherungsverband SVV, dem Hauseigentümerversand Schweiz HEV, dem Schweizerischen Ingenieur- und Architektenverein SIA sowie dem Verband Schweizerischer Kantonalbanken VSKB.



Auskünfte und Bezug von Informationsmaterial:
Schutz vor Naturgefahren c/o VKF
Bundesgasse 20
3001 Bern
Telefon 031-320 22 11
E-Mail kommunikation@schutz-vor-naturgefahren.ch



rich wesentlich besser vor einem Sihlhochwasser geschützt.

Langfristiger Schutz

Für den langfristigen Schutz vor Extremhochwasser an Sihl, Zürichsee und Limmat prüft der Kanton Zürich momentan zwei mögliche Konzepte:

- **Die «Kombilösung Energie»:** Erneuerung Etzel-Wasserkraftwerk der SBB mit Hochwasserableitung und Energiegewinnung vom Sihlsee via Druckstollen in den Zürichsee im Rahmen der momentan laufenden Neukonzessionierung des Kraftwerks.
- **Einen Entlastungsstollen** zur Hochwasserableitung von der Sihl bei Langnau am Albis in den Zürichsee bei Thalwil. Bis im Winter 2017/18 fällt der definitive Entscheid, welches der beiden langfristigen Hochwasserschutzkonzepte umgesetzt wird.

Widerstand gegen Schutzmassnahmen

Wie Medienberichten zur Einweihung des Rechens vom 20. Juni zu entnehmen ist, zeigen nicht alle Freude an dieser Form des Hochwasserschutzes. So kritisierten die Fischer die ökologischen Ausgleichsmassnahmen als ungenügend. Der Widerstand gegen Massnahmen zum Hochwasserschutz kann noch weiter gehen, wie das Beispiel der Gemeinde Uerkheim (AG) zeigt. «Warum zwang der Kanton die widerspenstigen Uerkner nicht zum Hochwasserschutz?», fragte die «Aargauer Zeitung» nach

den verheerenden Überschwemmungen vom 8. Juli in Uerkheim. Die Uerke sei seit je ein Problembach gewesen. Im letzten Jahrhundert sei der Bach in der Region Kölliken in vorbildlicher Weise korrigiert worden. Weiter oben in Uerkheim und Bottenwil hingegen nicht. Die Uerkner hätten sich gleich zwei Mal gegen Hochwasserschutzmassnahmen ausgesprochen. Ein erstes Mal kurz nach dem Hochwasser vom Oktober 2012 und ein zweites Mal im Herbst 2015. «Das Baugesetz gibt dem Kanton die gesetzliche Grundlage, Sanierungsmassnahmen an Gewässern durchzuführen, auch dann, wenn Gemeinden das in Urnenabstimmungen oder an Gemeindeversammlungen abgelehnt haben», wird Martin Tschannen von der kantonalen Abteilung Wasserbau im Artikel zitiert. «Dies wird aber kaum gemacht. Denn es wäre nicht einfach, gegen den Willen der Bevölkerung Projekte zu realisieren. Es ist immer einfacher, die Einwohner im Boot zu haben.»

In der Gemeinde Stettlen wurde diesem Gedanken von allem Anfang an Rechnung getragen (vgl. Artikel auf Seite 88). Dort wurden alle Beteiligten, das heisst Behörden, Feuerwehr und Bevölkerung, mit ins Boot geholt.

Corinne Aebehard

Mehr Informationen zum Projekt:

www.hochwasserschutz-zuerich.zh.ch

Links: Eine Flugaufnahme der Baustelle vom 21. Dezember 2012.

Rechts: So wird der Rechen aussehen, wenn er mit Schwemmholz gefüllt ist.

Fotos: zVg

Bevölkerung, Feuerwehr und Behörden Hand in Hand

Ortsfeuerwehren rücken immer seltener wegen Bränden aus, dafür immer häufiger wegen Elementarereignissen wie Überschwemmungen. Das braucht neue Ansätze, wie das Beispiel der Gemeinde Stettlen (BE) zeigt.



Als das Unwetter Stettlen traf, bestand das Material zur Bekämpfung von Elementarereignissen aus ein paar Rollen Plastik und ein paar Holzläden im Feuerwehrmagazin. Ausnahmezustand total für die alarmierte Feuerwehr. Das Telefon klingelte ununterbrochen. Über hundertmal riefen die Stettler Bürgerinnen und Bürger die Feuerwehr zu Hilfe, deren Magazin selber bereits unter Wasser stand.

Das war 2006. Stettlen war kein typisches Überschwemmungsgebiet, in dem die Bevölkerung mit solchen Ereignissen öfter konfrontiert wurde. Wohl

auch deshalb wurde die Feuerwehr fast ununterbrochen alarmiert.

Schlüsselstellen identifiziert

Die Einsatzleitung der Feuerwehr muss in einem solchen Moment, da 30 bis 40 Anfragen praktisch gleichzeitig eintreffen, die richtigen Prioritäten setzen können. Keine leichte Aufgabe. Genau da setzt das nach dem Unwetter von 2006 erstellte Einsatzkonzept an. Der ehemalige Kommandant und heutige Leiter der sogenannten Elementargruppe in der Feuerwehr Stettlen, Bernhard Utiger, spricht von Penalties. Das sind

Schlüsselstellen im Gemeindegebiet, bei denen mit vergleichsweise wenig Mitteln viel bewirkt werden kann, um grosse Werte zu schützen. Unter der Leitung des damaligen Feuerwehrkommandanten und heutigen Bauinspektors Peter Masciadri wurden innerhalb der Feuerwehr Arbeitsgruppen gebildet, welche die Schlüsselstellen ausfindig machten und genau untersuchten. Eine offensichtliche Stelle war der Sammler beim Dorfbach. Sammeln sich darin zu viel Geröll und Holz, tritt der Bach über die Ufer. Die erste Konsequenz, die sich aus dieser Feststel-



Links: Die Feuerwehr übt regelmässig den Ernstfall. Oben: Bernhard Utiger, Leiter der Elementargruppe, weist zu den Schlüsselstellen des Hochwasserschutzes. Bilder: zvg/C.Aeberhard

lung ergab, war die regelmässige Kontrolle des Rechens durch Werkhofmitarbeiter oder Mitglieder der Feuerwehr. Zur Ursachenbekämpfung, das heisst, um zu verhindern, dass überhaupt Material in das Gewässer gelangt, wurde im Graben oberhalb des Dorfes abgeholt. Zudem wurden Treppen in das Bachbett gebaut, um das Fliesstempo des Wassers zu verringern. Die Arbeiten wurden vom Kanton im Rahmen des Auftrags zum Gewässerunterhalt subventioniert.

«Uns war von Anfang an klar, dass wir das Wasser im Unwetterfall nicht aufhal-

ten, sondern nur so umleiten können, dass es möglichst wenig Schaden verursacht», erklärt Utiger.

Wasser umleiten statt aufhalten

Die Umleitung musste so gestaltet werden, dass in erster Linie die Rettungs- und Zufahrtsachsen, die wichtigen Strassen also, frei bleiben. Nur so können die Rettungsorganisationen und die nachrückenden Kräfte wie der Zivilschutz Hilfe leisten.

Eine weitere Priorität liegt beim Schutz der Gewerbebetriebe in der Gemeinde. Denn wenn ein Betrieb mit Wasser im Lager und in den Produktionsräumen zu kämpfen hat, ist dies je nach Versicherungsschutz des Betriebs auch bedrohlich für dessen wirtschaftliche Existenz. Beim Unwetter von 2006 war insbesondere der Bäckereibetrieb von Stettlen stark betroffen.

Beginnen, wo das Wasser herkommt

2010 hatte die Gemeinde ein weiteres Mal im grösseren Ausmass mit Überschwemmungen und überschwemmten Kellern zu kämpfen. Das Wasser bahnte sich einen Weg vom Hügel hinunter ins Tal und weiter bis zu den Gleisen des Regionalverkehrs Bern–Solothurn (RBS) – wie bereits vier Jahre zuvor. Dieser Verlauf lieferte wichtige Informationen für das Einsatzkonzept. In diesem wurden vier Phasen für den Einsatz bestimmt. In der ersten Phase konzentrieren sich die Einsatzkräfte auf die Orte, wo das Wasser herkommt, also die hügelnahen Gebiete.

In Phase zwei liegt der Fokus auf dem Dorf, in der dritten verlagert er sich auf das Schienengebiet. Alle anderen Gebiete werden in der vierten Phase mitberücksichtigt. In den vier Phasen kann die Feuerwehr auf Materialdepots zurückgreifen, die an mehreren Orten eingerichtet sind. Ein Schaufelbagger gehört auch dazu.

Hauseigentümer vertrauen der Feuerwehr den Hausschlüssel an

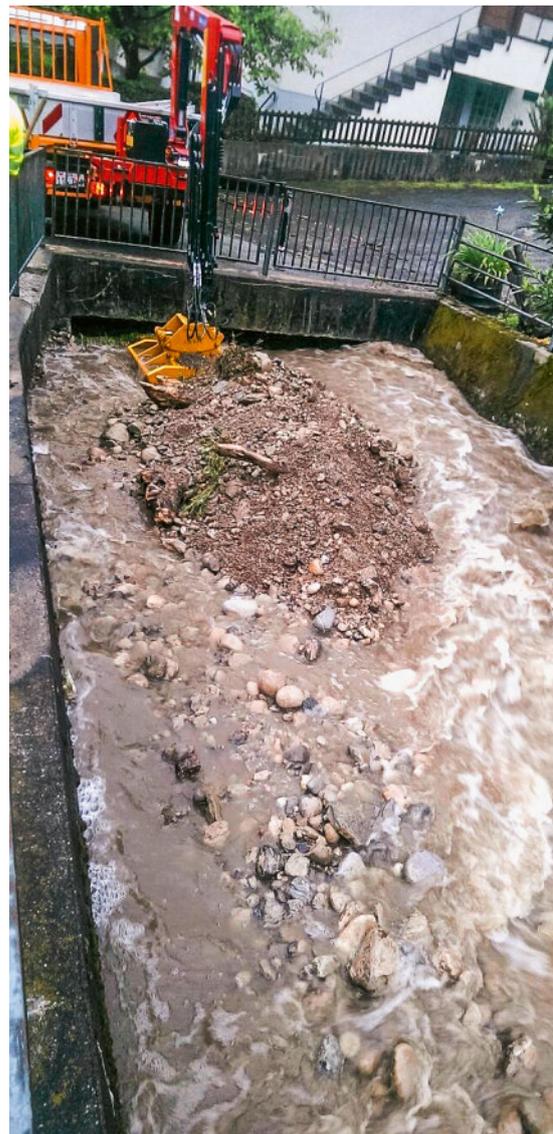
Die Mittel, mit denen das Wasser umgeleitet wird, sind einfach: Sandsäcke oder Schalltafeln, welche mit Profilen zusammengesteckt werden können. Finanziert wurden diese Mittel von der Gemeinde. «Wir von der Feuerwehr konnten sagen, was wir benötigen, und der Gemeindeführungsausschuss bewilligte ganz unkompliziert», lobt Utiger die Zusammenarbeit. Das Material wurde anschliessend direkt an den Schlüsselstellen gelagert. Bei Unwettern zählt jede Minute, und wenn die Fluten beeinflusst werden sollen, kann es auch bereits zu spät sein, wenn die Feuerwehr nach dem Einrücken eintrifft. Das heisst, die Gebäudeeigentümer werden im Idealfall selbst aktiv werden, denn sie sind in der Regel die ersten vor Ort. Das Material wird deshalb auch auf ihrem Grund und Boden gelagert. Wichtig ist, dass der Lagerplatz auch für die Feuerwehr zugänglich ist, falls die Gebäudebesitzer während des Unwetters nicht anwesend sind. Zu diesem Zweck wurden der Feuerwehr Stettlen die nötigen Schlüssel ausgehändigt.



Links: Und plötzlich rauscht ein Bach durch den Vorgarten: Stettlen wurde 2006 von einem extremen Unwetter getroffen.

Rechts: Geröll hat den Lauf des Dorfbaches verstopft und muss ausgebagert werden (2006).

Bilder: zvg



«Natürlich brauchten wir teilweise etwas Überzeugungskraft bei den Hausbesitzern, aber die meisten waren nach dem Ereignis von 2006 sehr offen für unsere Massnahmen. Immerhin geht es um den Schutz ihres Eigentums», sagt Utiger. Den meisten Hausbesitzern leuchtete ein, dass Prävention besser ist als zu riskieren, dass der Keller mit Wasser vollläuft und die Feuerwehr ihn nur noch auspumpen kann. Der Erfolg gibt dem Konzept Recht. Stettlen war in den vergangenen fünf Jahren praktisch jedes Jahr von Unwettern betroffen, die Schäden blieben aber minim.

Spezialisten kommunizieren bei Unwettern sofort per whatsapp

Die Feuerwehr Stettlen ist eine der ersten Feuerwehren mit einer fixen Elementargruppe. Das ist eine Gruppe von Männern und Frauen, die sich auf das schnelle präventive Einschreiten bei Unwettern spezialisiert hat. Traditionellerweise konzentrieren sich insbesondere



kleine Ortsfeuerwehren auf ihr «Kerngeschäft», die Brandbekämpfung. Die Statistiken sprechen allerdings seit Jahren eine andere Sprache. Die Feuerwehren rücken immer seltener zur Bekämpfung von Gebäudebränden, dafür immer öfter wegen sogenannten Elementarereignissen wie Wasser, Sturm, Waldbrand, Murgang, Felssturz aus. Diesem Umstand wird unterdessen in den Ausbildungen der Feuerwehrfrauen und -männer Rechnung getragen. Das Umdenken und die Ausbildung von Spezialistinnen und Spezialisten benötigen jedoch Zeit. Die Feuerwehr Stettlen ist bereits ein paar wichtige Schritte weiter. Die Mitglieder der Elementargruppe tauschen sich per whatsapp bei Unwetter aus und reagieren sofort. In Zusammenarbeit mit der Bevölkerung werden die Schalttafeln als Barrieren aufgestellt, und das Wasser fließt durch das Dorf, ohne grösseren Schaden anzurichten. Bei einem Jahrhundertunwetter, wie es im Jahr 2006 niederging, werden Schäden trotz all

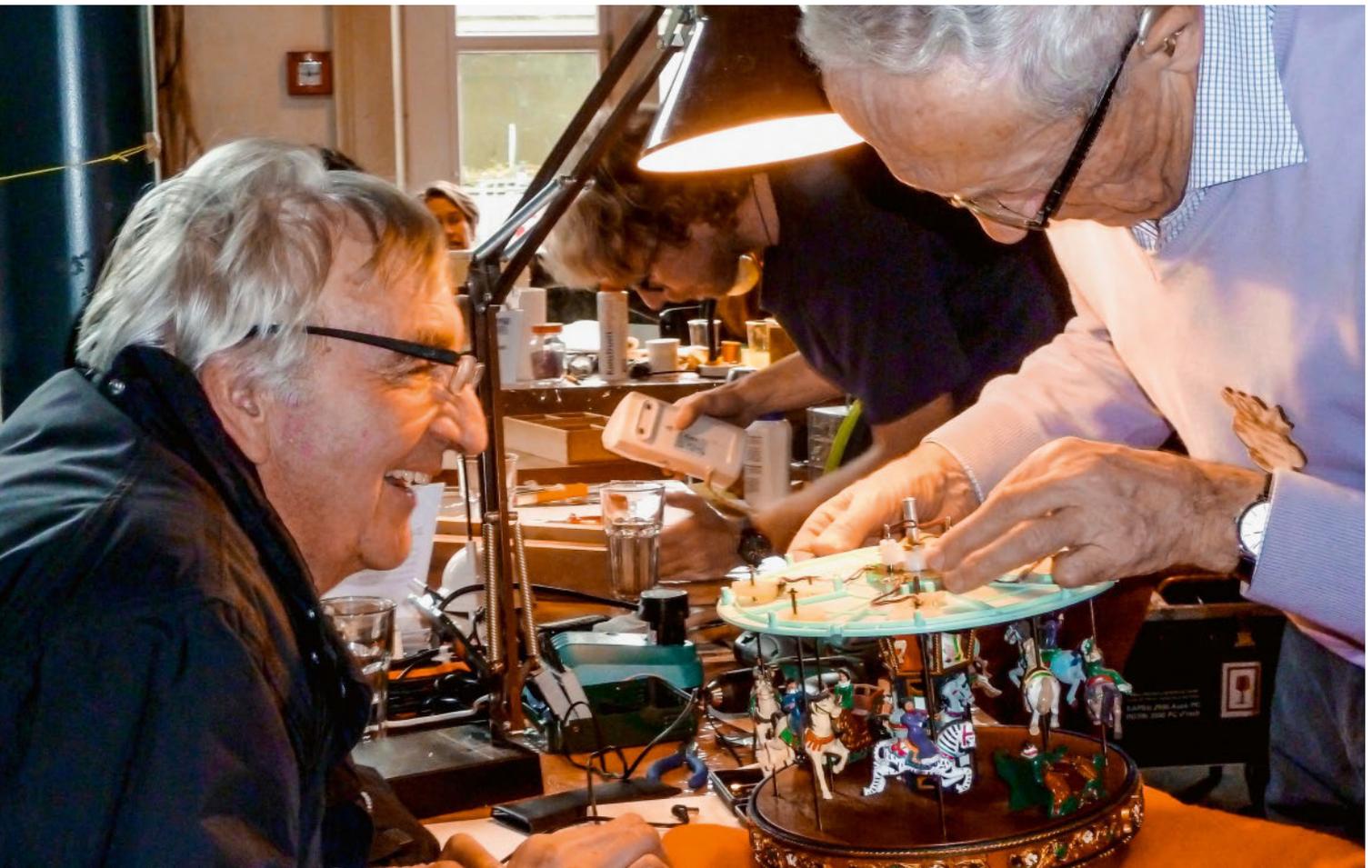
dieser Massnahmen nicht zu verhindern sein, wie Feuerwehrmann Utiger einräumt. Sie können aber zumindest eingedämmt werden. Die Feuerwehr Stettlen hat zusätzliche Elementarübungen in ihr Übungsprogramm eingebaut. Ausserdem prüft sie eine Aufstockung der Elementargruppe mit Feuerwehrfrauen und -männern, die altershalber bereits aus dem Dienst entlassen worden sind. Diese würden nur noch an den spezifischen Elementarübungen in der dafür notwendigen Einsatzkleidung teilnehmen. Diese Pläne bedingen ein weiteres finanzielles Engagement der Gemeinde Stettlen. «Eine Investition, die aufgrund der bisherigen Erfolge in Stettlen unbestritten sein dürfte. Verena Zwahlen, die Leiterin der Stettler Gemeindeverwaltung, bedauert lediglich, dass dieser Erfolg von der Gebäudeversicherung finanziell nicht gewürdigt wird.

Corinne Aeberhard

Links oben: Peter Masciadri, ehemaliger Feuerwehrkommandant und heutiger Bauinspektor, erläutert das nach dem «Jahrhundertunwetter» von 2006 aufgebaute Konzept für den Hochwasserschutz. Links unten: Ein Teil des für den Ernstfall notwendigen Materials wird direkt auf dem Grundstück der Hauseigentümer gelagert. Rechts: Ein Hauseigentümer hat eine Schalttafel auf Mass zugeschnitten, damit sie im Notfall sofort einsatzbereit ist. Bilder: C. Aeberhard

Reparieren statt wegwerfen tut nicht nur der Umwelt gut

Wer Gegenstände repariert, verhilft ihnen zu einem längeren Leben und schont wertvolle Ressourcen. Städte und Gemeinden, die Angebote wie Repair-Cafés unterstützen, leisten ihren Beitrag zu diesem sorgsamem Ansatz.



Gemeinsam zu tüfteln, schafft neue Kontakte und fördert das Zusammenleben. In Repair-Cafés geben die erfahrenen Experten ihr Fachwissen an Laien weiter und zeigen im besten Fall auf, dass Reparieren gar nicht so schwer ist. Bild: M. Beckmann, Repair-Café Bern

Wer schon einmal etwas repariert hat, kennt das Gefühl: Gelingt es, die Löcher im mottenzerfressenen Lieblingsspulli zu stopfen oder ein schon abgeschriebenes Spielzeug zu flicken, erfüllt einen das mit Stolz und Freude. Ob nun Erfolg das Vorhaben krönt oder nicht – an einem Gegenstand zu tüfteln und sich voll und ganz auf diese Aufgabe zu konzentrieren, macht nicht nur Spass, sondern auch den Kopf frei und lässt die Sorgen des Alltags in den Hintergrund treten.

Fachsimplen bei Kaffee und Kuchen

Über die ganze Schweiz verstreut gibt es bereits diverse Angebote rund ums Reparieren. Vielfach sind dies Re-

pair-Cafés im klassischen Sinn, wie zum Beispiel das als Verein organisierte Repair-Café Bern, das nahezu monatlich Reparaturveranstaltungen durchführt. Zum angegebenen Termin – meistens ein Samstag – bringen die Besucher defekte Gegenstände mit und melden sich beim Empfang, wo sie ein Reparaturblatt mit Informationen zum Gerät ausfüllen. Anschliessend wird ihnen einer der ehrenamtlich tätigen Reparaturprofis zugeteilt. Ist ein Profi frei, kann gleich mit der Arbeit begonnen werden. Wer warten muss, bis ein Arbeitsplatz frei wird, kann sich bei Kaffee und Kuchen die Zeit vertreiben und mit anderen Besuchern Reparaturtipps austauschen.

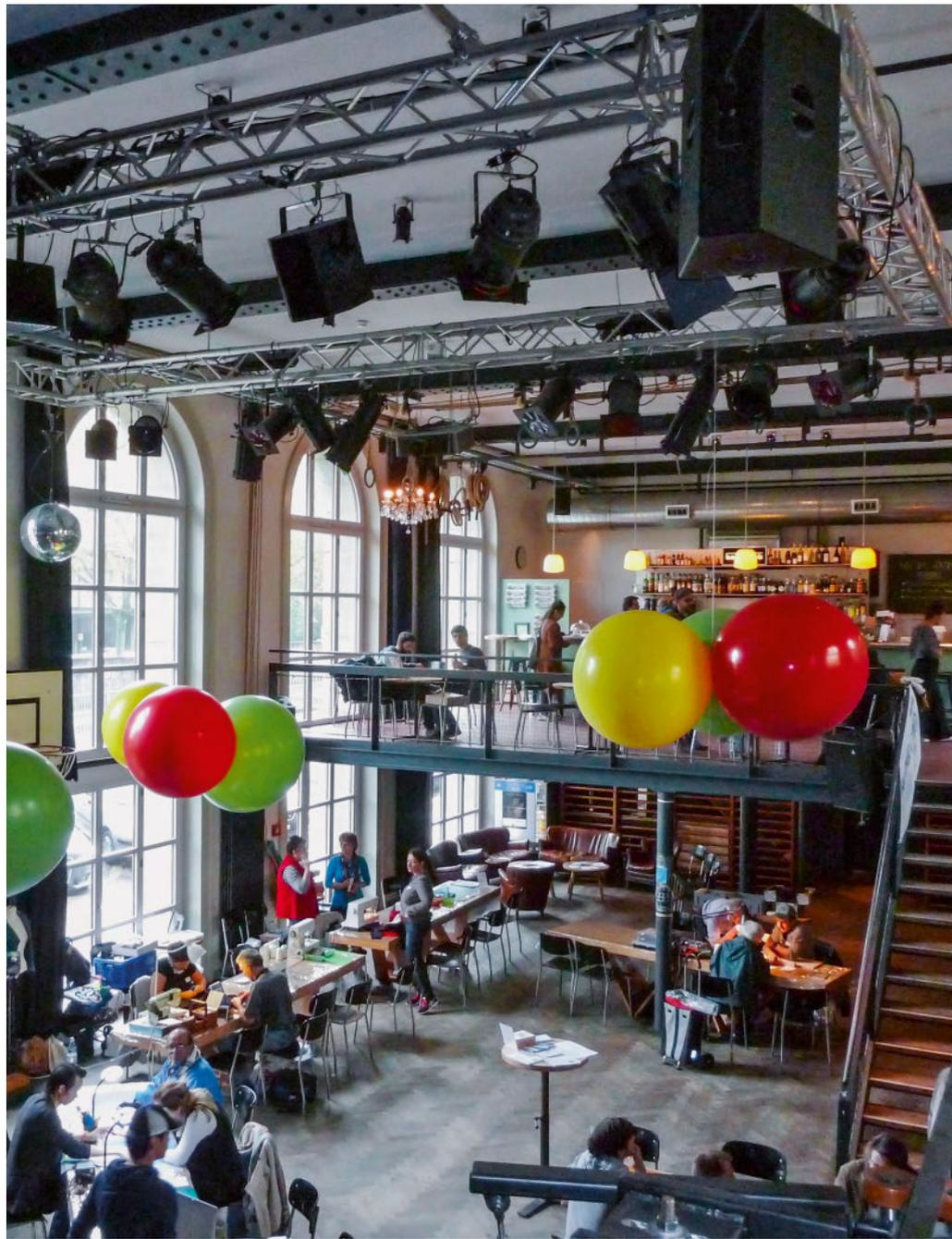
Die Hilfe der Experten wie auch die dazu nötigen Werkzeuge stehen kostenlos zur Verfügung, und gängige Ersatzteile können vor Ort günstig gekauft werden. «Wir möchten die Menschen dazu ermutigen, den Schraubenzieher auch mal selber in die Hand zu nehmen, den defekten Wecker zu öffnen und herauszufinden, ob er sich wieder reparieren lässt», sagt Michael Beckmann vom Repair-Café Bern.

Das vorhandene Expertenwissen in Bern ist umfassend. Nebst der Reparatur von Elektronik- und Elektrogeräten wie Hi-Fi-Anlagen oder Haushaltsgeräten bekommen die Besucher auch Unterstützung beim Reparieren von Textilien, Lederwaren, Büchern, Smartphones, Tablets oder Kleinholzmöbeln und Spiel-sachen.

Mit Repair-Cafés gegen die Wegwerfmentalität

Neben den verschiedenen, oftmals als Verein organisierten Repair-Cafés gibt es auch Angebote, die sich nicht allein dem Zweck des Reparierens verschrieben haben, wo sich aber dennoch Profis kostenlos der Reparatur diverser Gegenstände annehmen. Zum Beispiel bietet der Quartiertreff «LOKAL» im Zürcher Stadtteil Fluntern eine monatlich stattfindende Reparaturwerkstatt an, wo ein erfahrener Fachmann jeweils abends den LOKAL-Besuchern hilft, ihre streikenden Haushaltsgeräte und Ähnliches zu flicken. «Mit der Reparaturwerkstatt wollen wir ein Zeichen gegen die Wegwerfmentalität setzen», erzählt Heike Jacobs, eine der Leiterinnen des LOKAL.

Der Quartiertreff, wo man auch einfach Kaffee trinken, mit Kindern basteln, Feste feiern, Kurse besuchen oder selber etwas organisieren kann, ist ein Projekt der reformierten und der katholischen Kirchgemeinden und des Quartierver-



In Bern werden fast jeden Monat Repair-Cafés durchgeführt. Das Angebot wird geschätzt.

Bild: M. Beckmann, Repair-Café Bern

Suffizienz in der Gemeinde fördern

Gemeinden haben unzählige Möglichkeiten, einen umsichtigen Umgang mit Gütern zu fördern – zum Beispiel durch das Lancieren von Angeboten zum Teilen, Tauschen und Reparieren. Ein von der Stiftung Pusch organisiertes Treffen am 12. September 2017 bietet interessierten Gemeinden die Möglichkeit, Einblick in erfolgreiche Praxisbeispiele zu erhalten und sich über Erfahrungen auszutauschen. Neben den Stolpersteinen und Erfolgen bei der Durchführung von Repair-Cafés stehen Sharing-Konzepte und andere Massnahmen zur Förderung von Suffizienz auf dem Programm. Interessierte Vertreterinnen und Vertreter aus Städten und Gemeinden können sich über die Website von Pusch zur Teilnahme anmelden: www.pusch.ch/austausch.

Daneben steht ihnen auf der Pusch-Website auch die «Toolbox Suffizienz» zur Verfügung (www.pusch.ch/toolbox-suffizienz). Hier sind weitere Praxisbeispiele und Ideen dazu zusammengetragen, wie Gemeinden ressourcenschonendes Verhalten konkret fördern können.



Landschaftsbau

Rasenpflege

Weidehygiene

Winterstreuer



Kommunaltechnik



AMAZONE

Ott

3052 Zollikofen, Tel. 031 910 30 10, www.ott.ch
Ein Geschäftsbereich der Ott Landmaschinen AG

Qualität und Leistung auf und neben den Strassen!

Bereit für den nächsten Schritt?
Jetzt weiterbilden.

Informationsanlass

Montag, 18. September, 17 Uhr
Fachhochschulzentrum St.Gallen

Details und Anmeldung: www.fhsg.ch/infoanlass



FHO Fachhochschule Ostschweiz



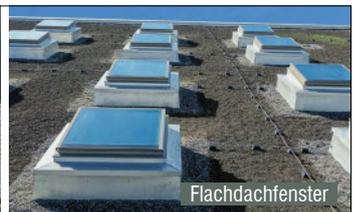
Sanierungen von Sheddächern



Shedverglasung mit Hagelschutzgitter



Wandverglasungen



Flachdachfenster

Der Spezialist für Tageslichtsysteme.
Für jedes Projekt das passende Produkt.
Telefonische Beratung Tel. + 41 61 761 33 44
www.isba.ch



Profitiere zusätzlich vom All in One-Wartungsvertrag



Rauch-/Wärmeabzugs-Öffnung 140°



MiniEnergie Kuppel mit Stegplatte



Standardkuppeln



Individuelle Anfertigungen nach Mass



Repair-Cafés ermöglichen nicht nur einen sorgsamen Umgang mit Gütern, sondern auch den sozialen Austausch zwischen Alt und Jung. Bilder: Repair-Café Olten

eins von Fluntern. Es wird mit rund 120 fixen Stellenprozenten und einem Team von freiwilligen Helferinnen und Helfern geführt. LOKAL wird finanziell unterstützt vom Sozialdepartement der Stadt Zürich und von den Mitgliedern des Quartiervereins. «Alle unsere Angebote funktionieren aber nur dank unseren ehrenamtlich tätigen Helferinnen und Helfern», unterstreicht Jacobs.

Gemeinden können viel bewirken

Wenn Städte und Gemeinden Vereine wie das Repair-Café Bern oder Treffpunkte wie LOKAL finanziell unterstützen, leisten sie einen wertvollen Beitrag zu einer ressourcenschonenden Gesellschaft. Zum Beispiel kann die Stadt oder Gemeinde die nötigen Materialien wie Werkzeuge und Messgeräte finanzieren. Sie kann kostenlos Veranstaltungsräume bereitstellen oder – wenn dies nicht möglich ist – die Mietkosten für einen geeigneten Raum übernehmen. Zusätzlich können Städte und Gemeinden über ihre Informationsplattformen und Kommunikationskanäle für die lokalen Reparaturangebote Werbung machen, beispielsweise indem sie Reparaturver-

anstaltungen im Abfallkalender oder Gemeindeblatt ankündigen. «Besonders wertvoll ist, wenn Repair-Cafés in kommunale oder städtische Aktionstage rund ums Thema Abfall und Ressourcen miteinbezogen werden», findet Michael Beckmann vom Repair-Café Bern. «Ein eigener Reparaturstand bei einer solchen Veranstaltung hilft enorm, den Bekanntheitsradius in der Bevölkerung zu vergrössern.»

Bewusstsein wecken und Tricks von Profis lernen

Die Unterstützung von Reparaturangeboten lohnt sich aus ökologischer Sicht: Eine fachgerechte Reparatur verlängert die Lebensdauer eines Gegenstandes, wodurch Ressourcen und Energie gespart werden, die sonst für die Herstellung neuer Produkte erforderlich würden. Reparieraktionen können auch das Bewusstsein dafür schärfen, dass kaputte Gegenstände nicht zwingend im Abfall landen müssen. Repair-Cafés sind zudem wunderbar dazu geeignet, Wissen auszutauschen und neue Fertigkeiten zu erlernen. Hier geben die erfahrenen Experten ihr Fachwissen an

Laien weiter und zeigen im besten Fall auf, dass Reparieren gar nicht so schwer ist.

Raum für sozialen Austausch schaffen

Oft ist reparieren günstiger, als neu zu kaufen – und mit der kostenlosen Beratung im Repair-Café erst recht. Das schafft einen zusätzlichen Anreiz, kaputte Gegenstände nicht einfach mit Neuen zu ersetzen, und hilft nebenbei finanziell eingeschränkten Bevölkerungskreisen, ihr Geld für Sinnvolleres einzusetzen. Und weil die Besucher dabei erfahren, wie vergnüglich Flickern sein kann, helfen sie als Multiplikatoren dabei, die Bevölkerung für das Reparieren zu begeistern. Repair-Cafés schaffen ausserdem Raum für sozialen Austausch, zum Beispiel zwischen den Generationen. Oft entstehen neue Bekanntschaften, was den Zusammenhalt in der Gemeinde oder im Quartier fördert und sich positiv auf die Integration von Zuzüglern auswirkt.

Leonie Pahud, pusch

...und was bleibt?



Seit Herbst 1990 war ich Stadtschreiber von Luzern. An der Generalversammlung 2002 in Murten wurde ich in den Vorstand der SKSG gewählt. An der diesjährigen Generalversammlung in Brig trat ich zurück, weil ich Ende Juli 2017 vorzeitig in Pension ging.

Eine lange Zeit als Stadtschreiber und im Vorstand der SKSG gehen damit zu Ende. Was bleibt?

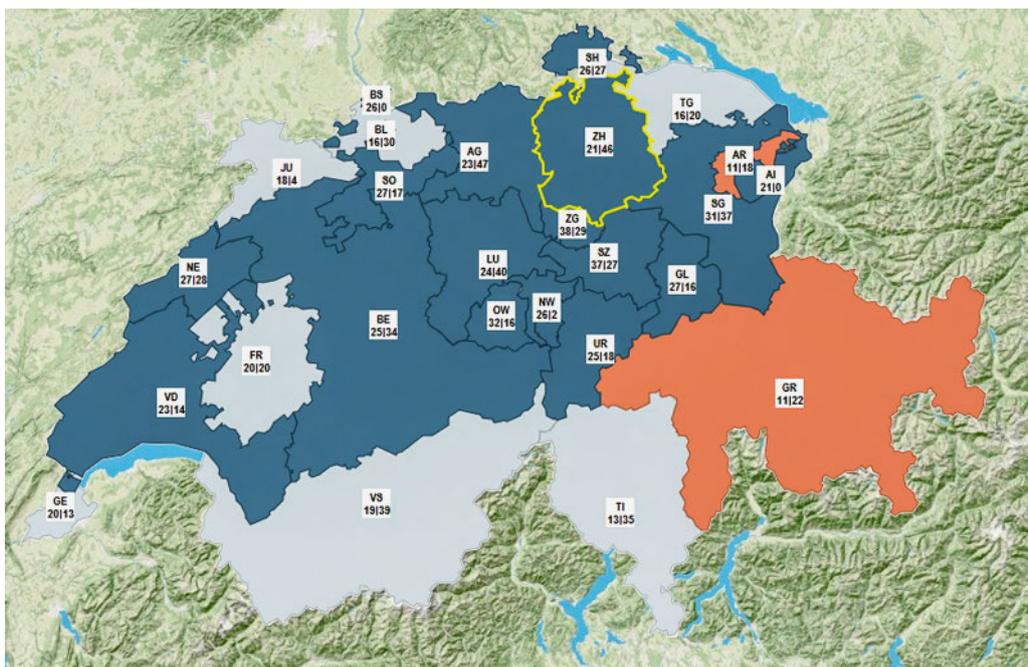
Mein Rucksack ist voll von Erinnerungen und Erfahrungen. Die Arbeit war abwechslungsreich und spannend, manchmal hektisch und fordernd. Viele interessante Menschen kreuzten meinen Weg. Das Beziehungsnetz ist stetig gewachsen. Die Tätigkeit als Stadtschreiber im Dienste von Bevölkerung, Behörden und Verwaltung war einmalig und nie langweilig. Die Rolle als Mittler zwischen Legislative und Exekutive wie auch innerhalb der Verwaltung war nicht immer einfach; die Führung einer Dienstabteilung mit rund 30 Mitarbeitenden schön, aber auch herausfordernd. Der Umgang unter den verschiedenen betroffenen Menschen wurde im Vergleich zu früher direkter, unkomplizierter, aber rauer. Die Entwicklung der Informatik war rasant – von der Schreibmaschine im Büro zum Aufbau der digitalen Verwaltung. Die Geschäfte wurden komplexer, die Kommunikation wichtiger und anspruchsvoller.

Ich durfte eine der schönsten Tätigkeiten ausüben, die es in einem Gemeinwesen gibt. Dafür bin ich sehr dankbar. Die Fülle und Komplexität der Aufgaben führen einen aber manchmal an die Grenzen der Belastbarkeit. Leidenschaft für den und Freude am Beruf, gepaart mit einer grossen Portion Gelassenheit und einer Prise Humor, sind daher unabdingbar. Das wünsche ich meinen Berufskolleginnen und -kollegen für ihre Tätigkeit.

Toni Göpfert, ehemaliger Stadtschreiber von Luzern und bis Juli 2017 Vorstandsmitglied der SKSG

Online-Dienste: Viele Gemeinden warten zu

Regula Bach beobachtet kritisch, dass der Bund die Ausgabe elektronischer Ausweise privaten Anbietern überlassen will. Sie hofft auf eine Kurskorrektur bei der Beratung des E-ID-Gesetzes.



Mit wenigen Klicks zu den E-Government-Dienstleistungen von Bund und Kantonen. Gemeinden sind auf der E-Government-Landkarte noch eine Seltenheit. Bild: www.egovernment.ch

Als Konsumentinnen und Konsumenten nutzen die meisten von uns mit grosser Selbstverständlichkeit Online-Dienstleistungen. Die Online-Angebote der Verwaltung hingegen sind nach wie vor eher bescheiden, wie auch ein Blick auf die E-Government-Landkarte (www.egovernment-landkarte.ch) bestätigt. Als Bürgerinnen und Bürger müssen wir noch oft persönlich auf einem Amt vorbeigehen, obwohl sich die Angelegenheit einfach und bequem von zu Hause aus abwickeln liesse. Ob das jetzt vom Bund vorgeschlagene E-ID-Gesetz einen positiven Beitrag zur Entwicklung von E-Government-Dienstleistungen bringen wird, scheint eher fraglich.

Der Bund überlässt es den Privaten

Mit der Begründung, der Bund sei nicht in der Lage, selber eine Lösung für die elektronische Identifikation herauszugeben, die mit der technischen Entwicklung mithalten könnte, überlässt der Bund die Ausgabe elektronischer Ausweise weiterhin privaten Anbietern und will selber nur eine Rolle als «Vertrauensanker»

übernehmen. Die Ausstellung amtlicher Ausweise ist und bleibt aber eine hoheitliche Aufgabe, auch oder gerade im Zeitalter der Digitalisierung. Bleibt zu hoffen, dass die Vernehmlassung zum E-ID-Gesetz hier eine Kurskorrektur bringt.

Laut der im letzten September veröffentlichten Studie «E-Government-Monitor 2016» zählten 65 Prozent der Befragten in der Schweiz zu den E-Government-Nutzerinnen und -Nutzern. Das Informatiksteuerungsorgan des Bundes (ISB) zieht denn auch unter dem Titel «Online-Dienstleistungen der Schweizer Verwaltung weiter optimiert» eine positive Bilanz.

Grosser Aufwand für Gemeinden

Die Studie hat aber auch festgestellt, dass die Zufriedenheit mit E-Government insgesamt leicht rückläufig sei. Offenbar hat sich in den letzten Jahren eine gewisse Ernüchterung breitgemacht. Und dies nicht nur aufseiten der Nutzerinnen und Nutzer, sondern auch aufseiten vieler Gemeinden. Zu oft hat sich in der Praxis gezeigt, dass die Ein-



Die Gemeindegemeinschafterin von Zollikon,
Regula Bach.

Bild: Thomas Entzeroth

führung einer Online-Dienstleistung nicht nur mit grossem Aufwand verbunden ist, sondern auch aufwendige Nachbearbeitungen mit sich zieht. Es ist daher nicht erstaunlich, dass viele Gemeinden lieber abwarten, bis andere die Entwicklungsarbeit geleistet haben und sie von ausgereiften Lösungen profitieren können.

gie 2016–2019 dazu beiträgt, die Zusammenarbeit in und unter den Kantonen zu stärken, damit Online-Dienstleistungen bald flächendeckend eingesetzt werden können, und die roten Flecken auf der E-Government-Landkarte bald verschwinden.

Regula Bach
Gemeindegemeinschafterin Zollikon

Erfreuliches Zürcher Beispiel

Zum Glück gibt es aber auch erfreuliche Entwicklungen. Der vom Kanton Zürich entwickelte E-Umzug kann von den Gemeinden praktisch ohne Aufwand und zu bescheidenen Kosten eingesetzt werden. Diese Dienstleistung bringt den Bürgerinnen und Bürgern einen echten Vorteil, und es entsteht für einmal auch kein Mehraufwand für die Gemeindeverwaltung. Zwar nutzen vermutlich erst wenige dieses Angebot. Dies wird sich aber sicher bald ändern, wenn diese Online-Dienstleistung breiter bekannt ist und auch bei einem Umzug in einen anderen Kanton genutzt werden kann. Bleibt also zu hoffen, dass die E-Government-Strate-

Mutationen

Neueintritte

Grossenbacher	Beat	2610	Saint-Imier (Nachfolger von Nicolas Chiesa)
Binder	Thomas-Peter	8625	Gossau ZH (Anmeldung via Internet)
Sedonati	Natascha	3286	Muntelier (Nachfolgerin von Marius Schneuwly)
Tobler	Marcel	8552	Felben-Wellhausen (Nachfolger von Niklaus Bischof)
Kübler	Jeannine	8370	Sirnach (Nachfolgerin von Roland Tolet)
Böni	Roger	9401	Rorschach (Nachfolger von Bruno Seelos)
Thuma	Peter	9204	Andwil (Nachfolger von Patrik Strässle)
Häfelfinger	Christian	4102	Binningen (Nachfolger von Nicolas Hug)
Sinoli	Marc	6403	Küssnacht am Rigi (Nachfolger von Wolfgang Lüönd)

Austritte

Stecher	Barbara A.	7500	St. Moritz
Galli	Corinna	6501	Bellinzona
Leu	Jürg	8598	Bottighofen
Tolet	Roland	8370	Sirnach
Seelos	Bruno	9401	Rorschach
Strässle	Patrik	9204	Andwil
Ammann	David	8620	Wetzikon (Passivmitglied)
Hug	Nicolas	4102	Binningen
Lüönd	Wolfgang	6403	Küssnacht am Rigi (Pensionierung per 30. April 2017)

Übertritte zu Frei- oder Passivmitgliedern

Favre	Raymond	2608	Courtelay (Pensionierung, neu Freimitglied)
Sigrist	Christoph	9500	Wil (Revisor SKSG, neu Passivmitglied)
Ogi	Hansueli	3753	Oey-Diemtigen (neu Passivmitglied)
Schneuwly	Marius	3286	Muntelier (Pensionierung, neu Freimitglied)

Zur Kenntnisnahme

Strahm	Andreas	8494	Bauma (neu Gemeindegemeinschafter in Birmensdorf)
Bischof	Niklaus	8552	Felben-Wellhausen (neu Gemeindegemeinschafter in Bottighofen)
Schleiss	Roman	6391	Engelberg (vormals Passivmitglied, neu wieder Aktivmitglied)

Zermatt (VS)

Bundesgericht stoppt Verkauf unter Ausländern

In Zermatt wollte eine Italienerin ihr gererbtes Haus einem Holländer verkaufen. Die Behörden des Kantons Wallis bewilligten das Geschäft mit der Begründung, dass die Wohnung vor Inkrafttreten der Lex Koller im Eigentum der Italienerin war. Deshalb sei ein Weiterverkauf an einen anderen Ausländer rechtmässig und entspreche der gängigen und oftmals angewendeten Praxis. Das Bundesgericht hat dieser Praxis ein Ende gesetzt und eine Beschwerde des Bundesamts für Justiz (BJ) gutgeheissen. Zermatt habe keine Kontingente für den Verkauf von Wohnungen an Ausländer, begründeten die Lausanner Richter ihren Entscheid. Ausschlaggebend war für sie war die Tatsache, dass Zermatt keiner Förderung des Fremdenverkehrs bedarf und daher auch nicht als Fremdenverkehrsort aufgelistet wird. Nur in solchen Orten können die zuständigen kantonalen Behörden einen Wohnungsverkauf unter im Ausland lebenden Ausländern bewilligen. Der Verkauf von Wohnungen unter Ausländern ist in Zermatt und anderen grossen Tourismusstationen demnach nicht mehr möglich. *sda*

Zürcher Gemeinden

Für mehr Gemeindemitsprache bei KESB-Entscheiden

Eine betroffene Gemeinde soll mitreden können, wenn die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde (KESB) eine teure Massnahme anordnen will: Eine Mehrheit der zuständigen Zürcher Kantons-

ratskommission sprach sich Ende Juni für eine entsprechende parlamentarische Initiative aus. Die interkommunalen Kindes- und Erwachsenenschutzbehörden ordnen weisungsunabhängig Massnahmen an – die Kosten dafür hat die betroffene Gemeinde zu übernehmen. Eine parlamentarische Initiative der FDP verlangt deshalb, dass die Gemeinden stärker einbezogen werden: Sie sollen vorgängig eine Gelegenheit zur Stellungnahme erhalten, wenn sie durch eine von der KESB geplante Massnahme wesentlich tangiert werden. Die Kommission spricht von einem Dilemma: Einerseits seien die KESB an einen starken Daten- und Informationsschutz gebunden. Andererseits wüssten die Gemeinden gerne, wofür und weshalb sie bezahlen müssten. Mit den beantragten Gesetzesanpassungen soll nun zumindest der Spielraum, der zum Informationsaustausch bestehe, besser ausgenutzt werden. Der Zürcher Regierungsrat spricht sich gegen die parlamentarische Initiative aus. Damit die Gemeinden Stellung beziehen könnten, müssten sie die KESB-Akten kennen, hält er fest. Doch sei es fraglich, ob eine entsprechende Einsichtnahme gemäss Bundesrecht überhaupt zulässig wäre. *sda*

Aargauer Gemeinden

Meldung bei Umzug von Sozialhilfebezügern

Wenn ein Sozialhilfebezüger im Kanton Aargau in eine andere Gemeinde zügelt, so werden seine Daten künftig automatisch an die neue Wohngemeinde weitergeleitet. Das hat der Grosse Rat mit 73 zu 54 Stimmen beschlossen. SVP, FDP und CVP waren dafür – Regierungsrat,

SP und Grüne dagegen. Die neue Regelung wurde bei der zweiten Beratung des Sozialhilfe- und Präventionsgesetzes beschlossen. Die Befürworter des automatischen Datenaustausches betonten, pro Gemeinde und Jahr seien im Durchschnitt drei Sozialhilfeempfänger betroffen. Bei einem Wohnortwechsel könnten die Akten zwischen den Gemeinden bereits jetzt ausgetauscht werden. SVP, FDP und CVP machten sich für die neue Regelung stark. SP und Grüne sowie EVP/BDP und GLP kritisierten die Pläne. Die Regierung erachtet den Datenaustausch als unverhältnismässig. Die Gemeinden sollten selber entscheiden, ob und in welcher Form der Austausch notwendig sei. Die neue Bestimmung werde den Gemeinden viel Aufwand, jedoch kaum Nutzen bringen. *sda*

Solothurner Gemeinden

Neuer Anlauf für Stimm- und Wahlrecht für Ausländer

Im Kanton Solothurn sollen Ausländer mit Niederlassungsbewilligung (Ausweis C) auf kommunaler Ebene ein Stimm- und Wahlrecht erhalten können. Nach dem Regierungsrat unterstützt auch die Justizkommission des Kantonsparlaments diese Forderung. Sie entspricht einem Volksauftrag, der von mehr als 200 Personen unterzeichnet wurde. Als nächsten Schritt muss nun der Kantonsrat entscheiden, ob er den Volksauftrag für erheblich erklären will. Ist dies der Fall, muss die Regierung einen Gesetzesentwurf ausarbeiten. Bisher sind im Kanton Solothurn mehrere politische Anläufe zur Einführung des Ausländerstimmrechts gescheitert. *sda*

Anzeige



JOMOS Brandschutz AG, Balsthal

PM10, eine neue Generation von Feuerlöschern, macht kostspielige Wartung überflüssig

Balsthal, 7. April 2017 – Rund 20000 Mal pro Jahr brennt es in Schweizer Gebäuden. Handfeuerlöscher können Menschenleben retten und grösseren Sachschaden verhindern. Dank regelmässiger Wartung funktionieren sie zuverlässig. Doch diese Wartungen sind ein erheblicher Kostenfaktor. Der Einsatz von PM10-Feuerlöschern macht die kostspielige Wartung überflüssig. Seit mehr als 40 Jahren sind in der Schweiz Feuerlöschgeräte derselben Bauweise im Einsatz. Sie sind robust, funktionieren zuverlässig – und generieren alle zwei bis drei Jahre Wartungskosten. Bereits vor Jahren wurde

eine neue Generation von Feuerlöschern, die PM10-Feuerlöscher, in England entwickelt und zuerst erfolgreich im Offshorebereich eingesetzt. Diese sind zehn Jahre wartungsfrei und sparen so Kosten für die regelmässige Kontrolle, interne Verwaltungsaufwände, Ersatzteile und Reparaturen. Möglich ist das durch den Einsatz korrosionsfreier Materialien wie Kunststoff für den Behälter und Kevlar für die extrem druckresistente Hülle. Dieser Kevlarbehälter – der das Gewicht des Feuerlöschers für ein besseres Handling um rund 25 Prozent senkt – hat eine Lebensdauer von 20 Jahren.

Nach zehn Jahren wird das Löschergerät nicht traditionell gewartet, sondern aus Qualitäts- und Hygiene Gründen werkrevidiert. Der Kunde erhält zu einem wesentlich tieferen Austauschpreis einen werkrevidierten Feuerlöscher mit einem bereits bezahlten Kevlarbehälter. Dieser ist dann wiederum zehn Jahre wartungsfrei. Massgeblich bei der Anschaffung ist also nicht mehr nur der Kaufpreis eines Feuerlöschers, sondern es sind die Folgekosten über die Lebensdauer hinweg. Massive Einsparungen lassen sich hier erzielen – dies bereits im Privatbereich und in grösseren Gebäuden und Verwaltungen.



Firmenkontakt
JOMOS Brandschutz AG
Tel. +41 (0)62 386 18 80
verkauf@jomos.ch

Flameless Feuerschutz GmbH
Tel. +41 (0)44 950 57 56
info@flameless.ch

Anzeigen

«Ich dachte immer,
Modulbauten hätten keinen Schallschutz.»

Schluss mit Vorurteilen: Wer denkt, Module seien schlecht schallisoliert, hat noch keine Modulbauten von ALHO gesehen. Dank des zweischaligen Wand- und Deckensystem in der Modulbauweise und der stetigen Weiterentwicklung unserer Modulstruktur erzielen wir überdurchschnittliche Resultate.

ALHO Modulbauten zeichnen sich durch hohe Qualität aus. Ob Schule, Kita, Büro- oder Wohngebäude – unsere Gebäude lassen sich vollständig rückbauen und bis zu 100 % recyceln.

Fixe Preise. Fixe Termine. Fix fertig.
alho.ch

IST DIR HEISS? KÜHL DICH AB INDEM DU DIR GEDANKEN ÜBER DEN WINTERDIENST MACHST.

Winterdienst auf Verkehrsflächen
02. Oktober 2017

Weitere Informationen und Ausbildungen unter
ausbildungen.campus-sursee.ch

Abfall / Ordures

abfallhai®
Einfälle für Abfälle

ANTA SWISS AG
Telefon 044 818 84 84
abfallhai.ch / info@abfallhai.ch



CSC | DÉCHETS SA
Conseiller technique de
l'Organisation Infrastructures Communales

www.csc-dechets.ch info@csc-dechets.ch

VERWO+
ENTSORGUNGSSYSTEME

verwo.ch | +41 55 415 84 84



Abfallentsorgungssysteme

 www.gtsm.ch

Archivierung

www.tecnocor.ch
Scannen. Archivieren. Digitalisieren

Adressen

Die Geschäftsstelle des Schweizerischen Gemeindeverbandes verkauft die Post-, E-Mail- und Websiteadressen der Schweizer Gemeinden. Die Adressen sind als Excellisten oder als Klebeetiketten erhältlich und können nach Kanton, Sprachregion oder Anzahl Einwohner sortiert werden.

Schweizerischer Gemeindeverband
Laupenstrasse 35
3001 Bern
Tel. 031 380 70 00
verband@chgemeinden.ch
www.chgemeinden.ch



Ausbildung / Formation

zhaw School of Management and Law
Institut für Verwaltungs-Management
Bahnhofplatz 12, Postfach, 8401 Winterthur
Tel. +41 58 934 79 25, Fax +41 58 935 79 25
Mail: info.ivm@zhaw.ch, www.zhaw.ch/ivm

Aussenraum-Gestaltung

 www.gtsm.ch

Arbeitsbühnen

SkyAccess

SkyAccess AG
Beratung & Verkauf
von Arbeitshebeebühnen
CH-4702 Oensingen

www.skyaccess.ch info@skyaccess.ch
Tel. +41 61 816 60 00 Fax +41 61 816 60 08



SKYWORKER®
Arbeitsbühnen-Vermietung

WS - Skyworker AG
Basel - Bern - Luzern
Zürich - Mittelland - Winterthur - Lausanne
Mietservice für die ganze Schweiz
gratis unter 0800 813 813

Hauptsitz:
WS-Skyworker AG Dünernstrasse 24 4702 Oensingen

ws-skyworker.ch info@ws-skyworker.ch



Arbeitsschutzprodukte

 **Thomi + Co AG**
Rütschelenstrasse 1
Postfach 180
4932 Lotzwil

Telefon 062 919 83 83
Telefax 062 919 83 60
Internet <http://www.thomi.com>
E-Mail info@thomi.ch

Schutzartikel von Kopf bis Fuss:

Arbeitshandschuhe, Schutzbekleidungen, Schutzbrillen, Schutzhelme, Gesichtsschilde, Sicherheitsschuhe, Arbeitsstiefel, Gehörschutzartikel, Atemschutzmasken, Fallschutzartikel

Bewässerungsanlagen

Perrottet & Piller AG

 3178 Bössingen
Bewässerungsanlagen
Installation d'arrosages

Tel. 031 747 85 44 office@perrottet-piller.ch

Elektrofahrzeuge

MEGA eTRUCK
100% elektrisch - 70 km/h
Nutzlast 620 kg



GRUNDERCO ^{ch} Tél. 041 919 99 54

Facility Management/Software

CAMPOS
MACHT IMMO'S MOBIL. ICFM
DAS CAFM-PORTAL

ICFM AG | Birmensdorferstrasse 87 | 8902 Urdorf
www.campos.ch | Tel. 043 344 12 40

Hundetoiletten

 **BRAVO** www.gtsm.ch

SAC-O-MAT
SAC-O-MAT (Schweiz) AG
Längmatt 1
CH-6212 St. Erhard
T 041 925 14 25
F 041 925 14 10
www.sacomat.ch



Lichtplanung / Architektur

 **Luminum**
Lichtplanung im Aussenraum

Luminum GmbH +41 31 765 63 63
Bernweg 101 www.luminum.ch
3254 Messen info@luminum.ch

Markierungen / Signalisationen

Sicherheit auf der ganzen Linie!

 **MORF AG**

Markierungen • Signalisationen

Tel. 0848 22 33 66
Fax 0848 22 33 77

info@morf-ag.ch
www.morf-ag.ch

Parkmobiliar

Ars Xterna ^{ch} Parkmobiliar / mobilier urbain
info@ars-externa.ch
CH-8142 Utikon
Tel. 044 222 22 66
Fax 044 222 22 67

Reinigungs- und Hygieneartikel

 **DELTA** Zofingen AG
Reinigungsvlies und -papier, Arbeitsschutz-
ausstattungen (PSA)
4800 Zofingen
Tel. 062 746 04 04 sales@delta-zofingen.ch
Fax 062 746 04 02 www.delta-zofingen.ch

Presscontainer

Ihr Partner für Entsorgungstechnik
 Presscontainer, Ballen- und PET-Pressen,
 Schneckenverdichter, Wiegesysteme.



recytech
 ENTSORGUNGSTECHNIK

PÖTTINGER
 Entsorgungstechnik

T 043 255 80 55 recytech.ch

Sanitäre Anlagen | Installations sanitaires

Waschraumhygiene | Hygiène des locaux sanitaires



CWS-boco Suisse SA

Industriestrasse 20 | 8152 Glattbrugg
 Route de Pra de Plan 2 | 1618 Châtel-St-Denis
 Tel. 0800 800 297
info@cws-boco.ch | www.cws-boco.ch

Der neue Massstab für die öffentliche Toilette



www.elkuch.com CH-Produktion
 Tel.: +41 79 893 34 05 Montage und Service

Franke Water Systems AG
www.franke.ch



FRANKE

Schneeräumung

POWER für Strasse, Schiene und Piste



ZAUGG AG EGGIWIL
 Holzmatt, CH-3537 Eggwil, Tel. +41 (0)34 491 81 11
info@zaugg-ag.ch, www.zaugg-ag.ch

Schwimmbadbau und Technik



beck
schwimmbadbau
 ihr planer.

Beck Schwimmbadbau AG
 Bürglistrasse 29
 CH-8400 Winterthur
 Telefon +41 (0)52 224 00 88
mail@beck-schwimmbadbau.ch
www.beck-schwimmbadbau.ch

Spielplatzeinrichtungen

Magie des Spielens ...




Bürli Spiel- und Sportgeräte AG, CH-6212 St. Erhard LU
 Telefon 041 925 14 00, www.buerliag.com



bimbo
 macht spass

Zeitgemässe Spiel- und Pausenplätze.
 Planung. Produktion. Unterhalt.

HINNEN Spielplatzgeräte AG - 041 672 91 11 - bimbo.ch



eibe
 Kompletzt begeistert

funktionelle Möbel
 fantastische Spielwelten

eibe AG | Neue Winterthurerstr. 28 | 8304 Wallisellen
 Tel. 044 831 15 60 | eibe@eibe.ch
www.eibe.ch

Spielplatzplanung



www.gtsm.ch

Versicherungsberatung



Der offizielle Versicherungsberatungsdienst
 des Schweizerischen Gemeindeverbandes

Neutrale Beratung
 in allen Versicherungsfragen
 für Ihre Gemeinde

trees T +41 31 340 37 47
mail@trees.ch

Véhicules électriques

MEGA eTRUCK
 100% électrique - 70 km/h
 charge utile: 620 kg



GRUNDERCO^{ch} Tél. 022 939 13 30

Vitrinen



SYMA-SYSTEM AG
 CH-9533 Kirchberg SG | www.syma.ch



SYMA
 Continuous Innovation

Lokale Wärme- und Kältepotenziale wirtschaftlich nutzen

Mit einem Wärmeverbund können regional verfügbare Energiequellen wie Abwärme von Industriebetrieben und Rechenzentren, Grund- oder Abwasser sowie Holz intelligent mit lokalen Verbrauchern vernetzt werden. Wärmeverbünde überzeugen durch ihre lange Lebensdauer und die effiziente Nutzung von CO₂-neutralen Energien. Ganze Quartiere können so langfristig nachhaltig geheizt und auch gekühlt werden. Am Praxisnachmittag erfahren die Teilnehmer anhand von Best-Practice-Beispielen, wie ein Wärmeverbundprojekt effizient geplant und was bei der Standortwahl beachtet werden sollte. Dabei haben sie die Gelegenheit, den Energieverbund Aargauerstrasse in Zürich-Altstetten zu besichtigen, ein ökologisch vorbildliches Projekt.

Wann: 24. Oktober 2017

Wo: Zürich

Kontakt: 044 267 44 16

Mail: roberta.borsari@pusch.ch

Web: www.pusch.ch

Arbeitszonen im ländlichen Raum – effizient nutzen, aber wie?

Alles spricht von Verdichtung und meint damit das Wohnen. Das revidierte Raumplanungsgesetz gilt aber auch für die Gewerbe- und Industrieflächen: Auch sie haben grosses Potenzial für eine häusliche Nutzung des Bodens. Seit der Revision ist dies gar Voraussetzung, um neue Arbeitszonen ausscheiden zu können. Viele Dörfer und mittelgrosse Gemeinden in ländlichen Gebieten verfügen über schlecht oder gar ungenutzte Arbeitszonen. Der Umgang mit solchen Arealen ist eine der grössten raumplanerischen Herausforderungen. Die Fachtagung fokussiert auf den ländlichen Raum: Was nützen den Gemeinden verdichtete Arbeitszonen? Welche Herausforderungen stellen sich der Raumplanung bei schlecht genutzten kommunalen Gewerbeflächen? Welche Bedürfnisse hat die Wirtschaft? Wie kann der Kanton seine Gemeinden bei einer effizienten Bodennutzung unterstützen? Diese und weitere Fragen sollen an der Tagung beantwortet, Lösungsansätze diskutiert werden. Die Tagung steht unter dem Patronat der Schweizerischen Vereinigung für Landesplanung und des SGV.

Wann: 8. November 2017

Wo: Biel (Farelhaus)

Kontakt: 061 317 92 41

Mail: monika.zumbrunn@netzwerk-raumplanung.ch

Web: www.netzwerk-raumplanung.ch

Zones d'activités en milieu rural – comment les utiliser efficacement?

Lorsque l'on parle densification, on pense en premier lieu à l'habitat. La loi sur l'aménagement du territoire révisée porte pourtant aussi sur les zones artisanales et industrielles, car elles offrent également un important potentiel d'utilisation économe du sol. Depuis la dernière révision, c'est même une exigence pour pouvoir définir de nouvelles zones d'activités. De nombreux villages et communes de taille moyenne en milieu rural ont toutefois des zones d'activités mal ou pas utilisées. La gestion de ces zones constitue un des plus grands défis en matière d'aménagement du territoire. Le congrès se concentre sur le milieu rural pour déterminer à quoi servent des zones d'activités densifiées pour les communes. En matière d'aménagement du territoire, quel défi constituent des zones d'activités mal utilisées? Quels sont les besoins de l'économie? Comment un canton peut-il soutenir ses communes pour une utilisation efficace du sol? Le congrès cherchera à répondre à ces questions en esquissant des pistes de solutions. Le congrès est patronné par l'Association suisse pour l'aménagement du territoire et par l'Association des Communes Suisses.

Quand: 8 novembre 2017

Où: Bienne (Maison Farel)

Contact: 061 317 92 41

Mail: monika.zumbrunn@netzwerk-raumplanung.ch

Web: www.netzwerk-raumplanung.ch

Tagung «Chance Freiwilligenarbeit – Gemeinden werden aktiv»

Ob als Schulrat, Handballtrainerin, Aufgabenhilfe oder Neophytenbekämpferin: In der Schweiz engagiert sich jede dritte Bewohnerin, jeder dritte Bewohner freiwillig. Für die Gesellschaft, aber auch für das Funktionieren der Gemeinde ist dieses Engagement unerlässlich. Mit spannenden Referaten und praxisnahen Workshops geht die gemeinsame Tagung des Schweizerischen Gemeindeverbandes und von benevol St. Gallen der Frage nach, wie Gemeinden die Freiwilligenarbeit fördern und unterstützen können. Dazwischen gibt es immer wieder Gelegenheit, sich mit Expertinnen/Experten und Kolleginnen/Kollegen zu vernetzen und auszutauschen.

Wann: 17. November 2017

Wo: St. Gallen (Rathaus)

Kontakt: 071 227 07 60

Mail: info@benevol-sg.ch

Web: www.benevol-sg.ch



Impressum

54. Jahrgang / Nr. 548 / August/août

Herausgeber/éditeur

Schweizerischer Gemeindeverband
Association des Communes Suisses

Partnerschaften/partenariats

Fachorganisation Kommunale Infrastruktur
Organisation Infrastructures communales
Konferenz der Stadt- und Gemeindegemeinschaften
Conférence des Secrétaires Municipaux

Verlag und Redaktion/éditions et rédaction

Laupenstrasse 35, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031 380 70 00
www.chgemeinden.ch
www.chcommunes.ch

Denise Lachat (dla), Chefredaktorin
Philippe Blatter (pb), Verantwortlicher Verbands-
kommunikation
Céline Hoppler (hoc), Layout
info@chgemeinden.ch
Christian Schneider, Redaktion SKSG

Nachdruck

Alle Rechte vorbehalten. Nachdruck nur mit
Genehmigung der Redaktion. Verlinkung erwünscht.

Druck und Spedition/impression et expédition Anzeigenmarketing/marketing des annonces

Stämpfli AG, Postfach, 3001 Bern
Tel. 031 300 63 82, Fax 031 300 63 90
inserate@staempfli.com

Die nicht autorisierte und ohne gewichtige Eigenleistung erfolgende Bearbeitung und Verwertung von abgedruckten oder in elektronische Datenbanken eingespeisten Inseraten durch Dritte ist unzulässig und wird vom Inserenten untersagt. Dieser überträgt der Werbegesellschaft insbesondere das Recht, nach Rücksprache mit dem Verlag mit geeigneten Mitteln dagegen vorzugehen.

Auflage/tirage (WEMF/REMP 2016/2017)

Verkaufte Auflage/tirage vendu	2402 Ex.
Gratisauflage/tirage gratuit	1218 Ex.
Total/total	3620 Ex.

gedruckt in der
schweiz

JOMOS

FLAMELESS

PM10



10
Jahre/ans/anni
WARTUNGSFREI/
SANS MAINTENANCE/
SENZA MANUTENZIONE

GEWICHT
25
PROZENT
LEICHTER

DER FEUER- UND KOSTENLÖSCHER

- 10 Jahre wartungsfrei
- Deutlich weniger interne und externe Unterhalts- und Administrationskosten
- Leichter, handlicher, sparsamer



**FÜR HECKEN IN BESTFORM.
FÜR PROFIS.**



HS 82 R

- Geringes Gewicht
- Getriebe für kräftigen Schnitt
- Doppelseitig geschliffene Messer
- Drehbarer Multifunktionsgriff

Exklusiv bei Ihrem
Fachhändler



Präziser und schneller Schnitt.

Mit der leistungsstarken STIHL Heckenschere arbeiten Sie professionell auf grossen Grundstücken. Sie ist ideal in der Park- und Landschaftspflege. Mit diesem leichten Gerät bewegen Sie sich uneingeschränkt und schneiden senkrecht wie waagrecht problemlos. Dank des speziell abgestimmten Getriebes eignet sich das Gerät besonders für einen kräftigen Schnitt. **stihl.ch**

STIHL[®]

Schnelle Lösungen für den Strassenunterhalt

Mapefill R

Mapegrout SV

Mape-Asphalt Repair 0/8

MAPEI® zu Ihren Diensten...

Mapei ist weltweiter Hersteller von chemischen Produkten für das Baugewerbe. MAPEI SUISSE SA beschäftigt 85 Mitarbeiter und bietet Ihnen:

- Professionelle und individualisierte Kundenberatung
- Begleitung durch unsere über 40 kompetenten technischen Verkaufsberater vor Ort
- Ein Sortiment von hochwertigen Produkten aus 15 Produktlinien, wie z.B. Produkte für die Beton- und Strasseninstandsetzung, Systeme für die Gestaltung von öffentlichen Plätzen und Verkehrswege, Fassadenfarben und dekorative Anstrichsysteme sowie Sportbeläge und Beschichtungen.



mapeiswitzerland



Kontakt

www.mapei.ch
MAPEI®
TECHNOLOGY YOU CAN BUILD ON™

